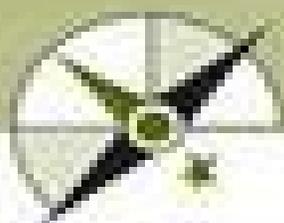


Que  
sais-je?

CUBA



Jean Lamore

pufl

QUE SAIS-JE ?

# Cuba

**JEAN LAMORE**

Docteur d'État

Professeur à l'Université Michel-de-Montaigne

Bordeaux III

Septième édition mise à jour

40<sup>e</sup> mille



# Chapitre I

## Le pays et la population

### I. L'archipel cubain

Cuba est situé dans la mer des Antilles entre le Tropique du Cancer et le 20<sup>e</sup> parallèle. Sa forme longue et étroite l'a fait souvent comparer à un crocodile, qui s'allonge sur plus de 1 200 km d'est en ouest, du golfe du Mexique au Passage du Vent (à 77 km seulement des côtes haïtiennes). Au nord de La Havane, les côtes de Floride ne sont qu'à 180 km et au sud les Montagnes Bleues de la Jamaïque peuvent être aperçues du pic Turquino, le point culminant de Cuba.

L'archipel cubain a une superficie de 110 922 km<sup>2</sup>, qui inclut les îles et innombrables îlots (*cayos*) : la *Isla de la Juventud* (ancienne *île des Pins*, baptisée *île de la Jeunesse* depuis 1978), est la plus importante après la grande île de Cuba. Celle-ci est la plus grande des Antilles. L'archipel des *Colorados* longe la côte nord-ouest, mais le plus étendu est l'archipel des Jardins du Roi (ou de *Sabana-Camagüey*) qui s'étend sur 400 km et est composé de plus de 400 îlots : l'île la plus importante est celle de *Cayo Romano*, avec une longueur de plus de 100 km ; elle fut un repaire de pirates anglais et français. L'archipel méridional fut nommé par Christophe Colomb « les Jardins de la Reine » en l'honneur d'Isabelle la Catholique. Quant à l'île de la Jeunesse, elle fait partie de l'archipel des *Canarreos*, la zone maritime la plus intéressante par ses ressources naturelles.

L'île de la Jeunesse, avec ses 3 061 km<sup>2</sup>, surpasse les Antilles françaises. Elle est divisée en deux parties séparées par une zone marécageuse et est traversée par une route depuis seulement 1960. La partie nord est la plus peuplée et est couverte de forêts de pins. En 1953, la population n'était que de 10 100 habitants, avec la densité la plus faible du pays. Sa physionomie a été radicalement transformée depuis les dernières décennies du xx<sup>e</sup> siècle, avec une mise en culture extensive, la création de nombreuses écoles secondaires et un développement touristique notable (plongée sous-marine). En 1970, sa population avait triplé.

### II. Les régions administratives et naturelles

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1976, le territoire cubain est divisé en 14 provinces qui sont, d'est en ouest : Santiago, Guantanamo, Granma, Holguin, Las Tunas, Camagüey, Ciego de Avila, Sancti Spiritus, Cienfuegos, Villa Clara, La Havane-Ville, La Havane-Province, Matanzas, Pinar del Rio, auquel il faut ajouter l'île de la Jeunesse.

Province	Extension (km <sup>2</sup> )	Capitale
Pinar del Rio	10 861	Pinar del Rio
La Habana	5 691	Ciudad Habana
Ciudad Habana	727	
Matanzas	11 739	Matanzas
Villa Clara	7 944	Santa Clara
Cienfuegos	4 177	Cienfuegos
Sancti Spiritus	6 732	Sancti Spiritus
Ciego de Avila	6 321	Ciego de Avila
Camagüey	14 158	Camagüey
Las Tunas	6 584	Las Tunas
Holguín	9 295	Holguín
Granma	8 362	Bayamo
Santiago de Cuba	6 170	Santiago de Cuba
Guantánamo	6 184	Guantánamo
Île de la Jeunesse	2 200	Nueva Gerona

Mais on peut envisager aussi quatre grandes régions naturelles :

## 1.

**La région occidentale**, qui s'étend du cap San Antonio à la ville de Santa Clara (Villa Clara). Au sud se trouve une immense plaine limitée au nord par une série d'élévations : la Sierra de los Organos et la Sierra del Rosario. La première est remarquable pour ses *mogotes*, buttes calcaires aux parois verticales et sommets arrondis (vallée de Viñales, haut lieu touristique). Il s'agit d'un des échantillons les plus intéressants de relief karstique. La Sierra del Rosario vers l'est offre un visage différent avec des parois calcaires abruptes et des vallées longitudinales peu habitées. La plaine occidentale, inclinée vers le sud, est couverte de terres rouges issues de la décomposition des sols calcaires. Cette plaine occidentale présente une grande importance pour la culture du tabac (région de Vuelta Abajo), autour des principales agglomérations Pinar del Rio, Artemisa et Guanajay.

Au sud-est de La Havane, sur la côte sud, se trouve la péninsule de Zapata, formée d'immenses marécages où abondent les caïmans. La Lagune du Trésor était la région des charbonniers qui vivaient autrefois dans des conditions d'une extrême insalubrité : elle est aujourd'hui assainie et en son centre s'élève le village touristique de Guama.

## 2. Les régions de Las Villas et de Camagüey

La Sierra de l'Escambray s'élève au sud entre les villes de Trinidad et Sancti-Spiritus. C'est un massif de plus de 1 000 m d'altitude, de schistes et calcaires avec, là aussi, certains paysages karstiques : parois abruptes, plaines fermées, grottes, rivières souterraines, cascades, etc. Au nord de Santa Clara, les rivières forment des défilés pittoresques dans les reliefs calcaires.

Plus à l'est, la région de Camagüey est la plus plate de Cuba : sur un socle de serpentine s'étend une

couche argileuse avec des terres rouges favorables à la culture de la canne à sucre.

### 3.

**La région d'Oriente** est extrêmement variée. La mer des Caraïbes la baigne au sud et ses côtes septentrionales font face à l'archipel des Bahamas. Elle est dominée par la Sierra Maestra, l'ensemble montagneux le plus haut et le plus important du pays, qui s'étend sur une longueur de 250 km. Le point culminant est le pic Turquino avec une altitude de 1 974 m. Au large de la côte sud, se trouve une fosse sous-marine qui produit une dénivellation de 8 000 m au-dessous du pic Turquino. Le sous-sol de la région est riche de cuivre, manganèse et fer.

Plus à l'est, s'ouvrent les bassins de Santiago et Guantánamo. La baie de Santiago a 9 km de profondeur avec une embouchure très étroite. La région est instable et en 1932 un séisme détruisit une partie de la ville.

La baie de Guantánamo est très vaste, et est partiellement occupée depuis 1902 par la base militaire nord-américaine. La région est sèche et aride, et les salines côtières produisent 80 % de la production nationale de sel. La Vallée Centrale, bien habitée, est dominée par la Sierra de Nipe qui recèle une des plus importantes réserves de fer de la planète. Le fleuve Cauto est le plus important de Cuba avec un cours de 250 km et un vaste delta.

La région de Baracoa est la moins connue car elle était, dans le passé, difficilement accessible. C'est une région aride au sol poreux percé de milliers de cavernes à peine explorées. Le bassin de la rivière Toa est couvert de forêts : la ville de Baracoa, au seuil de cette région inextricable, mais proche d'Haïti par la mer, fut la première fondée par les Espagnols en 1511.

## III. Côtes et hydrographie

Cuba possède 5 745 km de côtes sinueuses, de différents types, où alternent baies et plages de sable, marais et coraux, éboulis et rochers. La grande fracture de la côte sud orientale au pied de la Sierra Maestra offre des rivages escarpés qui dominent la fosse marine d'Oriente. C'est un paysage de roches granitiques et volcaniques violemment découpées en aiguilles et promontoires. À l'ouest, du cap Cruz au massif de l'Escambray, on trouve en revanche une côte basse, alluvionnaire, avec, à l'ouest de Cienfuegos, le grand marécage de la péninsule de Zapata, souvent couvert de mangliers. À l'extrême ouest de Cuba, la péninsule de Guanahacabibes se termine par des falaises et surplombs calcaires.

Au nord, une côte de submersion offre des baies lobulées, formées par les vallées inférieures de fleuves envahies par la mer (baies de La Havane et de Mariel). Avec les récifs coralliens qui entourent presque tout l'archipel, c'est donc un ensemble de côtes d'une étonnante diversité. À l'exception de l'Oriente, le reste du territoire est entouré d'une vaste plate-forme insulaire qui affleure à très faible profondeur.

Entre la Floride et la côte nord de Cuba, le grand courant du golfe (Gulf Stream) s'introduit dans le

golfe du Mexique.

À l'intérieur de l'île, les cours d'eau sont courts et d'un faible débit, à l'exception du Cauto, le seul fleuve notable qui, après un parcours de 250 km, se jette par un vaste delta dans le golfe de Guacanayabo.

## IV. Le climat

La situation intertropicale de Cuba et l'action des courants marins lui donnent d'une manière générale un climat humide de savane sans hiver. En été, les mouvements de l'anticyclone de l'Atlantique Nord conditionnent les précipitations : ainsi, certains étés sont marqués par des trombes d'eau quotidiennes, alors que d'autres sont chauds et plutôt secs. Cependant, si la période qui va de novembre à avril est normalement nommée « saison sèche », cela signifie simplement que les pluies sont alors moins importantes que durant le reste de l'année. Mais elles ne cessent pas, le mois de décembre étant normalement le plus « sec ». Il tombe 1 000 mm d'eau dans le centre de Cuba, mais les périodes de sécheresse sont trop fréquentes depuis quelques années.

L'étroitesse des terres dans le sens nord-sud est telle qu'elle ne permet pas l'établissement d'un climat continental, sauf au cœur des montagnes d'Oriente où existent certains microclimats. L'amplitude des températures est très réduite : à La Havane, la moyenne des températures en hiver s'établit à 22 °C, et celle des étés à 27 °C. Les régions les plus chaudes sont celles de Santiago et Guantánamo, la moyenne annuelle pour l'ensemble du pays étant d'environ 25 °C, avec une humidité relative de l'air très élevée, souvent supérieure à 80 % de mai à octobre.

## V. Végétation et faune

### 1. Végétation

La flore cubaine ne compte pas moins de 8 000 espèces botaniques. Lors de la découverte par les Espagnols, la majeure partie du sol était boisée ; cette couche forestière a été détruite surtout par la culture de la canne à sucre et l'élevage. Les forêts subsistent dans les zones montagneuses et la région de Baracoa. Les coupes systématiques du passé ont fait disparaître des centaines d'essences précieuses. Les bois cubains ont toujours été très estimés : c'est le cas de l'acane, de l'acajou et de l'ébène, pour ne citer que les plus connus. Le *quiebrahacha* est recherché pour son imputrescibilité, et le gaïac (*guayacan*) est l'un des bois les plus durs du monde. D'autre part, le pin couvre de vastes régions, donnant dans le passé son nom à l'île des Pins ainsi qu'à la province de Pinar del Rio. Sur les capes argileuses pousse en abondance le *yarey*, petit palmier caractéristique dont on fait les chapeaux, la *guásima* et le *guama* dont l'écorce sert à faire des cordes, ainsi que les diverses variétés d'agaves (*sisal* et *henequén*) qui poussent dans toutes les régions. Quant aux régions côtières, sur les marécages et *cayos*, les mangliers sont très nombreux. Les côtes arides, comme celle qui est située à l'est de Guantánamo jusqu'à la pointe de Maisi, sont le terrain d'élection des cactées géantes.



Fig. 2

Le palmier royal (*palma real*) mérite une mention particulière : arbre national, à la silhouette haute et élancée, chantée par le poète Heredia, il est d'une grande utilité. De son bois, le paysan construit sa maison traditionnelle (*bohío*), il fait la toiture de ses rameaux (*pencas*), de ses longues feuilles, il fabrique aussi balais, paniers, récipients, meubles, etc. Le palmier fournit également de l'huile et la nourriture pour les porcs.

## 2. Faune

7 000 espèces d'insectes, 4 000 de mollusques, 500 espèces comestibles de poissons, 30 espèces de grenouilles et crapauds, 300 d'oiseaux, 24 de chauves-souris et quelques-unes de mammifères composent une faune très déséquilibrée, riche d'une multitude d'invertébrés mais pauvre en vertébrés. Les plus importants parmi ces derniers sont les poissons de mer qui constituent une partie de l'alimentation. D'un grand intérêt sont aussi les tortues de mer (*tortuga, carey*) ; les crocodiles sont encore nombreux grâce à la zone d'élevage de la péninsule de Zapata. Les iguanes et les serpents *majás* sont très communs.

Les oiseaux sont très divers et nombreux car les migrateurs ont toujours utilisé Cuba comme une station au cours de leurs vols. Le moqueur (*sinsonte*), le rossignol, le *tocororo*, le *colibrí (sunsún)*, etc., sont des oiseaux familiers chantés par les poètes.

Les mammifères, nous l'avons dit, sont rares, et concernent essentiellement les animaux d'élevage : cependant, dans les zones rurales, on trouve l'agouti (*jutía*) qui possède une chair appréciée.

# VI. La population

La population de Cuba est de 11 270 000 habitants (2005) répartis sur 110 922 km<sup>2</sup>, ce qui donne une densité de 102 hab./km<sup>2</sup>.

## 1. Formation

À l'arrivée des Espagnols, l'archipel antillais était habité essentiellement par les Caraïbes et les Arawak, venus du continent sud-américain. À Cuba était établi un groupe arawak, les Taïnos, agriculteurs pacifiques, et à l'extrême ouest se trouvaient également un groupe de Ciboneyes, dont l'activité principale était la pêche. Les Taïnos cultivaient le manioc et le maïs.

Aux premiers et peu nombreux croisements entre Espagnols et Indiens, se sont rapidement ajoutés les croisements entre Espagnols et Africains : en trois cents ans, jusqu'à l'abolition de l'esclavage (1887), les bateaux négriers ont apporté sur le sol cubain environ 1 million d'Africains. Le premier recensement réalisé en 1774 indique que 25 % de la population sont des Africains. Le métissage va désormais s'accélérer, en même temps que la traite, à tel point qu'en 1810 la population blanche se retrouve minoritaire. De plus, un groupe de Mulâtres se constitue et va devenir de plus en plus important.

Quelques autres éléments sont venus s'insérer dans le peuplement de Cuba, répondant à des besoins de main-d'œuvre : des Chinois, des Indiens du Yucatán et, plus tard, des Haïtiens. La population d'origine européenne (Espagnols de Galice, Andalousie, Canaries, etc.) s'est, pour sa part, enrichie d'émigrants français venus de Saint-Domingue dès la fin du xviii<sup>e</sup> siècle, puis directement de France.

## 2. L'accroissement démographique

Au cours du xx<sup>e</sup> siècle, la population de Cuba s'est accrue de la manière suivante :

1925	3 364	1960	6 825
1930	3 837	1965	7 630
1940	4 566	1978	9 500
1950	5 508	2002	11 000
1955	6 147		

(en milliers d'habitants)

Cet accroissement (0,4 % annuel au cours des vingt dernières années) est très inférieur à celui de l'ensemble de l'espace caraïbe. En effet, celui-ci, formé de 38 États et territoires, rassemblait 250 millions d'habitants en 2002, et sa population a plus que triplé depuis 1950. La population des îles de la Caraïbe a elle-même augmenté de 125 % sur la période. Cuba est le pays dont le taux d'accroissement est le plus faible. Cela signifie qu'il s'agit d'un pays qui a achevé sa transition démographique, avec des taux de natalité et mortalité faibles et des taux d'accroissement annuel

moyen faibles. Cuba partage cette situation seulement avec la Barbade et la Martinique. L'espérance de vie y est très élevée (77 ans), et des progrès sensibles ont été faits dans la lutte contre la mortalité infantile, qui est au niveau des meilleurs taux occidentaux (5,8 ‰ en 2004) [\[1\]](#), alors qu'elle reste très élevée dans les États continentaux de la région. L'indice de fécondité n'est que de 1,54. Cependant le nombre des naissances reste supérieur au total des décès et de l'émigration : on assiste donc à un accroissement lent de la population.

### **3. Les villes**

Au cours des vingt-cinq dernières années, les accroissements les plus spectaculaires sont ceux de Las Tunas (× 2,45), Pinar del Rio (× 1,85), Bayamo (× 1,83) et Cienfuegos (× 1,79). Dans le même temps, celui de La Havane n'était que de 1,12.

#### **A) La Havane**

Avec son immense *malecón* (boulevard maritime) qui serpente entre la mer et les édifices modernes de l'ancien quartier « américain », sa ceinture de villas en bord de plages, et sa vieille ville coloniale autour de la cathédrale et de la place d'Armes, avec sa profonde baie, La Havane fait figure de métropole de tout premier plan. Fondée sur sa position actuelle en 1519, elle devint la capitale en 1607 et, à cette époque, le port espagnol le plus fréquenté du Nouveau Monde. Les Britanniques la conquièrent en 1762 et, après l'avoir récupérée, les Espagnols en firent la cité la plus fortifiée d'Amérique. C'est aujourd'hui une capitale de plus de 2 millions d'habitants, la plus grande ville des Antilles. La vieille Ville de La Havane et son système de fortifications ont été inscrits par l'Unesco au Patrimoine mondial en 1982.

La Havane groupe dans son aire urbaine un cinquième de la population nationale. Cependant le phénomène d'exode rural vers la capitale a été stabilisé.

#### **B) Santiago de Cuba**

À l'autre extrémité du pays, la baie de Santiago est l'une des plus belles des Amériques. Santiago fut fondée dès 1514 par Diego Velásquez et fut capitale de Cuba avant La Havane. À la fin du xviii<sup>e</sup> et au début du xix<sup>e</sup> siècle, la ville a vu grossir sa population par les apports importants de l'émigration française venue de Saint-Domingue d'abord, puis directement de France. Elle est aujourd'hui la grande capitale de l'Orient cubain, avec une grande université et des traditions culturelles qui en font le « berceau » de l'identité cubaine.

### **Notes**

[\[1\]](#) Source : État mondial de l'Enfance, Unicef, 2005.

# Chapitre II

## Quatre siècles de colonie espagnole (1511-1898)

Cette période est marquée par le fait que Cuba n'acquiert pas son indépendance en même temps que les vice-royautés du continent et connaît (ainsi que l'île voisine de Puerto Rico) presque un siècle de plus de régime colonial et esclavagiste. Cette particularité a marqué profondément l'histoire de la société cubaine jusqu'à nos jours.

### I. Les grandes périodes historiques

#### 1. Jusqu'au début du xx<sup>e</sup> siècle : un riche avant-poste de l'empire espagnol

Cristobal Colón toucha les côtes cubaines en octobre 1492 ; puis, en 1508, Sebastian de Ocampo prouva son insularité en en faisant le tour et, en 1511, Diego Colón, gouverneur de la Hispaniola, chargea de sa conquête Diego Velásquez à la tête de 300 hommes.

Cuba allait devenir rapidement une base de départ pour l'exploration et la conquête du golfe du Mexique, dont fut chargé Hernán Cortés. L'or de Cuba s'étant épuisé, l'intérêt des conquérants se porta sur le continent, et jusqu'à la fin du xvi<sup>e</sup> siècle Cuba fut très peu colonisée. Les premiers gouverneurs de Cuba étaient d'anciens conquérants nommés *adelantados*, qui résidèrent à Santiago jusqu'en 1538. Puis, en 1606, l'île fut divisée en deux gouvernements.

La Havane connut un fort développement, devenant le port le plus fréquenté d'Amérique, et l'escale obligée de toutes les flottes de retour vers l'Europe.

Avec la naissance de l'industrie sucrière, à la fin du xvi<sup>e</sup> siècle, les Espagnols remplacèrent la main-d'œuvre indigène, vite décimée, par l'importation massive d'esclaves africains au moyen de la traite dès 1595.

En 1518, la première cathédrale avait été installée à Baracoa, le port le plus proche de l'Hispaniola, mais elle fut transférée à Santiago en 1522. Postérieurement, en 1788, l'île devait être partagée en deux évêchés (Santiago et La Havane.)

Après le sucre au xvi<sup>e</sup> siècle, le tabac devint une production majeure au xvii<sup>e</sup>. Malgré les difficultés dues au monopole du pacte colonial en matière d'échanges commerciaux, une classe de grands propriétaires se forma peu à peu et s'enrichit de façon spectaculaire, contrôlée cependant par la «

Compagnie royale de commerce de La Havane ».

En 1762, la prise de La Havane par les Anglais eut des conséquences diverses pour l'économie de Cuba en général et de La Havane en particulier. Après le retrait des Anglais, fut entrepris l'aménagement du port havanais, qui devint la plus importante forteresse d'Amérique. Les idées commerciales évoluèrent et le commerce devint libre entre Cuba et la plupart des ports espagnols. Au xviii<sup>e</sup> siècle, la guerre d'indépendance nord-américaine donna lieu à un commerce direct entre Cuba et les nouvelles républiques du Nord. Le grand essor de l'économie cubaine eut cependant lieu à la suite de la Révolution haïtienne (1791-1795). Les plantations françaises ruinées, les productions cubaines prirent une place prépondérante sur le marché européen : le nombre des *ingenios* (moulins à sucre) avait doublé vers 1780 et, à partir de 1800, de nombreux planteurs français réfugiés plantèrent du café dans la Sierra Maestra. La population doubla entre 1775 et 1815, année où elle atteignit le chiffre de 550 000 habitants.

## **2. Le statu quo colonial et les guerres des *mambis* (jusqu'en 1898)**

### **A) Le statu quo**

À l'époque de l'indépendance du continent et de l'effondrement de l'empire colonial espagnol (1824), c'est le statu quo qui prévaut à Cuba, car les changements qu'aurait apportés cette indépendance ne sont pas souhaités par les riches Créoles de Cuba. Ils ne veulent pas renoncer à la main-d'œuvre esclave qui les a faits immensément riches. De plus, cette classe (la *sacarocracia*) a très peur des soulèvements noirs, le souvenir des colons français massacrés en Haïti étant encore très présent.

Ce statu quo s'explique également par la politique d'expansion adoptée par les États-Unis dès 1823 (déclaration de Monroe) et incarnée par le *Manifest Destiny* qui posait que les territoires situés au sud des États-Unis étaient destinés à se soumettre tôt ou tard à la domination du Nord. Le statu quo de l'île convenait donc à ces desseins géopolitiques : il suffisait d'attendre que la vieille Espagne, déjà bien affaiblie, soit obligée de lâcher ses ultimes colonies, pour recueillir au bon moment le « fruit mûr ».

### **B) L'échec des réformistes**

Dans ce contexte, tandis que les réformistes tentaient à tout prix de collaborer avec l'Espagne, les patriotes cubains conspiraient. Le parti réformiste obtint en 1865 la mise en place d'une Junte d'information qui se réunirait à Madrid pour étudier les problèmes de Cuba et élaborer des lois spécifiques pour l'île. Les réformistes demandèrent aussi la liberté de commerce avec les États-Unis et une réforme des impôts. Tout cela échoua et Madrid répondit au contraire par une aggravation des charges payées par les Créoles. La bourgeoisie créole fut indignée : dans l'Orient de Cuba, les Mulâtres et Noirs libres s'unirent aux paysans créoles, et la bourgeoisie des villes prit la direction du mouvement. Le 10 octobre 1868, quand Carlos Manuel de Céspedes proclama « Cuba libre » dans sa propriété de la Demajagua, il ouvrait trente ans de lutte pour l'indépendance de Cuba.

## C) La guerre de Dix Ans (1868-1878)

Céspedes, propriétaire d'un *ingenio*, et Francisco Vicente Aguilera, autre propriétaire, avaient formé un groupe de patriotes dans la ville proche de Manzanillo, groupe qui se transforma en loge maçonnique. Du secret impénétrable de la loge, sortit la conception du soulèvement, ainsi que les premiers présidents de la « République en Armes ». Céspedes, qui avait libéré et armé ses esclaves, forma une colonne qui remporta ses premières victoires à Yara (d'où le nom de « Révolution de Yara » que l'on donna au soulèvement), à Jiguani, et prit la ville de Bayamo. Sous l'impulsion d'un jeune avocat, Ignacio Agramonte, la guerre s'étendit vers l'ouest et se radicalisa. À l'assemblée de « Cuba libre » de février 1869, la République en Armes abolit l'esclavage. En avril, elle adopta à Guaimaró une Constitution, et nomma Céspedes président de la guerre des *mambis* (nom donné aux combattants révolutionnaires).

Les Espagnols organisèrent la contre-offensive et Céspedes dut abandonner Bayamo après l'avoir incendiée. La capitale fut fermement tenue par l'armée espagnole et connut dès lors un climat de terreur, dirigé contre les *laborantes*, partisans des *mambis* à La Havane. Cette répression frappa durement les Créoles à l'instar du jeune José Martí, le futur héros de l'indépendance, qui fut condamné à l'âge de 16 ans au bagne pour une simple lettre écrite à un ami. À La Havane, en 1871, huit étudiants furent passés par les armes sur de simples présomptions.

L'armée vivait dans la *manigua* (la forêt) et pratiquait une guerre de harcèlement à cheval et armés souvent seulement du *machete* des coupeurs de canne. Les chefs *mambis* furent décimés, dont Agramonte et Céspedes. La guerre s'éternisa, très dure pour la population, et le général espagnol Martínez Campos négocia avec les rebelles en 1878 le pacte du Zanjón.

Ce pacte fut une supercherie : il n'apporta rien à Cuba en matière de libertés, et maintint l'esclavage. Antonio Maceo, un des jeunes généraux *mambis*, n'accepta pas le traité (ce fut la *Protesta de Baragua*), mais ne put poursuivre la lutte dans un pays en ruines.

## D) Le repos turbulent (1879-1895)

Cependant le peuple avait lutté, Blancs et Noirs ensemble, pendant plusieurs années, et l'idéal de l'indépendance s'était largement imposé. Comme le pacte du Zanjón maintenait l'esclavage, l'injustice sociale s'assimilait à l'autorité espagnole. Ce fut une époque de « repos turbulent », pour reprendre une formule de Martí.

Dix ans de guerre sans merci avaient laissé le pays exsangue, la moitié des *ingenios* étaient détruits, beaucoup de propriétaires ruinés ou endettés. Les États-Unis, qui n'avaient pas soutenu le soulèvement indépendantiste cubain, commencent alors à acquérir des biens sur l'île et achètent la quasi-totalité de la production de sucre.

En 1880, l'Espagne transforme enfin l'esclavage en salariat, mais ce n'est qu'en 1887 que l'abolition est officiellement octroyée. C'est une profonde misère qui s'instaure dans les campagnes, le chômage règne dans tout le pays. Malgré cette situation, les Cortes de Madrid repoussent un projet de statut spécial pour Cuba en 1894. C'est dans ces circonstances que la deuxième guerre d'indépendance

allait éclater.

## E) La « guerre de Martí » éclate en 1895

José Martí fut l'incarnation responsable et totale du séparatisme : c'est lui qui donna à l'idée séparatiste sa dimension continentale, historique et éthique. La révolution était déjà installée dans la région orientale de Cuba depuis 1892, car l'attitude de l'Espagne avait montré aux Cubains que l'espoir de réformes réelles de la part de la Métropole était illusoire. Martí avait fondé en 1892 le Parti révolutionnaire cubain (prc) et sa grande œuvre consista alors à réaliser l'union, notamment entre les séparatistes des couches populaires et les bourgeois riches de l'extérieur (c'est le sens d'un célèbre discours qu'il prononça à Tampa (Floride) en novembre 1891, et connu sous le titre de *Con todos y para el bien de todos* (« Avec tous et pour le bien de tous »). Il mit dans l'organisation du prc et dans la préparation de la guerre toute son énergie : cet homme de lettres, ce poète et prosateur dont le style devait faire l'admiration des plus grands, abandonna toute activité littéraire pour se consacrer à sa mission révolutionnaire. Il fonda à New York le journal *Patria* pour faire connaître les objectifs du prc – à savoir, l'indépendance de Cuba et de Puerto Rico au moyen d'une guerre « sans haine mais nécessaire ». Martí se dépense alors sans compter, faisant appel au général Máximo Gómez pour prendre le commandement des armées de libération, et il obtient également l'accord du général Antonio Maceo.

Le déclenchement de la guerre, son esprit, la composition de ses forces, tout cela fut l'œuvre de Martí, et les chefs militaires les plus prestigieux eux-mêmes, les généraux Máximo Gómez et Antonio Maceo, le reconnurent. C'est en qualité de délégué du parti et organisateur de la guerre que José Martí signa avec le général Máximo Gómez le *Manifeste de Montecristi* (25 mars 1895), dans lequel il exposait au monde les objectifs de la guerre « juste et nécessaire » : « La guerre d'indépendance de Cuba, nœud de la gerbe d'îles, futur point de rencontre dans quelques années du commerce de divers continents, est un événement de grande portée humaine, et un service opportun que l'héroïsme raisonné des Antilles rend à la solidité des nations américaines et à la justice de leurs relations, ainsi qu'à l'équilibre encore hésitant du monde. » [\[1\]](#)

L'insurrection éclate à Cuba, à Baire dans la région orientale, le 24 février, et Martí débarque sur les côtes orientales de Cuba avec Máximo Gómez le 11 avril, tandis que Maceo débarque près de Baracoa. Une longue marche commence alors, au cours de laquelle Martí rédige chaque nuit son *Journal de campagne*. Martí, Gómez et Maceo se réunissent enfin le 5 mai 1895, et confrontent leurs points de vue : Martí défend sa conception républicaine de la révolution. Mais le 19 mai, à Dos Ríos, au confluent des fleuves Contramaestre et Cauto, survient une perte irréparable pour la Révolution : Martí est tué au cours d'un engagement avec l'armée espagnole. Quelques jours auparavant, il avait été nommé major général de l'Armée de Libération.

Les *mambis*, malgré cette perte, obtiennent de nombreux succès militaires. Mais l'Espagne réagit par une guerre à outrance : « Jusqu'au dernier homme et la dernière peseta », annonça Canovas del Castillo, président du Conseil espagnol. L'Espagne eut des milliers de morts au combat ou par la fièvre jaune, et la répression, menée par le général Weyler, fut terrible : celui-ci multiplia les camps de concentration de femmes et d'enfants où moururent des milliers de personnes. Malgré cela, les troupes cubaines l'emportaient sur le terrain et devant la situation, les États-Unis envoyèrent à La

Havane le cuirassé *Maine*.

L'administration américaine s'était jusqu'alors soigneusement maintenue en dehors du conflit, mais le moment semblait venu pour les États-Unis de recueillir les fruits de l'« attente patiente », et les événements se précipitent : le 15 février 1898, le *Maine* explose dans le port cubain et 260 marins américains sont tués. La presse américaine réclame vengeance : le 10 avril, la reine d'Espagne ordonne l'armistice. Mais le Sénat américain vote la guerre : le 1<sup>er</sup> mai, l'escadre américaine du Pacifique anéantit la flotte espagnole à Manille et occupe les Philippines, tandis que l'escadre de l'Atlantique détruit la vieille flotte espagnole devant Santiago de Cuba : la ville doit se rendre le 15 juillet, cependant que Puerto Rico était occupé sans combat. Ce fut une « promenade navale et militaire » des troupes nord-américaines.

L'intervention militaire américaine déboucha sur le Traité de Paris (25 octobre 1898). La stratégie de Washington avait réussi à expulser totalement l'Espagne de la zone caraïbe afin de s'assurer la maîtrise de la région. C'est pourquoi, aussitôt après leur victoire à Cuba, les *marines* américains débarquèrent et occupèrent l'île de Puerto Rico.

Ce traité enlevait à l'Espagne Cuba, les Philippines et Puerto Rico : c'était la fin de l'empire colonial espagnol. Était-ce le début de la liberté pour Cuba ? Le 1<sup>er</sup> janvier 1899, commença pour Cuba une période d'occupation militaire nord-américaine qui allait durer trois ans. Les combattants cubains furent systématiquement écartés des négociations, la souveraineté de l'île passant de la tutelle de l'Espagne à celle des États-Unis. En s'implantant sur les deux grandes îles du golfe du Mexique, les États-Unis accomplissaient la vision initiale de la politique du « Destin manifeste » – à savoir, la constitution d'une sorte de mer intérieure pour un futur empire : c'est exactement ce que Martí avait redouté et expliqué à ses compatriotes cubains et latino-américains depuis 1889. Cette situation ne manqua pas de provoquer dans la population cubaine une profonde frustration collective, et cette impression de mépris explique largement le sentiment anti-impérialiste de l'immense majorité des Cubains, pour qui indépendance et souveraineté ont toujours été liées.

## II. La société coloniale

### 1. Organisation

L'île de Cuba était une Capitainerie générale. En 1518, le premier évêché fut fondé à Baracoa puis transféré à Santiago. En 1804, Santiago devint archevêché, en plus de celui de La Havane, et il y eut ainsi deux diocèses. Politiquement, l'île était divisée en deux gouvernements : celui dit de Cuba comprenait Santiago, Baracoa, Holguín et Bayamo. Communément, les deux provinces étaient appelées Vuelta arriba (à l'est) et Vuelta abajo (ouest). Le savant allemand Alexandre de Humboldt, qui visita Cuba en 1800, a laissé une description détaillée de cette organisation et la vie quotidienne de cette société coloniale [2].

### 2. L'esclavage

Vers 1520-1530, les Indiens de Cuba commençant à s'éteindre, l'introduction de Noirs esclaves connut un accroissement tel qu'au xvii<sup>e</sup> siècle déjà ils étaient considérés comme une menace par les propriétaires blancs. Ils travaillaient dans la production sucrière, dans les caféières et dans les villes. C'est au cours du dernier siècle que la traite fut la plus massive : on estime qu'entre 1763 et 1873 plus de 800 000 esclaves africains furent introduits à Cuba. L'abolition fut enfin décrétée en 1886, alors que l'esclavage ne représentait plus grand intérêt pour les propriétaires : il ne restait plus que 100 000 esclaves à affranchir.

Le travail esclave constitua le fondement de l'économie coloniale, surtout au cours du dernier siècle. Cependant, une foule de travailleurs salariés sous-payés constitua progressivement un sous-prolétariat à côté de la masse des esclaves (dans le secteur sucrier, le commerce, la construction, etc.).

### 3.

*La canne à sucre* trouva à Cuba un lieu de prédilection : au début du xvii<sup>e</sup> siècle, l'exportation du sucre de Cuba commença vers l'Espagne avec une cinquantaine de sucreries dans l'île. À partir du début du xix<sup>e</sup> siècle, des décrets royaux accordent la liberté des cultures et les possédants sucriers pourront étendre les champs de canne au détriment des autres terres, et notamment des zones boisées, ainsi vouées à une implacable destruction. Le sucre cubain prend son essor commercial au cours du xviii<sup>e</sup> siècle, Le soulèvement du peuple haïtien ruine l'industrie sucrière d'Haïti et Cuba devient définitivement la grande île sucrière. Les *ingenios* se multiplient, les chemins de fer (dès 1837) vont se mettre au service du sucre. Les moulins vont se moderniser, la production s'accroît, il faut importer de plus en plus de main-d'œuvre esclave pour couper la canne, et la concentration s'affirme : les terres sont regroupées et on assiste à la formation du *latifundio* sucrier.

À l'époque de l'abolition (1880-1890) apparaissent à Cuba les premiers investissements nord-américains : les États-Unis recherchent le sucre non raffiné, c'est-à-dire comme matière première. En 1895, les États-Unis ont déjà investi à Cuba 50 millions de dollars, et le sucre cubain ne va pas leur échapper (crise des cours, concurrence de la betterave européenne). C'est le début du règne du dollar sur le sucre.

### 4. Le tabac et le café

Le tabac était cultivé par des paysans, les *vegueros*. L'exportation commença au xvii<sup>e</sup> siècle, sous la forme de tabac en feuilles. Puis se mit en place une industrie simple, qui fabriquait du tabac haché pour la pipe (*picadura*) et en poudre (*rapé*). Une superintendance des tabacs assurait alors l'achat des feuilles et fixait les quotas de production. En 1717, les *vegueros* se soulevèrent contre les prétentions de monopole de la Couronne, prirent La Havane. L'État laissa ce monopole à des commerçants privilégiés, puis le céda à la Compagnie royale de La Havane (1740). Le monopole fut rétabli en 1760 : des délégations (*factorías*) furent établies dans tout le pays mais durent négocier avec les représentants des *vegueros*. Au milieu du xix<sup>e</sup> siècle, les usines mécanisées apparaissent, 15 000 ouvriers travaillent à La Havane dans ce secteur. Beaucoup devront s'exiler au moment des

guerres d'indépendance. Les grandes marques de cigares naissent au xix<sup>e</sup> siècle, et de nombreux ateliers doivent travailler pour le compte de quelques *marquistas*, possesseurs d'une marque. Le xix<sup>e</sup> siècle fut le siècle du cigare. C'est le début de l'exportation des boîtes de cigares cubains dans le monde entier. Mais les lourds impôts qui frappent le tabac cubain et la politique protectionniste des États-Unis provoquent une rude crise à partir de 1860.

Quant au café, il est d'apparition beaucoup plus récente : de la Martinique, il passa en Guyane, puis au Brésil et à Saint-Domingue au xviii<sup>e</sup> siècle, où il fit la fortune des planteurs français. À la suite de la révolution haïtienne, de nombreux colons français implantés à Saint-Domingue (les « domingois ») passèrent à Cuba, par Baracoa et Santiago, et mirent en culture la Sierra Maestra. Puis ce fut une émigration française en provenance directe surtout du sud-ouest de la France (Béarn) qui s'ajouta aux précédentes, faisant vers 1850 de Cuba le troisième producteur mondial de café.

## Notes

[1] José Martí , Manifeste de Montecristi, trad. de Jean Lamore , dans *Cuba : au cœur de la Révolution*, Paris, Ellipses, 2006.

[2] Alexandre de Humboldt , *Essai politique sur l'île de Cuba*, Paris, 1826, *Ensayo político sobre la isla de Cuba*, La Havane, 1960.

# Chapitre III

## De José Martí à Fidel Castro, ou la « seconde indépendance » (1898-1958)

Il y a une indéniable continuité entre l'entreprise de José Martí au xix<sup>e</sup> siècle et la révolution fidéliste qui triomphe en 1959. Les Cubains considèrent que c'est une trajectoire parfaitement logique qui mène de l'une à l'autre et que la liberté cubaine, conquise en 1898 et aussitôt confisquée par le puissant voisin du Nord, a été légitimement rendue à Cuba en 1959. Martí avait prédit, après la fin de la colonie espagnole, une « seconde guerre d'indépendance » et la Révolution de 1959 considère Martí comme son suprême inspirateur. Cependant il a fallu près de soixante ans de république pour en venir là.

### I. Les étapes historiques

#### 1. Le traité de Paris ou l'indépendance confisquée

En 1898, ainsi que nous l'avons indiqué au chapitre précédent, malgré la domination sur le terrain des troupes *mambis*, la République en Armes ne fut pas reconnue comme gouvernement. Cuba fut placée sous un régime d'occupation militaire nord-américaine, et le drapeau américain remplaça le drapeau espagnol, au grand mécontentement du peuple qui voyait s'envoler ses rêves d'indépendance après trente ans de combats et de sacrifices. Il est frappant de constater l'ampleur du sentiment de frustration qui marqua l'opinion cubaine dans sa grande majorité (couches populaires, intellectuels, petite bourgeoisie, planteurs créoles).

Le général américain Wood assumait le gouvernement de l'île avec 6 000 soldats et tous les pouvoirs, pendant trois ans. À son actif, doit être inscrite l'élimination de la fièvre jaune à la suite d'une campagne sanitaire menée par des médecins américains ; encore faut-il noter qu'elle constitua le couronnement des recherches du savant cubain Carlos Finlay.

Ce n'est qu'en 1901 qu'une Assemblée constituante fut réunie à La Havane, qui adopta la Loi fondamentale de la République. Mais, le 2 mars, le président McKinley imposait aux Cubains un texte qu'ils devaient inclure dans la future Constitution et connu sous le nom d'amendement Platt. Ce document contenait les exigences américaines pour retirer son armée de l'île : contrôle économique de Cuba, droit d'intervention sur décision propre et unilatérale, mise à disposition par Cuba de terres de son territoire pour l'installation de bases navales nord-américaines. Dès qu'il fut connu, ce document provoqua dans l'île des explosions de mécontentement. À la Constituante, la protestation fut menée par Juan Gualberto Gómez, une délégation cubaine se rendit à Washington, et finalement ce

texte fut voté par une courte majorité. L'amendement Platt a immédiatement été compris et a fonctionné comme le texte fondamental d'un régime de « protectorat » nord-américain sur Cuba. Ce que Martí avait tant redouté s'était produit : la liberté de Cuba confisquée six ans seulement après sa mort à Dos Ríos.

## 2. La République jusqu'au coup d'État de Batista (1952)

En novembre 1901, se tinrent les élections présidentielles et, sur intervention des autorités d'occupation, le conservateur Tomás Estrada Palma devint le premier président de la République de Cuba : il prit ses fonctions le 20 mai 1902. Les troupes américaines évacuèrent Cuba, mais lorsque, quatre ans plus tard, Estrada Palma demanda sa réélection, il y eut des soulèvements : Estrada Palma n'hésita pas à solliciter l'intervention américaine en vertu de l'amendement Platt. C'est ainsi qu'en septembre 1906 débuta la seconde intervention qui dura jusqu'en 1909, sous la direction du secrétaire américain à la Guerre Taft qui se proclama « gouverneur général de la République de Cuba ». Le protectorat était mis en œuvre dans tous les domaines : des traités de réciprocité commerciale donnaient l'exclusivité du commerce cubain aux États-Unis, un traité permanent officialisait l'amendement Platt et une puissante base navale fut installée à Guantánamo qui donnait aux États-Unis le contrôle de la mer des Caraïbes et celui de la route du canal de Panama.

Les élections de 1912 furent remportées par le général Mario García Menocal : pendant cette période, l'industrie sucrière connut un grand essor, à cause des destructions de la guerre en Europe qui anéantirent les champs de betteraves et firent que le sucre cubain se vendit au prix fort. Ce fut la « danse des millions », quand les prix connurent une escalade vertigineuse. Après quoi la chute tout aussi abrupte des prix provoqua une crise aiguë dans le pays. Une fois de plus, afin d'assurer la réélection du président sortant, alors que les libéraux avaient pris le pouvoir (février 1917), les troupes américaines débarquèrent à Santiago de Cuba pour rétablir Menocal déchu. En 1921, fut élu le D<sup>r</sup> Alfredo Zayas, ancien autonomiste qui oublia vite ses idéaux et soumit le pays aux banquiers nord-américains. En application réitérée de l'amendement Platt, les États-Unis envoyèrent à La Havane le général Crowder : celui-ci dictait ses ordres au président cubain depuis un cuirassé américain ancré dans le port de La Havane. Ce fut une époque de profonde corruption.

Simultanément se développait parmi les étudiants un important mouvement de protestation politique, dont le leader était Julio Antonio Mella : il organisa en 1923 la « révolte universitaire ». Parallèlement, le poète Rubén Martínez Villena rassemblait un grand nombre d'intellectuels. En 1925, Mella souleva les ouvriers de la compagnie américaine *United Fruit*, avant de devenir un des principaux fondateurs et dirigeants du nouveau Parti communiste cubain. Cette année-là, le général Machado occupa la présidence. Violent et inculte, il favorisa les bénéfices immenses des banquiers de Wall Street et organisa une police politique afin de réprimer toute opposition. Il fit assassiner Mella qui s'était réfugié à México (1929). Martínez Villena organisa une grève générale qui paralysa tout le pays en mars 1930. Devant la répression de plus en plus cruelle déclenchée par Machado, le président Franklin D. Roosevelt dépêcha un ambassadeur, S. Welles, chargé de convaincre Machado de se retirer. Une autre grève générale fut déclenchée en août : la fausse nouvelle de la chute de Machado fit se précipiter le peuple dans les rues, et la police mitrilla la foule. C'est l'armée elle-même, sous la pression de Summer Welles, qui obligea Machado à s'enfuir le 11 août. Les États-Unis mirent en place Carlos Manuel de Céspedes pour assurer la présidence : mais un mois après, le 3

septembre 1933, un coup d'État révolutionnaire chassa Céspedes et imposa un collège de 5 membres qui nomma le D<sup>r</sup> Grau San Martin président. De cette époque, le peuple cubain garde le souvenir de mesures positives : l'amendement Platt fut aboli, l'Université de La Havane obtint son autonomie, on créa un ministère du Travail, on instaura la journée de huit heures, le suffrage des femmes, etc. Puis se succédèrent plusieurs présidents, hommes de paille des États-Unis avec l'appui du chef du coup d'État de 1933, le sergent Fulgencio Batista, devenu colonel. En 1935, il fit écraser dans le sang une nouvelle grève générale et fit assassiner le chef de l'opposition, Antonio Guiteras.

On convoqua une Assemblée constituante en 1940, et Batista fut élu président. La nouvelle Constitution fut proclamée. En 1944, Grau San Martin fut porté à nouveau à la présidence ; mais son nouveau mandat fut entaché de corruption généralisée, marché noir, gangstérisme, etc. De nombreuses malversations marquèrent cette période corrompue. En 1948, fut élu président Carlos Prío Socarrás, mais la misère et la corruption ne firent qu'empirer. Un peu avant les élections de 1952, Batista, appuyé par les États-Unis, prit le pouvoir par un coup d'État militaire (10 mars 1952) et s'installa à la présidence.

### **3. Fidel Castro et la victoire révolutionnaire (1953-1958)**

#### **A) Entrée en scène de Fidel Castro**

Quelque temps après le coup d'État, le Tribunal d'exception de La Havane fut saisi d'une plainte déposée par un jeune avocat de 26 ans, nommé Fidel Castro. Ce dernier démontrait que Batista avait violé plusieurs articles du Code en faisant ce coup de force. Il exigeait que Batista soit condamné. Les juges rejetèrent évidemment la demande, et Castro en tira la conclusion que le seul moyen de changer le gouvernement était la révolution armée.

Né dans la province d'Oriente le 13 août 1926 d'une famille rurale aisée, Fidel fut élevé dans la plantation de son père, ancien émigré galicien. Il fit ses études à Santiago, puis à La Havane ; il entra à l'Université qui, depuis trente ans, jouait un rôle prépondérant dans les luttes politiques. En 1947, il participa à une expédition qui devait renverser le dictateur Trujillo dans la République dominicaine voisine. Après l'échec de cette tentative, il devint président de la Fédération des étudiants.

Il admirait alors Eduardo Chibás, le candidat du Parti orthodoxe qui préconisait la lutte contre la corruption et de profondes réformes sociales. L'autre grand modèle de Fidel Castro était José Martí dont il étudiait assidûment les écrits. Nommé avocat en 1950, il exerça peu. En effet, à partir de 1952, il consacra toute son énergie à préparer la lutte armée.

#### **B) Le régime batistien et l'attaque de la caserne Moncada**

Sous Batista, La Havane devint une capitale du vice, du gangstérisme et de la prostitution. Tous les hôtels eurent un casino, et des fortunes s'amoncelèrent grâce à la protection officielle de cette corruption à grande échelle. La Havane était le lieu de rendez-vous des riches touristes américains, tandis que le pays semblait dans la misère due au chômage et à l'exode rural. Batista s'employa à écraser toute tentative d'opposition, et ses instruments redoutés furent les polices secrètes, les

organismes spéciaux, tels que le sim (Service d'information militaire), le brac (Bureau de répression des activités communistes), qui se rendirent célèbres par la torture systématique et les assassinats. Dans ce contexte, la lutte entreprise par Fidel Castro était particulièrement périlleuse.

Il décida de prendre d'assaut la caserne Moncada, située à Santiago : cette forteresse batistienne qui abritait un millier de soldats et un matériel considérable fut attaquée le 26 juillet 1953 par un groupe de 120 hommes réunis par Castro, en même temps que d'autres s'attaquaient à la caserne de Bayamo. Ce fut un sanglant échec. Un grand nombre d'assaillants furent torturés et exécutés sommairement par l'armée. Certains, dont Fidel et son frère Raúl, purent s'enfuir et gagner la montagne voisine. Mais ils furent pris. C'est à partir de cette attaque que devait se former le « Mouvement du 26 Juillet » et que l'opinion fut sensibilisée : cette défaite tragique est considérée comme l'étincelle qui déclencha la révolution, et c'est pourquoi le 26 juillet est devenu la fête nationale.

### **C) « L'Histoire m'acquittera »**

Dans une atmosphère de grande tension et de répression civile particulièrement cruelle, s'ouvrit le 21 septembre le procès des survivants de l'attaque. Fidel Castro fut entendu comme témoin, et obtint de s'exprimer comme avocat. À partir du 16 octobre, son audition eut lieu en présence de 6 journalistes et une garde de 100 hommes. Il prononça alors un discours de cinq heures, qui ne fut pas une demande de clémence, mais une véritable mise en accusation du régime batistien. Ce réquisitoire passait en revue tous les domaines de la vie publique, analysait les situations de misère, de corruption, l'injustice et l'inhumanité de la dictature. Puis il exposait les grandes lignes du programme qui constituait l'idéal des assaillants de la Moncada. Le discours s'acheva sur ces mots, restés célèbres à jamais : « Condamnez-moi, cela est sans importance, l'Histoire m'acquittera. » Le texte de cette plaidoirie-réquisitoire fut reconstitué et circula clandestinement dans le peuple, devenant en quelque sorte le programme de la révolution.

Fidel Castro fut condamné à dix-neuf ans de travaux forcés au pénitencier de l'île des Pins. Il fut maintenu dans un isolement complet pendant les sept premiers mois, puis il fonda une école dans la prison, y donna des cours, et approfondit l'étude des œuvres de Martí.

### **D) L'amnistie et l'expédition du Granma**

Pour tenter de se redonner une nouvelle popularité, Batista annonça des élections pour 1954. Mais son unique adversaire, Grau San Martín, se retira avant l'élection, et le peuple se désintéressa du scrutin. En revanche, une vaste campagne se déroula en faveur de l'amnistie générale. Batista signa une loi d'amnistie le 13 mai 1955. L'accueil réservé par le peuple à Fidel Castro et ses compagnons libérés prit des proportions inattendues et montra que le 26 Juillet n'avait pas été oublié. La même année fut fondé le Mouvement du 26 Juillet, auquel s'ajoute la création du Directoire révolutionnaire, formé par les éléments les plus actifs du mouvement étudiant. Cependant, toute action sur le sol cubain lui étant interdite, Fidel Castro part pour le Mexique, en affirmant : « Je pars, mais je ferai une vraie révolution. » [\[1\]](#)

Il devait rester absent de Cuba pendant un an et demi. Le Directoire révolutionnaire poursuivait l'action à Cuba, avec pour objectif la suppression du tyran : en avril 1956, 66 jeunes du Directoire

attaquent la caserne de Matanzas : il n'y aura aucun survivant. L'assassinat politique devient courant, La Havane et Santiago vivent une période de terreur. Au début de 1957, le Directoire mène une action d'une audace inouïe, en attaquant le palais présidentiel pour tenter de tuer Batista et contrôler la capitale. C'est un échec, de nombreux étudiants sont tués, dont le président de leur Fédération, José Antonio Echeverría. Plus la répression se durcit, plus la résistance s'accroît.

Au Mexique, Fidel Castro, qui a effectué une tournée pour recueillir des fonds aux États-Unis, organise un camp d'entraînement d'une troupe de 80 hommes. Leur conseiller fut le colonel Bayo, ancien capitaine de l'armée républicaine espagnole, qui leur inculqua la pratique de la guérilla. C'est là qu'ils furent rejoints par un jeune médecin argentin, nommé Ernesto Che Guevara.

Le 15 novembre 1956, Castro annonça l'expédition prévue pour rejoindre Cuba sur un petit yacht, le *Granma*. Il fallait coordonner avec les sympathisants de la lutte clandestine des villes orientales des soulèvements urbains afin de créer des diversions dans l'armée batistienne. Mais il y eut un décalage imprévu : le 30 novembre, Frank País, chef du Mouvement à Santiago, organisa un soulèvement insurrectionnel pour appuyer le débarquement de l'expédition du *Granma*. Or celui-ci ne put avoir lieu que le 2 décembre et l'armée attendait les rebelles qui durent se disperser. Douze hommes seulement en réchappèrent et constituèrent le noyau initial qui devait rassembler dans les mois suivants une véritable armée rebelle dans la montagne.

## **E) « La Sierra y el Llano » (la Montagne et la Plaine)**

Le petit groupe qui gagne la *sierra* va rassembler rapidement une véritable armée autour de lui. Les *guerilleros* surent remarquablement gagner la confiance des paysans : ils payaient tout ce qu'ils recevaient, attitude à laquelle les paysans étaient bien peu habitués. Ils édifièrent un hôpital de campagne où furent soignés soldats et paysans. Che Guevara ouvrit une école pour les enfants et les adultes. On exposa les principes de la réforme agraire, et l'existence d'un territoire libre de Cuba fut bientôt connue de tous. Comme les autorités batistiennes avaient fait courir le bruit de la mort de Fidel, celui-ci fit venir dans la Sierra Maestra le journaliste nord-américain Herbert Matthews : celui-ci réalisa un reportage édifiant sur la vie de la guérilla qui parut dans le *New York Times* et *Paris-Match*. Sous la conduite d'Ernesto Che Guevara, fut constituée toute une infrastructure socio-économique dans la montagne : boulangeries, boucheries, ateliers de chaussures, d'uniformes, armurerie, hôpitaux et écoles. Dans les villes, s'organisa un réseau de comités clandestins d'aide à la guérilla. Et le pays entier vécut au jour le jour avec l'armée rebelle quand, le 24 février 1958, la station *Radio Rebelle* lança ses premières émissions. La guerre psychologique s'ajoutait aux combats sur le terrain : Raúl Castro traversa la province d'Oriente du nord au sud, ouvrant un deuxième front. Camilo Cienfuegos et Juan Almeida attaquèrent l'armée à Bayamo et à El Cobre. Une grève générale dans les villes fut un échec : Batista voulut en tirer parti en annonçant une campagne décisive pour écraser les forces rebelles.

En mai, il lança 12 000 hommes dans la « bataille finale » : elle se solda trois mois plus tard par une défaite totale. Le 20 août, le peuple apprit la victoire de quelques centaines de *guerilleros* sur des milliers de soldats sans courage. Les désertions se multipliaient, l'armée était repoussée.

Le 20 juillet, plusieurs organisations politiques, dont le Directoire, signèrent un accord avec le M.26-

7 de Castro pour former un front uni. Le psp (Parti socialiste populaire, nom pris par le Parti communiste interdit par Batista) maintenait de fortes réserves sur les méthodes de la lutte armée. Cependant, les directions vont rapprocher leurs points de vue, les communistes acceptant la lutte armée et le M.26-7 reconnaissant la nécessité de la lutte de masse. Le 17 juillet, Carlos Rafael Rodriguez annonçait dans un journal français d'importants accords en vue de l'union des forces révolutionnaires.

Castro entreprit l'invasion de l'île en lançant deux colonnes vers Santa Clara sous le commandement de Che Guevara et Camilo Cienfuegos : elles occupèrent la région centrale et le 28 décembre Che Guevara, en détruisant le célèbre train blindé de Batista, prit la ville de Santa Clara avec l'appui de la population. Simultanément, Raúl Castro s'empara de la ville de Guantánamo et Fidel entra dans Santiago. C'est alors que fut connue la nouvelle de la fuite de Batista. Les États-Unis lui refusèrent l'asile sur leur territoire et il se réfugia en Espagne. Le 1<sup>er</sup> janvier 1959 fut un jour de grève générale ordonnée par Fidel Castro pour empêcher l'installation d'un nouveau gouvernement imposé par les États-Unis. L'armée rebelle fit son entrée dans La Havane le 7 janvier 1959. La guerre révolutionnaire était terminée.

## II. La situation de Cuba et le programme des révolutionnaires

Le programme de la Moncada, tel qu'il apparaît dans le texte de *L'Histoire m'acquittera*, était un programme « avancé » du point de vue social et politique, qui de plus en appelait à la lutte armée comme seule voie de changement de régime dans le contexte des années 1950. Il était clairement anti-impérialiste et Castro, sans parler de classes sociales, se référait constamment au « peuple », comme le faisait Martí. Comme Martí en 1892, il recherchait un front ample, en excluant la grande bourgeoisie et les grands possédants. Il annonce la nationalisation des biens des grandes firmes étrangères présentes sur le territoire. L'action de 1953 et son programme, en proclamant que José Martí était son auteur intellectuel, s'inscrivaient dans la tradition nationale de l'histoire du peuple cubain.

Le Parti communiste avait été fondé en 1925, autour des figures de Carlos Baliño, ancien collaborateur de Martí, et de Julio Antonio Mella, disciple de Martí. Il s'est forgé au fil des années un corps de doctrine qui résulte de la confluence des idées de Martí et du marxisme-léninisme [2]. D'autre part, la guérilla ne pouvait vaincre sans l'action permanente du Mouvement dans les villes : on rechercha donc l'articulation entre « *la Sierra* » et « *el Llano* », la Montagne et la Plaine, c'est-à-dire la guérilla et la lutte clandestine des villes. La figure emblématique de cette dernière fut Frank País, qui est resté comme le héros populaire de Santiago. L'union des forces révolutionnaires fut réalisée en juillet 1958.

Le programme décrivait minutieusement les conditions de vie du peuple dans la Cuba des années 1950, cette « néo-colonie » qui allait s'achever en décembre 1958. L'île était dominée par la monoculture sucrière (81 % des exportations nationales). La concentration latifundiaire des zones rurales était telle que 22 compagnies occupaient 70 % des terres cultivées. Les *latifundia*

appartenant à des firmes américaines couvraient à eux seuls 1 million d'hectares (la plus importante étant la *Cuban Atlantic Sugar Co.*). La dépendance avait des conséquences parfois désastreuses : ainsi en 1952, après une bonne récolte, 2 millions de tonnes de sucre ne furent pas achetés. Cette mévente obligea Cuba à réduire sa production. La monoculture de la canne entraînait la formation d'un prolétariat rural, souffrant de misère pendant le chômage des « saisons mortes ». Les richesses minérales cubaines, considérables, ne furent exploitées que pour des intérêts stratégiques extérieurs : Cuba atteignit le 5<sup>e</sup> rang mondial pour la production de nickel et de chrome pendant la Seconde Guerre mondiale. Mais, après 1945, la production fut délaissée.

La situation sociale était désastreuse : en 1953 (année de l'attaque de Moncada), la population s'établissait à 6 millions d'habitants. Presque la moitié vivait en zone rurale. Un recensement réalisé par l'administration batistienne cette année-là donne des informations de la plus haute utilité sur l'état des campagnes. 9 % des habitations (les *bohíos*) avaient l'électricité, 2 % disposaient d'une adduction d'eau, 85 % n'avaient aucune installation sanitaire. On peut comprendre l'accueil qui fut réservé dans ces régions au programme de *La Historia me absolverá*, mais aussi à celui que reçurent les *guerilleros* dans la Sierra Maestra en 1956. Ce programme proposait avant tout la lutte contre la corruption, la répartition de parcelles de terres à ceux qui la cultivaient ; la limitation de la superficie détenue par un individu ; créer pour les paysans un réseau de coopératives ; réduire les loyers dans les villes ; nationaliser l'enseignement et la santé pour les mettre à la disposition de tous, etc.

Ce programme répondait largement à la tradition révolutionnaire nationale, de Martí à Mella. Il supposait la récupération de la souveraineté nationale par la nationalisation des biens nord-américains sur l'île. Ce programme ne pouvait se faire sans une réforme agraire radicale et des nationalisations qui allaient affecter la propriété privée, nationale et étrangère. Sans qu'elle fût nommée, la voie socialiste était tracée.

## Notes

[1] Témoignage de María Antonia Figueroa, in Jean Lamore , *Cuba : Au cœur de... op. cit.*p. 40.

[2] Sur ce point, on peut consulter Jacques Arnault, *Cuba et le marxisme*, Paris, Éditions Sociales, 1962.

# Chapitre IV

## La société révolutionnaire jusqu'à la « période spéciale » (1959-1989)

### I. Histoire politique

#### 1. Les années 1960

Batista enfui, on procéda à l'installation d'un gouvernement réformiste présidé par un juge, le D<sup>r</sup> Urrutia, connu pour son intégrité et hostile à la dictature de Batista. Il nomma Miró Cardona au poste de Premier ministre. Le 7 janvier fut promulguée la loi fondamentale de la République qui organisait la structure de l'État. Mais le véritable pouvoir se trouvait dans la rue. Fidel Castro parcourt le pays et, lui qui n'avait pas pris la parole depuis sa plaidoirie de 1953, s'emploie à expliquer à tous le sens de la révolution et de son programme. Après six semaines d'inaction, le gouvernement de Cardona doit démissionner sous la pression populaire. Le 13 février, Fidel Castro devient Premier ministre, et les réformes radicales vont se succéder (nationalisation du téléphone et des transports, baisse des loyers, réforme agraire). Le président Urrutia est accusé de freiner les réformes et, le 18 juillet, il devra laisser sa place à Osvaldo Dorticós. C'est alors le triomphe de la ligne radicale de la Révolution, c'est-à-dire de ceux qui autour de Castro sont bien décidés à mettre en pratique la totalité du programme promis.

Des groupes contre-révolutionnaires se forment et des milices populaires sont constituées pour les affronter. En même temps, s'engage un bras de fer avec les États-Unis et, dès l'année 1960, le processus de rupture connaît une escalade implacable. Cette rupture trouvera sa contrepartie dans les accords commerciaux cubano-soviétiques : dès janvier, le président Eisenhower avait réduit les quotas sucriers achetés à Cuba par les États-Unis. Le ministre soviétique Mikoyan est à La Havane le 5 février, et c'est alors que Cuba passe un premier accord avec l'Union soviétique, selon lequel l'île recevra du pétrole soviétique à des conditions très avantageuses. Les raffineries de pétrole américaines sur le sol cubain sont mises sous séquestre et en août La Havane nationalise l'ensemble des entreprises et des banques. Les États-Unis répliquent en isolant Cuba : ils font voter à l'oea l'embargo contre Cuba et la cessation des relations des pays latino-américains avec l'île. Le peuple cubain répond par la première Déclaration de La Havane (2 septembre 1960).

1961 est l'« Année de l'Éducation », avec la campagne nationale d'alphabétisation. C'est aussi une année dramatique avec, en avril, la tentative d'invasion de Cuba à la baie des Cochons (Playa Girón). Après soixante-douze heures de combats, les milices cubaines écrasent les mercenaires anticastristes et simultanément Castro proclame le caractère socialiste de la Révolution (16 avril).

Devant cet échec, le président Kennedy admet sa pleine responsabilité de l'opération, et réplique en décrétant le blocus de Cuba (24 avril).

Cuba, expulsée de l'oea, victime de l'embargo commercial décidé par la Maison-Blanche, proclame la 2<sup>e</sup> Déclaration de La Havane, document directement inspiré de la tradition de José Martí et qui devait rester comme un témoignage significatif de cette période de l'histoire de Cuba (4 février 1962).

Cette année 1962 est marquée tragiquement par la « crise d'octobre », ou « crise des fusées ». Kennedy ayant décrété un blocus naval, Fidel Castro refusa l'inspection du territoire cubain ; fin octobre, Moscou négocia directement avec Washington et annonça le retrait des fusées. Le blocus sera levé, mais l'embargo commercial est non seulement maintenu mais renforcé.

En 1963, le centre de l'île est le théâtre d'affrontements avec des groupes contre-révolutionnaires organisés de l'extérieur, tandis que sabotages et bombardements visent les installations agricoles et industrielles cubaines. Dans ce contexte, Castro effectue son premier voyage en urss et signe un nouvel accord économique. En dépit des destructions causées en octobre par le cyclone Flora, est promulguée une deuxième réforme agraire qui étend le secteur d'État. La médecine est nationalisée, le service militaire obligatoire est institué et un Institut national de la pêche est créé.

L'année 1965 voit la création du ministère du Sucre et, tandis que les agressions contre l'île se multiplient, est présenté au peuple le nouveau Parti communiste de Cuba. C'est alors qu'Ernesto Che Guevara renonce à ses charges gouvernementales et parcourt l'Afrique et l'Asie, affirmant que « d'autres terres réclament le concours de [ses] modestes efforts » (lettre de démission du 3 octobre 1965).

La Havane devient la capitale mondiale des résistances avec la tenue de la 1<sup>re</sup> Conférence tricontinentale en 1966, au cours de laquelle est proclamé le principe du recours à la lutte armée pour les peuples opprimés. 1967 est baptisée symboliquement « Année du Vietnam héroïque », et la lutte révolutionnaire en Amérique latine est l'objet de la 1<sup>re</sup> Conférence de l'olas (*Organisation latino-américaine de solidarité*) en 1967. Le 8 octobre, la nouvelle de la mort du Che en Bolivie est très douloureusement ressentie à Cuba.

La célébration des Cent ans de lutte, le 10 octobre 1868, replace clairement la révolution cubaine dans sa trajectoire nationale à partir du « Cri de Yara » de 1868. Le pays va ensuite être mobilisé tout entier pour affronter le défi de la Bataille des Dix Millions : réaliser en 1970 la plus grande récolte de canne à sucre de tous les temps. L'Année des Dix Millions s'achèvera par une déception, la récolte ayant produit 8,5 millions de tonnes, ce qui constituait malgré tout le record sucrier de l'histoire cubaine. Cet échec conduit cependant les dirigeants à une profonde autocritique (26 juillet 1970).

## **2. Les années 1970**

Cuba resserre ses liens avec l'Unité populaire chilienne du président Allende, et en 1972 le Pérou et Cuba renouent des relations diplomatiques. La même année, de nouveaux accords économiques sont

signés entre Cuba et l'urss : Cuba devient membre du comecon. Cependant le retour de Cuba sur le continent américain se poursuit avec le rétablissement des relations avec l'Argentine. Ce processus connaît un tragique revers avec la chute du gouvernement socialiste du Chili en 1973. Mais il se poursuit avec la reprise des relations entre Cuba et le Panama, ainsi qu'avec le Venezuela en 1974. En 1975, il en est de même avec la Colombie et, la même année, Cuba fonde avec 22 pays latino-américain le sela (*Sistema económico latinoamericano*). D'autre part, La Havane décide l'envoi de troupes cubaines en Angola à la demande du mpla.

Sur le plan économique, Cuba et l'urss passent leur premier accord quinquennal d'échanges commerciaux, tandis qu'en octobre des terroristes protégés par la cia font exploser en plein vol un avion de ligne cubain près de l'île de la Barbade, faisant 73 victimes dont 57 sportifs et étudiants cubains.

La Conférence du comecon se tient à La Havane en 1977. Dans le même temps, dans le cadre d'une politique de conciliation de l'administration Carter, Cuba et les États-Unis ouvrent à La Havane et à Washington des « Sections d'intérêts ». En 1978, La Havane ouvre un important dialogue avec les Cubains établis hors de Cuba – à savoir, la « communauté cubaine de l'extérieur ». Le VI<sup>e</sup> Sommet des pays non alignés se tient à La Havane en 1979.

Sur le plan interne, cette décennie est riche en événements : en 1976, est proclamée officiellement la Constitution socialiste de Cuba après son approbation par référendum national. L'Assemblée nationale est instituée (2 décembre) ainsi que le Conseil d'État. Des élections se déroulent pour élire les Assemblées municipales et l'Assemblée nationale. À la suite de l'adoption du Code de la famille, est approuvé par les députés le Code de l'enfance et de la jeunesse : l'Assemblée nationale confère officiellement le nom de *isla de la Juventud* (île de la Jeunesse) à l'ancienne île des Pins.

### **3. Les années 1980 : retour sur la scène latino-américaine et effondrement du bloc socialiste**

En 1980, une campagne très active soutenue par les États-Unis pour déstabiliser la société cubaine, relayée par les ambassades du Venezuela et du Pérou, aboutit à un départ massif de Cubains. Un million de personnes défilent devant ces ambassades pour réaffirmer leur soutien à la révolution. Cuba accuse les États-Unis de recourir à diverses formes de guerre biologique contre l'île (rouille de la canne, moisissure bleue du tabac, fièvre porcine, dengue hémorragique de l'homme, etc.). Devant ce climat d'agressions, les *Milicias de Tropas Territoriales*(mtt) sont instituées. En 1982, l'administration Reagan renforce la guerre psychologique en créant une station de radio anti-castriste, baptisée ironiquement « Radio Martí ». Cette guerre des ondes fait l'objet de protestations en Amérique latine.

Les relations entre Cuba et le Mexique s'accroissent. Au secrétaire des Nations Unies en visite à La Havane, Fidel Castro précise que l'objectif de la politique africaine de Cuba est l'indépendance de la Namibie. En 1985 également, Cuba organise une Conférence sur la question de la dette extérieure : 1 200 spécialistes de 30 pays y participent, et Cuba occupe la même année la présidence du sela. Les relations sont renouées avec le Brésil et l'Uruguay. On peut parler, en cette fin de 1985, de la fin de

l'isolement de Cuba en Amérique latine.

Sur l'Afrique australe, La Havane déploie une intense activité : en 1988, Cuba se déclare prêt à un retrait de ses troupes d'Angola à la demande de ce pays. L'accord est signé en décembre.

Cuba et les États-Unis reprennent les négociations sur les accords migratoires. En avril 1989, le président soviétique Gorbatchev, en visite à La Havane, redéfinit la politique de l'URSS, et, malgré des doutes, un nouvel accord de coopération est signé avec Cuba, qui devait être le dernier. La situation ne tarda pas à se détériorer et, le 26 juillet, le président cubain parlait pour la première fois du risque de « désintégration » de l'URSS. Il reconnaîtra publiquement la « fin du camp socialiste » le 7 décembre, ce qui entraînait l'extinction des accords qui avaient été passés auparavant.

Sur le plan interne, l'année 1986 avait été marquée par la campagne de « rectification des erreurs » lancée par le Parti. Les nombreux débats de cette campagne devaient servir ensuite pour affronter la dure situation de 1990, avec l'instauration de la « période spéciale ». Alors que Cuba apparaît comme « puissance médicale » par rapport aux objectifs indiqués par l'OMS, l'Assemblée adopte un nouveau Code civil. En 1988, s'instaure un débat sur la question des droits humains : Fidel Castro définit la conception cubaine de ces droits : alimentation, éducation, santé, égalité des chances, non-discrimination, etc.

En juin 1989, éclate l'« affaire Ochoa » : à la suite de la découverte d'une filière cubaine dans le trafic international de la drogue, le ministre des Transports est destitué, ainsi que le ministre de l'Intérieur. Le 25 juin s'ouvre le procès du général de division Arnaldo Ochoa, ex-commandant en chef de l'armée d'Angola, et de six autres officiers, qui seront déclarés coupables de trahison et trafic de drogue. La cour martiale condamne le général Ochoa et trois officiers à la peine capitale, et ils seront exécutés le 13 juillet. Cette affaire, qui se produit en même temps que le début de la période spéciale, marque indiscutablement une période sombre de l'histoire de Cuba.

## II. L'économie

### 1.

#### A) Réformes agraires

Les lois de réforme agraire sont essentiellement au nombre de trois, dont deux dans les trois premières années. La première fut promulguée cinq mois seulement après l'arrivée des fidélistes au pouvoir : ce fut **la loi du 17 mai 1959**. Elle prétendait combattre tant les *latifundia* que les *minifundia*, en limitant la superficie des propriétés rurales à 30 *caballerías* – à savoir, 402,6 ha. Elle fixait aussi une surface minimum de 2 cab. (27 ha), considérée comme minimum vital pour la subsistance d'une famille de 5 personnes. L'excédent des terres fut exproprié et redistribué en partie : il en résulta la constitution d'un important secteur d'État. L'inra (*Instituto nacional de reforma agraria*) fut chargé de l'application de la réforme : deux ans après, 101 000 paysans avaient reçu un titre de propriété et 2 725 000 ha avaient fait l'objet de mesures de répartition. L'inra se heurta à

L'opposition des grands éleveurs, il accéléra l'expropriation des grands domaines et en contrôla près de 90 % au bout d'un an et demi. Ces terres excédentaires furent transformées en *granjas del pueblo* (fermes d'État). À la fin de 1962, l'État était détenteur de 44 % des terres.

**La deuxième réforme agraire fut proclamée le 13 octobre 1963** : la surface autorisée fut réduite à 5 cab., soit 67 ha. La bourgeoisie moyenne rurale fut ainsi éliminée. Le secteur d'État atteignit près de 63 % des terres cultivées. Il fut d'abord organisé en coopératives spécialisées (élevage et sucre principalement). Quant aux fermes d'État (*granjas del pueblo*), elles sont regroupées en 1963 en ensembles régionaux.

Le secteur privé a été constitué surtout par d'anciens paysans pauvres : les anciens syndicats agricoles furent supprimés et remplacés dès 1961 par l'anap (Association nationale des petits agriculteurs), qui fournit matériel, crédits et oriente la production.

## **B) La politique agricole**

Cette politique agricole a dû remettre en question plusieurs fois ses objectifs et ses méthodes : il s'agissait d'abord de rechercher une diversification de l'agriculture pour aboutir à l'indépendance économique. En 1960, lors de la cessation des achats de sucre par les États-Unis, l'Union soviétique se porta acquéreur, mais sans garantie pour l'avenir. Cuba, qui manquait cruellement de matériel et de main-d'œuvre, décida de ne pas favoriser la production de sucre et celle-ci se mit à diminuer. La diversification agricole semblait aussi la réponse à la situation créée par le blocus nord-américain. La population voyait croître son pouvoir d'achat (augmentation des salaires, réduction des loyers, etc.), mais ne pouvait acheter. Le déséquilibre entre la demande interne et la production conduisit à l'instauration d'un système de rationnement. Les productions de denrées (riz, haricots, maïs) augmentèrent, mais cette politique entraîna aussi une dispersion des efforts et une baisse des rendements. D'où la remise en question de la diversification, d'autant plus que la diminution de la production sucrière avait été vertigineuse (6,8 Mt en 1961, 3,8 Mt en 1963).

C'est ainsi que se mit en place une nouvelle politique agricole en 1963 : Castro déclara que « l'agriculture sera la base de l'économie » pour au moins une décennie et surtout que « le sucre doit servir de base pour développer cette économie ». Revirement important que Carlos Rafael Rodriguez explicitait en disant qu'à Cuba « il valait mieux produire plus de sucre pour acheter du riz que vouloir produire du sucre et du riz ». Ce changement était la conséquence de facteurs nouveaux, à l'intérieur et à l'extérieur. Les plus importants furent sans doute les accords commerciaux cubano-soviétiques (21 janvier 1964) qui garantissaient une planification des ventes de sucre jusqu'en 1970 au moins et des prix stables. L'accord prévoyait des achats de sucre progressifs : 2 Mt en 1965, 3 Mt en 1966, 4 Mt en 1967, 5 Mt en 1968 et chacune des années suivantes. L'avantage était que Cuba se sentait de ce fait à l'abri des fluctuations des cours mondiaux et pouvait planifier son développement. En contrepartie, c'était le retour à la dépendance sucrière, d'autant plus que des accords sucriers furent également passés avec la Chine (pour 1 Mt en 1970) et les autres pays socialistes (pour 1 Mt par an). Le sucre était devenu le levier de l'économie et on envisagea alors le défi de réaliser en 1970 la récolte la plus élevée de tous les temps – à savoir, 10 Mt.

Ce défi des Dix Millions mobilisa le pays tout entier, et le pari fut un échec : les 10 Mt ne furent pas

atteints, bien que la récolte réalisée de 8,5 Mt fût un record historique. Mais cette mobilisation avait créé de graves distorsions dans l'économie nationale, et, à la suite d'une autocritique du gouvernement (26 juillet 1970), des leçons importantes ont été tirées de l'expérience : les objectifs sucriers seraient désormais plus réalistes, et le pays a été réorganisé en fonction de l'agriculture. En 1976, l'inra devient ministère de l'Agriculture, les fermes d'État deviennent des entreprises publiques avec budget propre. Les petits agriculteurs sont toujours protégés et aidés : cette petite propriété qui couvre 25 % des terres cultivées est largement aidée par l'État en matière de services, enseignement, santé, ainsi que pour l'écoulement des produits.

## C) Les années 1970 et 1980

1. *L'agriculture.* Après cet échec, on assista à une chute de la production de **sucre**, puis la mécanisation a connu de grands progrès et les rendements ont augmenté, ainsi que la production : 6,15 Mt en 1975, 6,55 en 1980, 8,2 en 1982, 7,8 en 1985, 7,5 en 1986. Le sucre restait de loin la première des exportations (80 % vers les pays socialistes, le reste sur le marché libre mondial). Cependant la demande des pays du bloc socialiste (come) augmentait, et Cuba dut élever les rendements, étendre la surface cultivée (2 millions d'hectares), et équiper plusieurs ports pour embarquer le sucre en vrac (Cienfuegos, Guayabal, Matanzas, Mariel, Manzanillo, Guantánamo, etc.).

On a cherché cependant à éviter la tyrannie totale du sucre et à promouvoir certaines productions pour épargner ou fournir des devises : le riz, le tabac, les agrumes. À partir de 1970, la production de riz a connu un bond en avant considérable (539 000 t en 1986, contre 84 000 en 1966). Le tabac a repris aussi depuis 1965. Quant aux agrumes, les surfaces plantées ont été multipliées par dix entre 1975 et 1987 (120 000 ha). Dans le même temps, la production a été multipliée par cinq (786 000 t en 1986). L'élevage des bovins s'est peu accru mais les efforts ont porté sur l'amélioration génétique du cheptel. Ainsi, la production de lait a connu une augmentation considérable alors que la viande bovine reste une denrée rare et chère. La production de viande de porc a, pour sa part, été multipliée par dix en vingt ans et la production de volailles par trois.

2. *L'industrie.* Quasi inexistante en 1959, presque tous les articles étant importés des États-Unis, l'industrie dut se développer à cause du blocus et du manque de pièces de rechange. Mais une industrie mécanique nationale resta un rêve à cause de la pénurie de combustibles et de matières premières. L'industrie se limita aux nécessités de l'agriculture : les machines pour récolter la canne, les *combinadas*, furent pendant une décennie une priorité. L'usine d'Holguin en fabriquait alors 600 par an. La fabrication des fertilisants était une autre priorité : leur production a été quintuplée entre 1959 et 1977. Un grand effort a été aussi consenti dans la réalisation de barrages et retenues pour irriguer plus d'un million d'hectares. Le potentiel est cependant limité à cause de la longueur relativement modeste des cours d'eau.

Les industries extractives font partie de l'histoire cubaine, avec les gisements anciens. Dans l'actualité, la branche la plus rentable est le nickel, dont les réserves sont considérables. Cuba a doublé sa production entre 1958 et 1975 (centre minéro-métallurgique de Moa) et occupait le 3<sup>e</sup> rang mondial des producteurs en 1986 (35 000 t). Les réserves de fer sont immenses (4<sup>e</sup> rang mondial des réserves *per capita*), mais l'exploitation en est complexe.

Le pétrole a constitué un problème majeur à cause de la rupture avec les États-Unis, ancien fournisseur quasi exclusif. Dans les années 1980, Cuba importait 9 millions de tonnes par an, l'URSS étant le fournisseur unique, et les deux tiers étaient raffinés dans l'île, Cuba ayant réussi, malgré le blocus, à doubler sa capacité de raffinage. L'industrie sucrière consommant la majeure partie de ce combustible, il était vital de consolider la production d'énergie électrique. L'électrification des habitations dans tout le pays a été élevée à 85 % dans les années 1980.

Le secteur des industries alimentaires a été marqué par la création *ex nihilo* d'une pêche nationale de niveau industriel : création de coopératives de pêche, d'une flotte d'État, de l'Institut national de la pêche en 1963. Les objectifs étaient multiples : diversifier l'alimentation en diminuant la demande en viande, produire de la farine de poisson pour l'alimentation des troupeaux, exporter certaines espèces, en particulier les crustacés (crevettes et langoustes).

3. *Les effets de la chute du bloc socialiste.* Le processus de décomposition que la *perestroïka* accéléra en Europe orientale et en URSS eut naturellement des conséquences profondes sur la société cubaine à cause des relations étroites qui existaient depuis des décennies. Le degré de dépendance économique était élevé, surtout depuis que Cuba était entrée dans le système du came. La société cubaine s'était habituée à un certain niveau de confort matériel, et il lui fut très difficile d'accepter la nouvelle réalité. N'ayant plus de modèle à l'extérieur, le pays devait chercher un chemin différent. La rectification « à la cubaine », entreprise depuis 1986, évita à Cuba de suivre le modèle de la *perestroïka* et de puiser dans les ressources de ses références nationales : ce qui prévalut fut l'idée de résistance, d'autant plus que l'administration nord-américaine opta pour le renforcement des mesures économiques contre Cuba afin de soumettre le régime à court terme. Une euphorie anticastriste se développa dans la droite républicaine américaine, enfermant Cuba dans une situation de survie qui l'obligea à rechercher une voie propre pour subsister tout en préservant l'essentiel de ses conquêtes sociales.

Les effets dérivés de la chute du camp socialiste sur l'économie cubaine peuvent être résumés de la manière suivante :

- perte soudaine des marchés traditionnels ;
- fin brutale des accords de coopération économique ;
- réduction vertigineuse des fournitures de combustible et matières premières ;
- désarticulation du système productif et de services ;
- renforcement du blocus économique par les États-Unis ;
- en conséquence immédiate, une brusque détérioration des conditions de vie de la population.

Cuba était donc condamnée soit à l'abandon de ses choix révolutionnaires et l'allégeance à la grande puissance du Nord, soit à une marche forcée pour tenter de se refaire des relations économiques et commerciales nouvelles et un système productif nouveau.

C'est ainsi que, le 1<sup>er</sup> octobre 1990, l'île et sa population s'engageaient dans une période extrêmement difficile, appelée officiellement « période spéciale en temps de paix », qui peut se définir de la manière suivante : la période nécessaire au pays pour reconstruire son système de relations économiques internationales, reconstruire son système de production et de services, tout en sauvegardant les conquêtes fondamentales, l'indépendance nationale et le droit de la population de décider du type de société qu'elle souhaite.

# Chapitre V

## Économie et société de 1990 à nos jours

### I. La « période spéciale »

La disparition du came (comecon) signifia entre autres choses la fin de la fourniture à Cuba du pétrole, d'équipements divers, et d'une forte coopération scientifique. Cuba perdait du même coup l'assurance d'écouler à de bonnes conditions sa production de sucre. Comme nous l'avons dit, les États-Unis procédèrent à un durcissement des mesures de blocus économique, en pariant sur une asphyxie rapide de la société et donc une chute du régime. Pour sauver sa révolution, le régime cubain devait procéder à la construction d'un système productif nouveau, d'autant plus que la pénurie de denrées et de biens d'équipement provoquait la lassitude ou le mécontentement d'une partie de la population.

On s'appuya avant tout sur les spécificités de l'histoire et de l'idéologie nationales : les expériences suggérées ou amorcées par la campagne de rectification firent l'objet d'un processus d'accélération, impliquant une exigence d'efficacité et de rentabilité, en définissant d'autre part des objectifs plus réalistes que dans le passé. La nouvelle politique entraîna la suppression de pratiques paternalistes, une mise en question de l'égalitarisme qui avait présidé aux premières années de la société révolutionnaire. On procéda à des mesures urgentes pour éponger l'argent en circulation, notamment la dépénalisation de la détention des devises convertibles par les Cubains (interdite jusqu'alors), l'assainissement des finances, la réduction de certains personnels de l'État, et même, fait nouveau à Cuba, l'instauration de certains impôts.

La pénurie de combustible fut telle en 1991 qu'on se prépara à l'Option Zéro, consécutive à un arrêt total des livraisons de pétrole. Le IV<sup>e</sup> Congrès du pcc qui se déroula à Santiago en décembre 1991 proposa un certain nombre de mesures économiques, comme la légalisation de l'activité des artisans qui dorénavant pourront travailler à leur compte, et l'appel aux investissements étrangers, considérés explicitement comme indispensables. Quelques mois plus tard, la Constitution sera remaniée afin de reconnaître la propriété des entreprises mixtes et garantir officiellement les investissements étrangers. Ce « toilettage » constitutionnel comportait aussi des mesures d'ordre sociopolitique sur lesquelles nous reviendrons.

Les années 1993 et 1994 furent sans nul doute les plus difficiles. Les importations furent réduites de façon draconienne. La production sucrière enregistra sa récolte la plus basse en trente ans, et le sucre ne va plus être considéré comme la première ligne de l'économie nationale. Les priorités sont les investissements (un ministère des Investissements est créé), le tourisme international et la consolidation d'une monnaie convertible nationale (le peso cubain convertible, le cuc). Pour la

première fois depuis 1989, le pib est stabilisé en 1994.

## II. Les réformes des années 1990 et les débuts de la récupération économique

Les réformes des années 1990 ont d'abord été d'ordre constitutionnel : nous avons signalé les changements économiques intervenus en 1992. La Constitution prévoyait ainsi d'autres types de propriété que la propriété socialiste : propriété coopérative, propriété mixte. L'État renonçait à son monopole sur le commerce extérieur. Il s'agissait de faire revenir le pays à une situation de croissance de l'économie, sans l'appui de la communauté financière internationale, fermée à Cuba par les effets indirects de l'embargo et du blocus décrétés et renforcés par les États-Unis.

Les dépenses de l'État ont été réduites, les prix des produits non essentiels ont été augmentés, et on a mis en route une série de mesures destinées à capter la plus grande quantité possible de devises étrangères : la possession de ces devises est dépenalisée, les points de vente en devises se multiplient, un réseau de guichets automatiques connecté à l'international est mis en œuvre, et des primes sont instituées pour stimuler certains secteurs producteurs de devises, comme le tourisme. La loi de 1995 sur les investissements ouvrait tous les secteurs de l'économie à cette sorte de financement, à l'exception de l'éducation, de la santé et de l'armée. Elle accordait aussi dans le cadre des sociétés mixtes le rapatriement de tous les bénéfices, et garantissait qu'elles ne pouvaient être nationalisées. Des zones franches étaient créées en divers points du pays. La création des sociétés mixtes s'est faite surtout dans des secteurs comme le nickel, le pétrole, le tourisme, l'immobilier, les télécommunications, et a donné lieu à la constitution d'un véritable secteur émergent. Des banques étrangères se sont installées à Cuba.

Cet ensemble de changements s'est étendu à l'activité agricole : en effet, une nouvelle réforme agraire est intervenue qui a décidé de transformer les fermes d'État, peu compétitives, en coopératives, ce qui signifie qu'une grande partie des terres de l'État est transférée en usufruit aux ouvriers des zones rurales : des stimulations en devises viennent encourager les cultures d'exportation, et les nouvelles coopératives vendent leurs surplus sur les marchés agricoles installés dans les villes.

La croissance a repris à partir de 1995, grâce au tourisme, au nickel et au sucre, ce dernier secteur accusant une baisse importante. Elle s'est contractée en 2001 et 2002 pour reprendre en 2003 (+ 2,6 %). Cela s'explique par une forte reprise du tourisme international, par d'importantes ventes en devises sur le marché interne, une production d'hydrocarbures en hausse, et des bénéfices intéressants dans le secteur du nickel grâce à la hausse des prix. Il s'agit d'une vraie tendance, confirmée en 2004 (+ 5 %) et en 2005 (+ 11 %). On pronostiquait une croissance pour 2007 de l'ordre de 10 %.

Ces résultats ont été aussi le fruit de la politique monétaire dirigée vers une **dédollarisation** afin de ranimer les activités économiques : on a procédé à l'introduction du peso convertible avec un taux de change supérieur au dollar, et attractif pour les Européens. Le dollar américain est, de plus, pénalisé

de 10 % depuis 2004.

La diversification des exportations et importations à la suite de la désintégration du comecon a été partiellement réussie. En 2004, les importations cubaines provenaient pour 15 % d'Espagne, pour 14 % du Venezuela, 11 % des États-Unis, 9 % de la Chine, 6 % du Canada, etc. Les exportations se faisaient d'abord vers les Pays-Bas, le Canada, la Chine, l'Espagne, la Russie, le Venezuela, etc.

Cette politique s'est dotée d'un volet énergétique important, qualifiée de « révolution énergétique » en 2006. Les coupures de courant, si fréquentes et redoutées jusqu'alors, ont pratiquement disparu. Les accords à long terme passés en 2000 entre Cuba et le Venezuela permettent à Cuba de recevoir du pétrole vénézuélien en échange de services sanitaires et éducatifs, notamment par l'envoi de médecins cubains dans les quartiers et lieux défavorisés du Venezuela.

Cependant, la **question pétrolière** a connu récemment un nouveau tournant qui suscite de grands espoirs pour Cuba. En effet, vers 1980, les eaux du golfe du Mexique ont été divisées entre les États-Unis, le Mexique et Cuba. Dernièrement le processus de prospection en eaux profondes s'est accéléré dans la zone cubaine, avec l'objectif de rechercher l'équilibre dans la balance énergétique de l'île. En 2007, 5 compagnies ont signé des accords de prospection avec Cuba, la canadienne Sherrit, l'espagnole Repsol, la brésilienne Petrobras, l'indienne ongc Videsh et la malaisienne Petronas. La vénézuélienne pvsas est également intéressée. L'investissement étranger pour l'exploration pétrolière à Cuba est estimé à 1,5 milliard de dollars, sous la forme de sociétés mixtes. Les mesures nord-américaines d'embargo empêchent jusqu'à maintenant les compagnies américaines de participer à la prospection dans les eaux cubaines.

La production actuelle de pétrole de Cuba est de l'ordre de 65 000 barils par jour alors que les besoins s'élèvent à environ 160 000 barils par jour. Le déficit est comblé par le Venezuela.

En 2005, le secteur du tourisme a accueilli 2,3 millions de touristes, avec un revenu supérieur à 2 milliards de dollars (+ 12 % par rapport à l'année précédente), ce qui représente environ 40 % de la balance des paiements.

Le 2<sup>e</sup> rang des recettes est occupé par les transferts de fonds – à savoir, les « *remesas* » envoyées par les Cubains vivant à l'étranger : les mesures restrictives prises par les États-Unis en matière de blocus financier ont fait baisser ce poste qui, malgré cela, a représenté 1,3 milliard de dollars. Au 3<sup>e</sup> rang on trouve le nickel avec 1 milliard de dollars, puis la production nationale de pétrole et de gaz (ce qui est nouveau), et les exportations de services (contrats de spécialistes cubains dans des pays étrangers).

Cuba est actuellement le 5<sup>e</sup> producteur mondial de nickel, position enviable au vu de l'envolée des cours et de l'importance de la demande. Mais Cuba doit engager des investissements lourds (avec la Chine, le Canada, l'Allemagne) pour adapter ses installations à cette demande.

On le voit, l'industrie sucrière, qui a marqué l'histoire de Cuba au fil des siècles, a été largement délaissée, car coûteuse et peu rentable (la récolte annuelle se situe modestement entre 1 et 2 Mt). En revanche, la biotechnologie est un secteur de plus en plus performant, pour la recherche et production de médicaments et vaccins.

Cette diversification et augmentation des recettes (+ 15 %) n'empêche pas le commerce extérieur d'être déficitaire, car, dans le même temps, les importations ont augmenté de 30 %.

Les difficultés économiques de Cuba sont encore considérables : le blocus financier nord-américain a des effets désastreux, en fermant à Cuba l'accès à tout financement international, situation aggravée par le non-remboursement de la dette extérieure. Les achats alimentaires aux États-Unis doivent être payés au comptant, et Cuba en est réduite à négocier des prêts à court terme très onéreux. Les problèmes de la vie quotidienne sont bien réels, avec des prix élevés pour les denrées indispensables. On doit relever cependant l'amélioration très nette apportée à la fourniture d'électricité à la population, ainsi qu'au transport local et régional.

Les priorités budgétaires sont les investissements et les dépenses sociales, ces deux postes représentant 65 % des dépenses de l'État.

### **III. Les échanges commerciaux avec la France**

La France jouissait d'une position enviable sur le marché cubain dans les années 1990 : elle en fut le 4<sup>e</sup> fournisseur et occupait la 7<sup>e</sup> place dans les échanges en 1995. Ces échanges ont encore progressé en 1997, avec des exportations vers Cuba atteignant une valeur de 1 250 millions de francs, et des importations pour une valeur de 282 millions de francs. La France vendait à Cuba des produits agro-alimentaires (céréales, volailles, farines, produits laitiers), des produits industriels et des produits élaborés (biens d'équipement et voitures surtout). Les achats français à Cuba concernaient des produits agro-alimentaires (pêche, crustacés et conserves de poisson, tabac manufacturé et brut, café, cacao et sucre).

Cependant, depuis 2001, ces échanges n'ont cessé de chuter, atteignant leur niveau le plus bas en 2004 : la France n'était plus alors que le 12<sup>e</sup> fournisseur de l'île, perdant plusieurs places par rapport à la concurrence. En 2005, on assiste à une reprise de l'activité commerciale française avec Cuba. Entre 2004 et 2005, les exportations françaises à Cuba ont augmenté de 23 % (pour une valeur de 96,2 M€), tandis que les importations croissaient de 17 % (pour une valeur de 39,8 M€). Ainsi, les spécialistes pouvaient affirmer que depuis 2005 Cuba reprenait du poids en tant que partenaire commercial de la France.

Les ventes françaises à Cuba ont surtout augmenté dans le secteur industriel, tandis que les ventes de produits agro-alimentaires chutent à cause des nouveaux achats de Cuba aux États-Unis dans ce secteur. Les trois produits agro-alimentaires français principalement exportés vers Cuba sont : le lait et les produits laitiers, les farines de blé et le malt. Les exportations de produits industriels ont augmenté fortement : les trois produits principaux sont les véhicules automobiles, les produits chimiques industriels, et les constructions métalliques.

Dans le même temps, la France a accru ses achats de produits agroalimentaires cubains (produits de la pêche, tabac manufacturé, sucre, fruits à boissons), alors que les achats de rhum sont en baisse.

Dans le cadre de la politique d'investissements étrangers menée par Cuba, une soixantaine d'entreprises françaises sont en activité sur l'île (sociétés mixtes, contrats d'association ou succursales). En 2005, la France a investi 6 milliards d'usd à Cuba (au 4<sup>e</sup> rang des investisseurs, derrière l'Espagne, le Canada et l'Italie).

Ces investissements sont surtout le fait de grands groupes dans les secteurs du tourisme, du bâtiment et travaux publics, télécommunications, énergie et construction électrique, agro-alimentaire, automobile, banque. Cela correspond à la nouvelle stratégie cubaine en matière d'investissements : le nombre d'entreprises mixtes diminue (392 en 2000, et seulement 236 à la fin de 2006), mais le montant des investissements, des ventes et exportations est en augmentation. Dans la dernière période, La Havane donne la préférence aux associations avec de grands investisseurs étrangers, notamment dans le domaine de l'énergie. Les financements sont recherchés notamment auprès des alliés vénézuélien et chinois. Les associations les plus importantes ont été faites avec la canadienne Sherritt International (nickel), l'helvétique Nestlé (boissons gazeuses, eau minérale et glaces), la brésilienne Sousa Cruz (cigarettes), la belge Interbrew (bière), la franco-espagnole Altadis (cigares), la française Pernod-Ricard (rhum), etc.

## **IV. L'organisation de l'État : construction d'une démocratie socialiste**

L'édification d'une démocratie socialiste ne s'est pas faite de manière progressive et continue : dans ce domaine aussi, on doit noter d'importants aspects spécifiques. Pendant la première décennie, la difficile lutte pour survivre politiquement a absorbé toutes les énergies, et a été menée en l'absence d'un parti fort. Les trois groupes révolutionnaires de 1959 (Mouvement du 26 Juillet, Directoire révolutionnaire et psp) comptaient quelques milliers de militants et très peu de cadres. Le psp dut accepter que pour la première fois un Parti communiste laisse à une autre direction politique la tâche de construire le socialisme. En 1961, les trois organisations se regroupent en un organisme unique : les ori (Organisations révolutionnaires intégrées), mais le sectarisme, le dogmatisme et la bureaucratie menacent l'appareil central qui s'engage dans une phase d'erreurs, corrigées en 1962. La tâche de Fidel Castro va être dès lors de construire l'unité du peuple autour des grands défis de la Révolution. La première étape sera la constitution et la présentation du Parti communiste cubain (pcc) en 1965. Ce parti sélectif va fournir des cadres politiques qui sauront en général gagner la confiance populaire. Mais la profonde autocritique de la direction de l'État en 1970 marque un important tournant de la politique intérieure : les deux grandes orientations seront la lutte contre le sous-développement et la recherche d'une intégration active des masses dans la détermination de la politique du pays. L'État admettait qu'il ne pouvait tout gérer de manière centralisée : il est donc décidé d'en finir avec l'identification du Parti et de l'État, et dans cette perspective est organisée en 1973 l'expérience de la province de Matanzas, avec l'organisation d'élections au suffrage universel. Ce Pouvoir populaire s'étend ensuite à tout le pays avec, en novembre 1976, l'élection de l'Assemblée nationale, prévue par la Constitution socialiste, approuvée par référendum en 1975.

### **1. Le Pouvoir populaire**

Les organes du Pouvoir populaire sont les assemblées municipales et, au-dessus, les assemblées provinciales. Au sommet se trouve l'Assemblée nationale, qui désigne en son sein un Conseil d'État. Le président du Conseil d'État est chef de l'État et du gouvernement.

En octobre 1992, le Parlement approuva une loi électorale qui prévoyait le vote direct et secret pour les élections provinciales et nationales, modifiant en cela la Constitution de 1976. En février 1993, furent organisées des élections auxquelles prirent part 97 % des 7 millions et demi de Cubains électeurs. Les groupes d'opposants avaient recommandé le vote nul ou blanc, mais n'en obtinrent que 10 %. Les 589 députés furent élus au suffrage secret et direct pour la première fois, ainsi que les 1 190 délégués aux assemblées provinciales (conseillers).

La loi électorale prévoit le « suffrage universel, égalitaire et secret », il représente pour tous les citoyens « un droit, un devoir et une fonction ». Le droit de vote est conféré à tous les Cubains âgés de 16 ans, y compris les militaires (avant 1959, l'âge requis était de 20 ans, et les militaires étaient exclus du vote). Les candidats sont désignés par les électeurs dans des assemblées publiques, indépendamment de leur appartenance ou non au Parti. Il n'y a pas de campagne électorale « discriminatoire, diffamatoire, coûteuse, manipulée », etc. Les urnes sont surveillées par des enfants, elles sont scellées en public, le dépouillement est également public et est ouvert aux journalistes nationaux ou étrangers. Les élus ne sont pas rémunérés, n'exercent aucune fonction hors du contrôle de leurs concitoyens, sont révocables à tout instant par leurs mandants auxquels ils rendent compte régulièrement.

## **2. Le Parti communiste cubain**

En même temps que s'opérait dans tout le pays la mise en place par le suffrage universel du Pouvoir populaire, le Parti connaissait une profonde restructuration, et surtout était affirmée une claire différenciation entre le rôle du Parti et celui de l'État. Rappelons que, dès 1961, Ernesto Che Guevara avait exprimé l'idée d'un parti unique, dont la création des ori constitua la première étape. On recherchait alors un grand mouvement unitaire, à l'image de celui qu'avait réalisé José Martí en 1892 en créant le prc. Le purs, né en 1962, laissa la place au pcc en 1965, dont le rôle fut défini par la Constitution de 1976. Le pcc est le résultat d'une genèse originale : il ne fut pas le parti organisateur d'une révolution, mais au contraire il en a été le produit. C'est un parti sélectif qui recrute ses membres à certaines périodes, sur propositions des masses. En 1975, il comptait environ 200 000 membres. Il est tenu pour le successeur et le continuateur du prc de Martí, d'une part, et du pc que fondèrent Baliño et Mella en 1927, d'autre part. Ses statuts proclament le principe de la séparation du Parti et de l'État.

Dès le 26 juillet 1970, Fidel Castro avait déclaré : « Le Parti doit signaler les déficiences, les erreurs, etc., mais il ne doit pas dire à l'administration d'une usine ce qu'elle doit faire. » Le rôle du Parti est essentiellement le contrôle des activités du pays, la rédaction et l'exposition de suggestions, orientations, rectifications, mais il n'administre ni ne dirige. À l'égard du Pouvoir populaire, il n'exerce aucun contrôle, et ne le fait pas non plus envers les organisations de masse. Il ne peut se substituer à celles-ci, puisqu'il est un parti sélectif.

Il est certain que les grandes réformes, les grandes lois des premières années de la Révolution furent

le fait de l'administration des « guérilleros au pouvoir », avec ses improvisations, ses intuitions, ses erreurs et ses réussites. Cette première étape fut marquée par un centralisme bureaucratique qui, à partir du centre, planifiait tout. Dans les années 1970, on a voulu construire un centralisme démocratique en recherchant une participation directe du peuple. Le rôle du Parti s'avéra fondamental quand, en 1986, le III<sup>e</sup> Congrès publia un document intitulé « Erreurs et déficiences ». Le Parti demandait à tous la rectification d'un certain nombre de pratiques négatives : pour mener à bien cette campagne de rectification, Cuba ne devait suivre aucun modèle, ni copier les méthodes d'aucun pays socialiste existant. Il est à noter que cette campagne se déroula trois ans avant la chute du camp socialiste de l'Est européen.

Ses aspects originaux sont nombreux, dans sa genèse, mais aussi dans ses définitions et ses modalités de fonctionnement. Malgré des années de dépendance économique à l'égard des pays socialistes de l'Est, l'action politique cubaine a toujours marqué les signes de sa spécificité. On l'a vu lors de la campagne de rectification, mais les prises de position de La Havane à l'égard des pays de l'Amérique latine ont souvent été en contradiction avec celles de Moscou.

## **V. Aspects et problèmes de la société révolutionnaire**

### **1.**

#### **A) L'éducation**

L'éducation fut dès ses débuts un secteur prioritaire pour la Révolution, en application de la célèbre formule de Martí : « Être instruit pour être libre. » Elle avait trouvé cependant une situation qui, pour n'être sûrement pas la plus mauvaise de l'Amérique latine, était au demeurant loin d'être brillante : 10 000 enseignants sans emploi, 1 million d'adultes analphabètes et 600 000 enfants en dehors du système éducatif. Il existait notamment dans les campagnes une population qui vivait à l'écart du reste du monde : cette population, dans des conditions misérables, vivait au jour le jour et ne connaissait pas l'éducation. L'analphabétisme renforçait l'isolement de ces groupes. La religion elle-même n'avait que très peu pénétré dans ces régions.

La Révolution trouvait chez José Martí les principes fondamentaux en matière d'éducation : tout homme a droit à être éduqué puis, en contrepartie, a le devoir de contribuer à l'éducation des autres. Il s'agissait de réaliser les promesses de Martí à la fin du xix<sup>e</sup> siècle – à savoir, de donner à chaque Cubain les moyens de vivre dignement et avant tout une école et un instituteur, indépendamment de sa fortune ou de la couleur de sa peau.

En décembre 1959, la Loi de réforme intégrale de l'enseignement organisa l'éducation, du préscolaire à l'Université. La Loi de nationalisation et de gratuité de l'enseignement de juin 1961 nationalisa toutes les écoles privées.

L'année 1961 fut l'année de l'Éducation. Elle fut d'abord celle de la campagne nationale d'alphabétisation. La guérilla de la Sierra Maestra en 1956-1958 avait entrepris l'alphabétisation des paysans : à la fin de la guerre, une trentaine d'écoles créées par les rebelles fonctionnaient dans la montagne. S'agissant des méthodes, la Révolution rejeta les méthodes venues de l'extérieur et mit en œuvre une campagne réellement nationale et populaire, adaptée aux changements révolutionnaires de la vie quotidienne et au lexique du paysan cubain. Sous la direction du ministre de l'Éducation Armando Hart, furent élaborés des manuels, la « *cartilla* ». On en imprima 1 million et demi.

La campagne débuta tragiquement : dans le massif de l'Escambray, un groupe de contre-révolutionnaires assassina un jeune maître volontaire, Conrado Benítez, qui devint le martyr et symbole pour toute une jeunesse enthousiaste. Dès avril, 200 000 alphabétiseurs avaient été formés et répartis dans différentes régions. Cette formation eut lieu dans le contexte de la bataille de Playa Girón. Ainsi furent formés de façon accélérée plus de 100 000 jeunes alphabétiseurs qui se consacrèrent à cette tâche jusqu'à la fin de l'année. Cinq d'entre eux furent assassinés dans l'exercice de leur mission d'éducateurs populaires.

Le 22 décembre, Cuba fut officiellement déclarée « territoire libre d'analphabétisme » : le pourcentage des adultes analphabètes, qui était de 23,6 % en avril, fut estimé en décembre par les experts à 3,9 %.

La réforme éducative ne fut pas facile : il s'agissait de changer complètement le système d'éducation. Une vingtaine d'années plus tard, en 1979, la totalité des enfants suivaient le cursus complet de l'enseignement primaire et 93 % des moins de 16 ans étaient inscrits dans un établissement scolaire. Au cours de l'année 1978-1979, 1 million de bourses furent attribuées.

Le cursus est organisé de la manière suivante : après l'année de « préscolaire », le cycle comporte six années (*grados*) de primaire, puis quatre de *segundaria básica* (premier cycle du second degré), et trois de *preuniversitario* (deuxième cycle du second degré).

La Révolution a défendu et mis en pratique le principe de l'universalisation de l'enseignement et notamment de l'Université. L'enjeu était celui d'offrir à chaque citoyen la possibilité de suivre des études sans aucun obstacle d'ordre économique ou social. Quant à l'Université, elle se transporta vers les lieux où se trouvaient les populations ou les facteurs socio-économiques. Ce fut le cas de la création *ex nihilo* d'une université dans la ville minière de Moa, sur la côte nord de la région orientale de l'île. Une filiale fut créée en 1973 avec une équipe de professeurs volontaires. Aujourd'hui l'Institut supérieur de Moa, indépendant, a largement contribué à fixer la population.

## **B) La santé publique**

La santé fut l'autre secteur prioritaire de la Révolution. L'ensemble des services de santé furent nationalisés et placés sous la tutelle du ministère de la Santé publique (minsap). De nombreux hôpitaux et polycliniques furent construits, en particulier dans les zones rurales. Au début de la Révolution, les médecins possédant un cabinet privé purent continuer à exercer, puis, dans le cadre de la médecine gratuite, les nouveaux médecins renoncèrent à l'exercice privé. Les efforts consentis par l'État dans ce domaine furent exceptionnels, pour faire de la médecine cubaine une des

meilleures des Amériques, et faisant de Cuba une « puissance médicale » dans la mesure où les objectifs fixés par l'oms ont été atteints très tôt. La médecine cubaine est, d'autre part, largement exportée et est aujourd'hui bien connue dans de nombreux pays pauvres et émergents. Cuba pratique une « médecine communautaire », en mettant en avant la notion de médecin responsable de la santé de la population. Le médecin diplômé commence obligatoirement sa carrière à la campagne, et ce n'est qu'après ce travail en zone rurale qu'il peut entreprendre des études de spécialisation. Une importante initiative fut la création du « médecin de famille », car le réseau des polycliniques n'avait pas suffi à résoudre les besoins en soins primaires.

La recherche scientifique fut largement développée malgré les difficultés économiques. Les résultats sont impressionnants : éradication de la poliomyélite, du paludisme et de la diphtérie, réduction significative de la gastro-entérite, de la tuberculose et du tétanos. Un des résultats les plus connus est la chute constante du taux de mortalité infantile : si, en 1960, ce taux était de 37,3 ‰, il passait à 27,5 ‰ en 1975, à 16,5 ‰ en 1985 et à 10,7 ‰ en 1990. Ensuite, malgré les fortes pénuries de la « période spéciale », il poursuivait sa diminution, s'établissant à 7,2 ‰ en 2000 et à seulement 5,8 ‰ en 2004, taux qui situe Cuba dans le groupe des premiers pays du monde en la matière. Ce taux est comparable à ceux du Canada et est meilleur que celui que la plupart des pays développés.

Logiquement l'espérance de vie a largement augmenté. L'effort médical peut se mesurer aussi à l'évolution du nombre de médecins par rapport à la population concernée. En 2005, Cuba disposait de 69 000 médecins, soit une moyenne d'un médecin pour 163 habitants. Cuba, avec ses 21 facultés de médecine, a la capacité de former tous les médecins dont le pays a besoin, et d'offrir en outre gratuitement une formation complète à de nombreux étudiants de pays sous-développés.

### **C) La condition des femmes**

La femme cubaine représente, dans le contexte latino-américain, un cas singulier depuis 1959. Elle était l'objet de discriminations au même titre que ses sœurs des autres pays d'Amérique latine : elle était en 1959, dans la majorité des cas, héritière d'une tradition profondément machiste, aggravée par plusieurs siècles de colonie et d'esclavage, d'une part, et en même temps héritière d'une forte tradition de luttes, de rébellions et même souvent de participation directe dans la lutte clandestine urbaine ou dans la guérilla. Les réformes radicales qui suivirent la victoire révolutionnaire lui apportèrent un profond changement de statut et la reconnaissance immédiate de ses droits. La nouvelle société lui donnait la possibilité de vivre différemment : l'infériorité sexuelle n'était plus une fatalité, la soumission non plus, car l'élimination des discriminations se trouvait au cœur de l'entreprise révolutionnaire. Un corpus juridique nouveau vint reconnaître son égalité et son rôle individuel et social, la liberté d'accéder à l'éducation, à la santé publique et à la culture, autant de conquêtes qui constituèrent en leur temps autant d'exemples pour de nombreuses femmes latino-américaines.

C'est ainsi que la Révolution organisa l'incorporation de la femme dans le monde du travail. 12 % des femmes travaillaient dans les années 1950 (la plupart d'entre elles comme domestiques, cependant que de nombreuses jeunes filles fuyant la misère des zones rurales venaient à la capitale afin de trouver du travail et tombaient souvent dans la prostitution pour subsister) ; à partir de 1959, la Fédération des femmes cubaines (fmc) et le ministère du Travail s'employèrent à incorporer des

femmes dans diverses professions, tandis que l'on offrait des programmes éducatifs pour orienter vers ces emplois les anciennes domestiques et prostituées (souvent analphabètes). En 1990, on estime que 35 % des femmes étaient incorporées au monde du travail.

En 1975 fut adopté le Code de la Famille qui posait l'égalité des droits et devoirs partagés des femmes et des hommes dans la vie du ménage et l'éducation des enfants. Pour la première fois, un document légal et connu de tous expliquait que le machisme était un comportement négatif. Cela contribua, avec les efforts de l'éducation générale, à des prises de conscience et des changements d'attitude en face de sujets auparavant tabous (entre autres, l'homosexualité, la soumission de la femme dans le couple, l'usage du préservatif, la prostitution, etc.). Ainsi la femme cubaine a-t-elle déjà parcouru un long chemin vers l'émancipation et l'égalité, mais les difficultés sont nombreuses : les mentalités, en l'occurrence, changent beaucoup plus lentement que les normes légales. Être femme à Cuba aujourd'hui signifie disposer d'un ensemble de droits qui sont encore des aspirations pour beaucoup de femmes du continent. Mais, en même temps, la femme à Cuba se voit dans l'obligation d'assumer de nouvelles responsabilités, car la société révolutionnaire et ses époques difficiles ont généré des problèmes nouveaux.

## **D) Droits de l'homme et libertés**

Dans les années les plus dures de la « période spéciale », ont eu lieu plusieurs vagues de départs du pays vers l'étranger, notamment vers les États-Unis. Ceux-ci n'accordant que très parcimonieusement des visas d'entrée à ceux qui souhaitaient émigrer dans la légalité, se sont produites des tentatives parfois nombreuses de départs illégaux : la forme la plus connue par sa divulgation massive fut celle des *balseros*, qui tentaient la traversée du détroit de Floride sur des embarcations de fortune. La vague la plus forte fut celle de 1994 : les *balseros* sont ces immigrants illégaux qui essaient de gagner les eaux nord-américaines pour être recueillis par la marine. Ce n'est pas un phénomène proprement cubain, il intéresse tous les pays de la région caraïbe (Haïti et République dominicaine).

Une loi américaine, dénommée *The Cuban Adjustment Act*, qui existe depuis 1966, accorde aux Cubains un traitement privilégié par rapport aux autres immigrants illégaux. La Havane considère cette loi comme injuste et discriminatoire car elle a pour effet de stimuler l'émigration clandestine. Le gouvernement cubain en conclut que la question migratoire est utilisée par les États-Unis comme une arme politique afin de provoquer des crises à Cuba.

En 1994 et 1995, Washington avait signé avec Cuba des accords migratoires aux termes desquels les États-Unis s'engageaient à en finir avec ces pratiques, pour favoriser l'immigration légale. La normalisation attendue ne s'est pas produite, et les incitations à l'immigration illégale se poursuivent. Les États-Unis s'étaient engagés à délivrer 20 000 visas annuels aux ressortissants cubains candidats au départ. Or il n'en fut délivré que 9 000 en six ans (entre 1988 et 1994), bien loin des 120 000 prévus pour cette période. On estime que 25 000 *balseros* furent interceptés par les autorités américaines pendant l'été de 1994, et pour mettre fin à cette exception cubaine le président Clinton décide de les transférer à la base américaine de Guantánamo. Cependant, en 1995, les États-Unis décident d'accueillir 20 000 *balseros* de Guantánamo. L'administration Bush revient radicalement sur ces tentatives et, à partir de 2001, restaure le traitement différencié entre Cubains et Haïtiens, par exemple. Les Haïtiens sont rapatriés, tandis que les Cubains qui touchent les côtes américaines sont

accueillis de façon bienveillante : cette politique qui encourage l'émigration illégale est constamment dénoncée par La Havane.

Si la question migratoire est un volet important des différends entre les deux États, il en est un autre de première importance au sein de la guerre psychologique qu'ils se livrent, c'est la question des droits de l'homme. Force est de constater que cela repose d'abord sur deux conceptions différentes des droits humains et de la liberté : pour Cuba, la liberté commence avec la souveraineté et le droit de chaque peuple à choisir librement sa voie politique sans ingérence d'une puissance étrangère. Aux yeux des Cubains, les États-Unis considèrent leur liberté comme le droit unilatéral d'intervenir dans les affaires du pays qu'ils veulent dominer. Ils citent comme exemples l'amendement Platt, le droit d'intervention, mais aussi l'occupation de la baie de Guantánamo. Sur les libertés individuelles, les deux États ont aussi des conceptions très différentes : Cuba a toujours soutenu que les premiers droits sont les droits sociaux – à savoir, l'accès libre à l'éducation, à la santé, à un logement décent, au travail et à la culture. Les droits individuels sont sacrés mais doivent tenir compte de devoirs envers la collectivité : ainsi sont garanties les libertés de religion, de croyance, d'association, mais on ne permet pas l'expression publique d'opinions contraires aux politiques définies par l'État.

La société cubaine a vécu plus de quarante années de tensions et d'agressions diverses (sabotages, tentatives d'assassinat de dirigeants, attentats contre des installations touristiques, des ambassades, sans compter la protection offerte par les États-Unis à des terroristes anticubains identifiés). Tout cela a créé dans le pays une mentalité de place assiégée, dans laquelle se développent la méfiance, le culte du secret, etc. Ce contexte de harcèlement rend difficile le dialogue, ainsi que la mise en œuvre de réformes profondes. Les États-Unis ont tenté en effet, depuis des années, d'organiser à l'intérieur de Cuba une opposition susceptible de déstabiliser la société.

En 2003, un groupe de dissidents a été condamné à des peines d'emprisonnement, ce qui servit de prétexte à l'adoption de sanctions contre Cuba de la part des États-Unis et de la Communauté européenne. Or, pour La Havane, ces dissidents ne furent pas condamnés pour leur participation à une opposition politique. Il leur est reproché une collaboration directe avec les autorités américaines, c'est-à-dire avec des représentants officiels de la puissance étrangère qui a déclaré une guerre officieuse mais implacable à Cuba. Dans un tel contexte, la Révolution cubaine répond en se fondant sur la nécessité de l'unité nationale et la défense de la patrie menacée.

## **E) Conséquences humaines de la « période spéciale »**

Avec la fin des livraisons du pétrole soviétique s'achevait brusquement une longue période d'indéniable facilité matérielle. La population connut des coupures de courant de plus en plus longues et fréquentes, et les industries vitales (nickel, ciment) durent réduire leur activité d'une manière dramatique. Sans être exactement « satellite » de l'Union soviétique, Cuba s'était accoutumée à recevoir les sources d'énergie et un ensemble de produits de consommation qui semblaient ne devoir jamais manquer. Certes, une partie de la population vit dans la nouvelle situation créée par la désintégration du bloc soviétique une véritable opportunité historique, car c'était la première fois que Cuba se retrouvait seule pour décider de son destin. Ce fut notamment l'analyse d'un grand nombre d'intellectuels. Cependant, les épreuves furent particulièrement rudes pour l'ensemble de la population, et ce fut l'idée de résistance qui s'imposa, avec beaucoup de

stoïcisme, et l'instauration d'une économie de survie. Ces conditions matérielles extrêmes durèrent plus de cinq ans et ne connurent certaines améliorations qu'à partir de l'année 1998.

On sait que la réponse des États-Unis fut de mettre à profit la situation pour tenter d'écraser définitivement le régime cubain, en renforçant les mesures du blocus économique qui affectaient le plus la population. Dans l'île, de grands secteurs de l'économie se détériorèrent, et on dut supprimer des milliers de postes de travail, notamment dans l'administration et le secteur sucrier. Le chômage s'accrut grandement, car bien des personnes affectées n'acceptèrent pas de changer de région ou de secteur professionnel pour trouver un autre emploi.

## **F) Le développement du tourisme international : économie et société**

Le pari majeur de Cuba dans les années 1990 a consisté à faire du tourisme international la première source d'entrée de devises, afin de se substituer à l'industrie sucrière, en chute libre à cause de ses coûts très élevés, notamment en combustible dont le pays manquait cruellement, et le caractère de plus en plus aléatoire de ses débouchés. Les efforts consentis ont été largement couronnés de succès, puisque, en quatre ans, entre 1989 et 1993, l'augmentation du nombre de touristes a été de 67 % (326 400 en 1989, 340 000 en 1990, 424 000 en 1991, 460 000 en 1992 et 546 000 en 1993). Or au cours de la même période, pour quelques autres destinations traditionnelles de la région, l'augmentation a été de 26 % pour les îles Vierges britanniques, 23 % pour la République dominicaine, 17 % pour Puerto Rico, - 5 % pour les Bahamas, etc. Le tourisme cubain a donc enregistré le taux d'accroissement le plus fort de la région.

Les touristes venus à Cuba dans cette période étaient originaires de l'Europe de l'Ouest pour 47 %, de l'Amérique du Nord (Canada exclusivement) pour 27 %, et des autres pays d'Amérique latine pour 23 %.

Pour assumer cette nouvelle politique, les investissements étrangers étaient devenus vitaux et ils sont intervenus essentiellement dans le cadre de la mise en place de sociétés mixtes : financement d'équipements, apport de capitaux et de savoir-faire. Ces sociétés mixtes avaient été autorisées par la loi du 15 février 1982, mais c'est dans les années 1990 qu'elles ont fait l'objet d'une véritable priorité dans ce secteur. C'est ainsi que 165 *joint-ventures* avaient été réalisés à la fin de 1994.

Dix ans plus tard, Cuba a accueilli plus de 2 millions de visiteurs (année 2004), le nombre des chambres d'hôtel est passé de 13 000 en 1990 à 41 000 en 2004. La provenance des touristes s'est encore diversifiée, et cet accroissement spectaculaire s'est réalisé malgré les effets de la politique nord-américaine qui interdit à ses ressortissants de se rendre à Cuba. Quant aux visites des familles cubaines installées aux États-Unis, elles sont sévèrement limitées par les mesures d'embargo. En dépit de ces restrictions, 200 000 personnes en provenance des États-Unis ont visité Cuba en 2004, ce qui représente 10 % du total des visiteurs étrangers. On imagine la possible explosion d'un tel pourcentage lorsque interviendra la levée des mesures d'embargo.

Les conséquences sur la société cubaine sont considérables : un ministère du Tourisme a été créé en 1994, et les ouvertures d'écoles et de centres de formation aux métiers du tourisme se sont multipliées. On estime que plus de 400 000 personnes travaillent actuellement dans le secteur

touristique. En revanche, on peut observer certaines conséquences négatives de cet essor touristique étranger survenu en si peu de temps : augmentation de la délinquance, ainsi que de certaines formes de prostitution, par exemple, même si cet accroissement est moindre que dans les pays environnants. Mais cela favorise également un creusement inégalitaire en matière de pouvoir d'achat dans la mesure où, grâce au tourisme, un nouveau secteur de la population bénéficie d'un accès aux devises étrangères, venant s'ajouter au groupe des familles bénéficiaires des versements en devises réalisés par leurs familles établies à l'étranger.

# Chapitre VI

## Cuba et le monde

Dans le cadre de la politique étrangère, nous évoquerons trois questions qui ont marqué et marquent encore les rapports de Cuba avec le reste du monde – à savoir, les relations passées avec l'urss, les rapports de Cuba avec les États-Unis et, enfin, avec le reste de l'Amérique latine. Ce sont trois problématiques de grande importance pour comprendre le présent et envisager les possibles voies du futur, même si la première relève maintenant de l'histoire. Cependant Cuba a été étroitement liée à l'Union soviétique pendant une trentaine d'années, de 1960 à 1990, et les conséquences de cette sujétion prolongée sont loin d'être négligeables depuis la désintégration du monde socialiste de l'Est.

### I. La question des relations de Cuba avec l'Union soviétique

Dès le printemps de l'année 1959, des contacts avaient été pris entre Cubains et Russes, mais c'est en 1960, avec la visite à La Havane du ministre Mikoyan, que l'urss s'engage réellement avec Cuba. La collaboration économique fut mise en route très rapidement à partir du mois de juillet, l'urss ayant accepté d'acheter les 700 000 t de sucre cubain que les États-Unis venaient de refuser.

D'un point de vue géopolitique, Washington considéra immédiatement cette initiative comme un défi lancé contre la doctrine de Monroe, dans la mesure où ils y voyaient une claire ingérence européenne dans les affaires des Amériques. Et, du point de vue de Moscou, l'urss voyait en Cuba le premier État d'Amérique sur la « frange du camp socialiste ». Or la révolution cubaine se déclara elle-même socialiste en avril 1961 et Cuba fut reconnu comme État socialiste par l'urss dès la fin de la même année.

Rapidement des frictions se produisirent. Les difficultés naquirent fondamentalement dans deux domaines : les conséquences des divergences sino-soviétiques et, surtout, la stratégie révolutionnaire en Amérique latine. Mais, même à Moscou, certains dirigeants considéraient que l'inclusion de Cuba dans le camp socialiste comportait des risques, en particulier celui de mettre en péril la coexistence pacifique. On le vit au moment de la crise des fusées de 1962 : la sécurité de Cuba provoqua une crise grave entre Washington et Moscou. Les relations entre La Havane et Moscou connurent alors une phase de détérioration, et l'influence chinoise se renforça à Cuba. Un long périple de Fidel Castro en urss en avril-mai 1963 favorisa un rapprochement.

L'autre pomme de discorde fut la question de la stratégie révolutionnaire en Amérique latine sur laquelle les deux pays montrèrent de profondes divergences : l'urss était défavorable à la lutte armée

sur le continent, du moins jusqu'en 1964. En revanche, la seconde déclaration de La Havane présente la lutte armée comme une nécessité et un devoir en Amérique latine. Les thèses cubaines seront mieux acceptées à Moscou après 1965, avec les bombardements américains sur le Vietnam. En 1966, lors de la Conférence tricontinentale qui se déroule à La Havane, la capitale cubaine apparaît comme le centre du monde en lutte contre l'impérialisme. C'est la rupture entre Cuba et la Chine. En se faisant l'artisan et l'amphitryon de l'ospaal et de l'olas, tout en proclamant que « la révolution n'est pas exportable », Cuba mettait tout en œuvre pour trouver une solidarité révolutionnaire continentale en face des dictatures et des gouvernements inféodés aux États-Unis. Fidel Castro, devant la Conférence de l'olas, critiqua la politique de l'urss en Amérique latine, et l'olas elle-même, sorte d'« internationale » en Amérique, ne pouvait qu'indisposer les dirigeants soviétiques. Et en effet, en 1968, la presse soviétique publia des critiques des partis communistes latino-américains à l'encontre de la politique de La Havane. La reprise des relations se produisit en 1969 et la décennie 1970-1980 va être une période de relations fortes et stables. C'est alors que certains parleront d'une nouvelle dépendance et iront jusqu'à dénoncer une « satellisation » de l'île caraïbe dans l'orbite de Moscou.

Ce fut une vraie polémique qui intéresse l'économie et la géopolitique. En substance, la révolution cubaine, après s'être libérée du colonialisme espagnol, puis du néocolonialisme nord-américain, s'était-elle engluée dans une nouvelle dépendance au profit de l'urss et de la galaxie socialiste ?

Il convient d'abord de caractériser la nature et les modalités des rapports économiques qui se sont instaurés entre les deux États. C'étaient des échanges organisés sur la base d'un certain nombre de privilèges : l'urss achetait le sucre cubain à des prix préférentiels par rapport à ceux pratiqués dans le commerce mondial, et le pétrole que l'urss envoyait à Cuba était également décalé en faveur de Cuba. En 1972, l'urss payait le sucre cubain à raison de 11 cents la livre, alors que le cours mondial s'établissait à un peu plus de 7 cents. Et l'urss garantissait ces tarifs même dans les périodes d'effondrement des cours. Au demeurant, les échanges se faisaient selon un système de *clearing* (accords commerciaux en vertu desquels le produit des exportations est affecté au paiement des importations, en vue de l'équilibre des échanges). Ce système permet aux partenaires de ne pas avancer de devises. Sur trente ans de fonctionnement des accords, les conditions générales des privilèges ont été maintenues. De plus, l'économie cubaine étant en déficit à cause du déséquilibre des échanges, ce déficit se voyait compensé par une forte subvention soviétique.

Le pétrole soviétique et le sucre cubain étaient les lignes fondamentales de l'échange : au cours de l'année 1977, l'urss a livré à Cuba 9 000 000 t de pétrole, tandis que Cuba fournissait à l'urss 2 500 000 t de sucre. À côté de cet échange stratégique, les deux partenaires échangeaient également des produits complémentaires : Cuba envoyait du sulfure de nickel, du tabac, des agrumes et du rhum. L'urss, pour sa part, expédiait vers la grande île du blé, de la farine, des conserves alimentaires, des fertilisants, du papier, des camions, des tracteurs, des machines, des équipements de radio et télévision, des médicaments, etc. En outre, l'urss et les autres États socialistes accueillaient des milliers de Cubains en stages de formation et perfectionnement tandis que des techniciens soviétiques se trouvaient à Cuba en vertu de vastes programmes de coopération scientifique et technique. L'armée cubaine s'est fortement modernisée, l'aide soviétique dans ce domaine étant gratuite. Cuba put mettre sur pied l'armée probablement la plus puissante de l'Amérique latine, avec celle du Brésil.

Comme on estime que l'ensemble des exportations cubaines vers l'urss couvrait seulement la

fourniture de pétrole, la dette cubaine s'accrut considérablement. C'est dans ce sens qu'on a pu parler de dépendance économique dans la mesure où la dette envers le pays partenaire était couverte par des subventions de celui-ci.

Cependant, l'idée de « satellisation » est à prendre avec prudence : cette notion implique que le pays « satellisé » a renoncé à sa spécificité politique. C'était la thèse nord-américaine dès 1961 au moment de la tentative d'invasion de la baie des Cochons. La guerre idéologique d'alors a vu se répandre la thèse selon laquelle, en s'associant avec l'urss, le gouvernement cubain aurait « trahi » la Révolution, et aurait fait de Cuba une sorte de tête de pont soviétique en Amérique. Ce discours fut ensuite largement repris par les droites et une partie de la social-démocratie européennes. En 1961, les services d'information nord-américains diffusaient aux ambassades occidentales des documents expliquant que l'objectif de la Révolution cubaine était devenu « la transformation de Cuba en un pays satellite soviétique ».

À Cuba, on avait une vision toute différente : le peuple et les dirigeants ont toujours reconnu la dette considérable contractée envers l'urss. Mais ils ont toujours rejeté l'idée de « satellisation » : si la nouvelle dépendance dans le domaine économique ne faisait pas de doute, on faisait remarquer qu'elle n'était en rien comparable avec celle que l'île avait connue avant 1959, en devenant un protectorat, puis une néo-colonie des États-Unis. Si la coopération avec l'urss a été d'importance majeure, on note aussi la volonté du gouvernement de La Havane de faire respecter sa souveraineté. La coopération n'était pas considérée comme aliénante, puisqu'elle avait pour objectif de développer l'économie de Cuba, alors que la dépendance cubaine passée envers les États-Unis avait eu pour effet d'empêcher ou de freiner le développement de l'île. Cuba n'avait pu mettre en œuvre qu'une économie subsidiaire, non industrialisée.

Sur le plan politique, il est indéniable que la vie politique cubaine a toujours gardé ses pratiques propres, tenant compte d'une forte tradition nationale, sans copier un modèle extérieur. Certains analystes avancent même que l'urss a appris de la Révolution cubaine dans sa propre pratique politique. Lors de la désintégration du camp socialiste en 1990, Cuba connut un véritable séisme économique. Mais, sur le plan politique, la pratique spécifique, comme la récente campagne de rectification menée quelques années auparavant, facilita l'émergence et le maintien d'une idéologie de la résistance dans les dures années de la « période spéciale ».

## **II. La confrontation Cuba - États-Unis**

### **1.**

#### **A) La rupture des années 1960**

Nous avons décrit les étapes de la rupture entre Cuba et les États-Unis au début de la Révolution, première phase qui culmine avec la décision d'invasion de l'île en avril 1961, la victoire militaire cubaine et l'instauration du blocus. Puis ce fut la crise des fusées en 1962. Il faut essayer de comprendre les raisons et le sens de ces événements.

Il est certain que la psychologie de l'amendement Platt a joué dans les deux camps. Les luttes du peuple cubain pour son indépendance au XIX<sup>e</sup> siècle, l'héritage très fort de la pensée anti-impérialiste de Martí n'ont pas manqué de créer chez les Cubains de 1959 un lourd préjugé anti-américain. Pour leur part, les États-Unis ont jugé la jeune révolution cubaine au travers du prisme de leur tradition d'intervention sur un territoire considéré depuis plus d'un demi-siècle comme un protectorat. En 1959, lors de la première réforme agraire, l'ambassadeur américain pensait que la révolution allait se maintenir dans les limites du réformisme : c'est à l'automne que le président Eisenhower condamne explicitement la politique de La Havane, et Fidel Castro dénonce la complicité du gouvernement des États-Unis dans la vague d'attentats qui frappe le pays. Au cours des premiers mois de l'année 1960, le processus de rupture connaît une accélération décisive avec les accords Castro-Mikoyan en vue d'achats de sucre cubain par l'URSS, mais aussi des événements dramatiques comme l'explosion dans la baie de La Havane du cargo *La Coubre* que le gouvernement cubain considère comme un sabotage commandité par Washington, et surtout la confiscation des grandes propriétés des firmes américaines sur l'île. À partir de cette période, le gouvernement américain décide d'entraîner des commandos en vue d'envahir Cuba, tout en finançant des groupes armés anticastristes dans les régions montagneuses cubaines. La politique américaine a sans aucun doute influé sur le rythme du processus cubain des nationalisations, mais non sur sa nature, car la logique de la Révolution rendait inévitable tôt ou tard un conflit avec les intérêts américains : ceux-ci étaient tellement présents sur l'île qu'aucun processus de récupération de la souveraineté nationale à Cuba ne pouvait se faire sans les affecter, voire les anéantir.

Dans la période qui a suivi leur échec de Playa Girón, les Américains ne ménagèrent pas leurs efforts pour isoler Cuba du reste de l'Amérique latine. Ils obtinrent l'exclusion de l'île des instances de l'OEA, la mettant ainsi au ban des accusés afin de justifier par avance d'éventuelles actions contre ce qu'ils appellent désormais le « castro-communisme ». Cuba répliqua solennellement par la 2<sup>e</sup> Déclaration de La Havane qui s'adresse à tous les peuples latino-américains (4 février 1962), en prônant la lutte armée comme réponse spécifique à la situation continentale, et en appelant à la constitution d'un front uni contre l'impérialisme.

Lors de la crise des fusées en octobre 1962, Cuba s'est trouvée dans une position particulièrement inconfortable, celle du petit État placé au centre de la confrontation entre les deux Grands. Au cours de ces journées tragiques, Cuba a cependant posé avant tout la question de la souveraineté, en se démarquant de la logique nucléaire de l'URSS. Il semble qu'en 1963 le président Kennedy s'était persuadé de l'inutilité des attaques contre Cuba, et avait recherché un rapprochement avec le gouvernement cubain peu avant son assassinat à Dallas.

Après la crise des fusées, la reprise des relations avec les États-Unis semblait impossible, car non seulement les attaques contre Cuba ne cessèrent pas, mais encore La Havane prônait la reprise de la lutte anti-impérialiste : avec la Conférence tricontinentale de 1965, La Havane apparut comme la capitale mondiale des petits pays menacés par l'impérialisme et le colonialisme. De la même façon que Washington en appelait toujours à la doctrine Monroe pour justifier ses interventions au sud de ses frontières, Cuba se réaffirmait comme un avant-poste destiné à barrer la route aux entreprises expansionnistes du Nord, s'appuyant en cela sur les thèses exposées par José Martí un siècle auparavant. Plus que jamais, aux yeux de Washington, la Révolution cubaine représentait la grande menace pour la *pax americana*.

## **B) Un demi-siècle de harcèlement américain contre Cuba**

Le philosophe nord-américain Noam Chomsky écrivait récemment : « Cuba et les États-Unis sont dans une situation assez curieuse et même exceptionnelle sur le plan des relations internationales. Il n'y a aucun précédent d'une hostilité ainsi soutenue d'un pays contre un autre, en l'occurrence la super-puissance mondiale contre un pays pauvre du Tiers Monde, pendant plus de quarante ans de terrorisme et de guerre économique (...). Quand l'invasion a échoué, la campagne de terrorisme a été amplifiée par l'étranglement économique, la quarantaine culturelle et la pression sur tous ceux qui prétendaient rompre l'isolement de Cuba. » [\[1\]](#) Les administrations les plus agressives contre La Havane ont sans doute été celles de Ronald Reagan et de George W. Bush. En réaction avec la politique de rapprochement avec Cuba de son prédécesseur le président James Carter, qui avait renoué des relations bilatérales, le président Reagan avait opté pour la violence et la menace. En effet, sous la présidence de J. Carter, les gouvernements de Cuba et des États-Unis avaient décidé d'ouvrir des sections d'intérêts dans chacun des deux pays (1<sup>er</sup> septembre 1977). Ces sections, qui ne sont pas des ambassades, remplissent cependant des fonctions consulaires et culturelles, entre autres.

La réaction ne se fit pas attendre dès l'élection de R. Reagan : dans ce cadre est née en 1981 la *fnca (Fondation nationale cubano-américaine)*, inspirée par William Casey, directeur de la cia, avec l'objectif de répondre aux exigences de la politique reaganienne d'inflexibilité envers le gouvernement de La Havane. Il s'agissait d'éviter que prolifèrent des États qui prendraient Cuba pour modèle. Son président fut Jorge Mas Canosa, qui avait participé à l'aventure de la baie des Cochons et, après avoir fait fortune, créa le principal lobby cubain aux États-Unis. La *fnca* réduisit à néant les tentatives de rapprochement ébauchées à l'époque de Carter et mit en œuvre une politique d'agression permanente. En 1985, ce fut la création du projet Radio Martí, destiné à diffuser des programmes de propagande anticastriste sur le territoire cubain. En 2004, cette station disposait d'un budget de 15 millions de dollars, et ses émissions encourageaient la subversion à Cuba, avec la création d'une situation de chaos général. Elle œuvre aussi à empêcher toute initiative en vue de normaliser les relations entre Washington et La Havane. Comme La Havane demanda la possibilité de diffuser ses programmes sur le territoire américain, et que cette demande fut rejetée, les autorités cubaines s'efforcent de brouiller les émissions de Radio Martí. En 1990, la *fnca* obtint la création d'une chaîne de télévision tv Martí. Les lois Torricelli (1992) et Helms-Burton (1996) ayant renforcé les sanctions économiques, il devint clair, alors que la guerre froide s'était achevée, qu'il s'agissait d'étrangler économiquement le peuple cubain pour remettre la main sur l'île, convoitée depuis près de deux siècles.

En mai 2004, le président Bush publiait un rapport de plus de 400 pages rédigé par le secrétaire d'État Colin Powell, aggravant encore les sanctions contre la population de Cuba.

En outre, Cuba a été pendant toute cette période la cible de nombreuses agressions terroristes. En 1976, un avion civil cubain explosa en plein vol, près de la Barbade : il y eut 73 victimes, dont l'équipe d'escrime cubaine qui venait de remporter les Jeux panaméricains. En 1997, plusieurs bombes explosèrent dans des hôtels de La Havane. Toutes les enquêtes remontent vers des terroristes identifiés qui travaillent pour la *fnca* et l'extrême droite cubaine de Floride. En 2000, ce fut un attentat à la bombe perpétré à l'Université de Panama contre le président cubain. Le groupe de terroristes fut condamné, mais gracié par la présidente sortante de Panama, Mme Mireya Moscoso.

Au total, au cours des dernières décennies, les agressions terroristes contre les personnes et les intérêts cubains se comptent par centaines. La Havane a toujours accusé les États-Unis de les encourager, de les financer et d'en protéger les auteurs.

Depuis les débuts de la Révolution cubaine, c'est-à-dire la naissance de Cuba comme nation réellement indépendante, les États-Unis ont choisi la violence coercitive comme méthode quasi permanente de relations avec la grande île. En 1998, 5 Cubains ont réussi à infiltrer les groupes terroristes de Floride, afin de les neutraliser, et pour ce faire en ont informé les autorités de La Havane afin d'éviter un certain nombre d'attentats en préparation. La Havane en informa les autorités américaines, qui optèrent pour procéder à l'arrestation des 5 informateurs. Ce fut l'affaire des Cinq, qui furent condamnés à de lourdes peines de prison. De très nombreuses personnalités ont protesté contre ces condamnations et demandent au gouvernement des États-Unis la libération des Cinq.

### **C) Histoire du blocus américain contre Cuba**

Officiellement, les mesures de blocus remontent au 6 février 1962, date du décret pris par le président Kennedy. Mais nous avons vu que le processus de rupture avait été amorcé bien avant et, dès le mois d'août 1959, des mesures d'embargo commercial avaient été prises à l'encontre de Cuba. Ces mesures n'étaient pas liées à un éventuel choix socialiste de la Révolution, puisque celui-ci n'interviendra qu'en avril 1961. Au milieu de l'année 1959, les États-Unis avaient déjà suspendu leurs investissements, des mesures d'embargo sur l'importation des fruits cubains sont adoptées par la Floride, les ventes d'armes et d'avions à Cuba sont interdites, etc. Cet ensemble de mesures culmine avec la cessation de livraisons du pétrole américain à Cuba. On sait que les raffineries américaines implantées sur l'île refusèrent de traiter le pétrole importé d'URSS, et les exportations américaines vers Cuba sont annulées au mois d'octobre, précédant de peu la rupture des relations diplomatiques qui a lieu en janvier 1961. Quand le président américain annonce le blocus total en février 1962, il ne fait que ratifier la situation de crise déjà existante.

Doit-on parler de blocus ou d'embargo ? L'embargo est stricto sensu une mesure, partielle ou totale, par laquelle on suspend la vente ou l'achat d'un ou plusieurs produits pendant une certaine période. Cela peut répondre à une préoccupation d'ordre technique, sanitaire, juridique, ou politique. Le blocus n'a pas les mêmes objectifs : c'est un acte de guerre. En l'occurrence, son objectif a été, depuis ses origines, de mettre tout en œuvre pour provoquer l'asphyxie des activités du pays et de sa population. Le droit international considère que cette pratique de blocus n'est possible qu'entre pays belligérants. Cuba ne constituant aucune menace pour la région, il s'agit en fait d'une situation de guerre non déclarée mais décidée de manière unilatérale.

Il s'agit bien d'un blocus car cette politique nord-américaine consiste à faire la chasse aux produits cubains sur n'importe quel territoire, et cela, en exerçant des pressions et même des menaces à l'encontre des pays ou organisations qui désirent commercer avec Cuba. La réciproque est également vraie : elle entraîne l'interdiction de toute vente à Cuba d'un produit américain, même par des filiales installées hors du territoire des États-Unis.

Au fil des années, ce dispositif a été réglementé et renforcé par toute une panoplie de textes de loi. Toutes les administrations, qu'elles soient démocrates ou républicaines, ont maintenu et aggravé ce

blocus qui apparaît aujourd'hui comme le plus long de l'histoire.

Ce blocus a fait l'objet de mesures de renforcement à plusieurs reprises. C'est ainsi que, par exemple, en 1992, à la suite de l'effondrement du bloc socialiste, la disparition imminente du régime révolutionnaire cubain apparut comme une évidence aux yeux du président Bush, qui rejeta tout dialogue et décida au contraire de renforcer les sanctions existantes. Ce fut la loi Torricelli qui se singularise par l'introduction de la notion d'extraterritorialité. Par ce texte, les États-Unis prévoient d'imposer la démocratie à Cuba en sapant de l'intérieur la société actuelle (ce que le texte appelle « *track two* », ou deuxième voie) ; d'autre part, sont annoncées des sanctions qui frapperont les tiers qui auraient des relations commerciales avec Cuba.

Cette loi fut suivie d'une autre offensive d'aggravation des sanctions, qui aboutit en 1995 à la loi Helms-Burton que le président Clinton signa en mars 1996. De lourdes peines sont prévues à l'encontre de ceux qui n'appliquent pas les mesures de blocus commercial. L'extension extraterritoriale aboutit à des situations extrêmes : par exemple, des ordinateurs européens sont interdits de vente aux États-Unis parce que du nickel cubain entre dans la composition de leurs circuits. Au demeurant, l'objectif déclaré de cette loi était de précipiter la chute du gouvernement de La Havane et d'organiser la société cubaine de l'« après-Castro ». Les États-Unis, par cette loi, décident de ce que sera la « transition » à Cuba, dans les moindres détails, sans consultation du peuple cubain. C'est ainsi qu'il est prévu le démantèlement de l'armée cubaine, et celui des organisations populaires. Un gouverneur sera nommé par les États-Unis, ce qui revient à retrouver la situation de 1898. Les entreprises nationalisées seront privatisées et remises aux anciennes firmes ou personnes qui les détenaient avant 1959. Les personnes qui ont travaillé avec ces entreprises pourront être l'objet de poursuites judiciaires, et inversement tous les groupes qui œuvrent contre la Révolution recevront des aides et subventions.

La réglementation de contrôle sur les actifs cubains impose un gel total de ces actifs et des transactions financières entre l'île et les États-Unis. Elle restreint aussi les voyages vers Cuba. Des peines de prison sont prévues en cas de non-respect de l'embargo et des amendes considérables pour les entreprises et personnes contrevenantes.

Ces dispositions n'ont pas manqué de provoquer des protestations de nombreux pays tiers et d'organisations internationales : la notion d'extraterritorialité est, en effet, tenue pour abusive et non légale.

Depuis 1992, Cuba présente tous les ans devant les Nations Unies une résolution exigeant la levée immédiate du blocus ; cette résolution est approuvée par une majorité écrasante de pays membres. En 1998, 157 pays l'ont approuvée, 2 seulement ont voté contre (États-Unis et Israël) et 12 se sont abstenus. Malgré ce rejet quasi unanime, les États-Unis maintiennent le blocus de façon unilatérale.

Le blocus a eu des incidences notoires sur la société cubaine et en particulier sur la santé publique. En effet, les mesures d'embargo incluent les fournitures d'aliments, de médicaments et d'équipements divers. Si les experts cubains ont estimé à 60 milliards de dollars le coût du blocus pour l'ensemble du pays, le ministère de la Santé, pour sa part, estime à 2 193 millions de dollars le coût des mesures nord-américaines contre la santé publique de Cuba. Beaucoup de firmes pharmaceutiques ont renoncé à approvisionner les hôpitaux cubains, car le principe de l'extraterritorialité s'applique aussi dans ce

domaine. Et les souffrances imposées à la population par ces mesures, notamment aux malades et aux enfants, ne sauraient être comptabilisées.

L'embargo eut un effet limité sur Cuba durant les premières décennies car le pays bénéficiait de l'aide de l'URSS et pouvait exporter ses produits. L'effet du blocus a grandement augmenté avec la chute du bloc socialiste car les importations soviétiques ne purent être remplacées.

Cependant, depuis 2001, des achats de produits américains ont pu être réalisés par Cuba, malgré les lois draconiennes qui empêchent les hommes d'affaires nord-américains de se rendre à Cuba. Des accords de vente ont été passés par plusieurs États nord-américains avec Cuba. C'est ainsi qu'à la Foire internationale de La Havane de 2005 (Fihav), qui a rassemblé 2 000 entreprises de 42 pays, certains représentants d'États américains ont pu être présents. Des accords ont été signés entre Cuba et les États du Nebraska (achats de soja, de blé), de Californie (viande de bœuf), Arkansas, Louisiane et Caroline du Nord. Les dirigeants cubains calculent que, si les restrictions imposées par les États-Unis n'existaient pas, dans les cinq prochaines années (à savoir, entre 2006 et 2010) le commerce entre Cuba et les États-Unis pourrait atteindre les 20 000 millions de dollars. Ces restrictions sont essentiellement celles qui furent établies en février 2005 par l'OFAC (Bureau de contrôle des avoirs étrangers), stipulant le paiement avant la livraison des achats cubains, sans possibilités de crédits. Cela montre que ces achats de Cuba à certains États américains ne sauraient être confondus avec une levée éventuelle du blocus, dont les effets néfastes pour Cuba restent entièrement à l'ordre du jour. Le troisième partenaire commercial de Cuba était en 2005 le Canada, et le ministre cubain du Commerce extérieur déclarait, à ce sujet : « Cuba et le Canada représentent l'un des rares exemples dans le monde où un pays riche investit dans un pays pauvre pour des bénéfices mutuels. »

Pour conclure sur cette question complexe et parfois polémique, il est indéniable que le blocus, loin d'être un alibi pour justifier les pénuries, a constitué et constitue encore un lourd handicap pour l'économie cubaine. Il prive Cuba de son principal marché et de son lieu d'achat le plus proche. Quant à l'impossibilité d'obtenir des prêts auprès des organismes internationaux, cela revient à empêcher ou tout au moins à freiner une politique de développement, quelles que soient sa nature et ses options.

### **III. Les relations de Cuba avec le reste de l'Amérique latine**

Le principal objectif de la politique extérieure de Cuba dans la région était de tout faire pour contribuer à la construction d'un destin commun en Amérique latine. L'inspiration, là aussi, remontait aux conceptions de José Martí pour « *Nuestra América* ». Depuis 1959, cette politique a connu plusieurs étapes :

- *Une étape de réinsertion sur la scène latino-américaine (1959-1962).* Le gouvernement révolutionnaire élargit ses liens avec les États démocratiques du continent et essaie de se faire entendre des organisations internationales (discours de Castro aux Nations Unies en 1960 ; et de

Che Guevara à Punta del Este). Mais Cuba est expulsée de l'oea en 1962 et réplique, nous l'avons vu, par la 2<sup>e</sup> Déclaration de La Havane.

- *Étape de détérioration et d'isolement officiel de Cuba en Amérique latine (1962-1970)*. Cette période est marquée par une campagne de l'oea pour obliger les pays membres à rompre avec Cuba, qui réplique par la Déclaration de Santiago (26 juillet 1964). Cuba y proclame son droit à appuyer les mouvements révolutionnaires dans les pays qui favorisent les agressions contre l'île. Tous les États latino-américains rompent avec Cuba, sauf le Mexique. En 1965, devant l'intervention militaire nord-américaine en République dominicaine, Cuba présente la lutte armée comme le principal moyen d'émancipation en Amérique latine. L'olas et l'ospaal sont fondées : cependant il est réaffirmé qu'il n'est pas question d'exporter la Révolution. Cuba recherchait une solidarité révolutionnaire continentale. La mort de Che Guevara, les revers subis par la lutte armée ont remis en question cette option.
- *Étape de rupture de l'isolement (1970-1979)*. Le rétablissement des relations avec le Chili de l'Unité populaire, la tournée de Castro dans les pays andins, les révolutions de Grenade et du Nicaragua, la tenue du VI<sup>e</sup> Sommet des non-alignés à La Havane, la formation du sela, tout cela a contribué à redonner à Cuba une présence sur la scène latino-américaine. Elle a cependant été freinée par la contre-offensive des secteurs militaires (Chili, Uruguay).
- *Consolidation des liens de Cuba avec l'Amérique latine (1979-1998)*. De nombreux pays de la région révisent leurs relations internationales et prennent leurs distances avec les États-Unis ; les dictatures militaires tombent, à l'exception du Chili (Argentine, Brésil, Uruguay, Bolivie, Haïti) ; Cuba défend activement la thèse d'un nouvel ordre économique international, par l'élimination de la dette externe ; La Havane œuvre pour une solution négociée en Amérique centrale ; tout un ensemble d'événements et de prises de position qui favorisent des ouvertures importantes dans les relations diplomatiques entre Cuba et l'Amérique latine. En particulier, la recherche systématique par Cuba de solutions négociées dans les conflits en cours a beaucoup contribué à cette ouverture. Avec l'insertion de Cuba dans l'aec (Association des États de la Caraïbe) s'est manifesté un large consensus pour condamner le blocus nord-américain et ses dernières dispositions pour le renforcer (lois Torricelli et Helms-Burton). Les relations s'amplifient. En 1996, Cuba a enfin renoué des relations diplomatiques avec tous les pays d'Amérique du Sud.
- *Au seuil du xxi<sup>e</sup> siècle : une nouvelle donne*. Les données ont bien évolué depuis quelques années. En premier lieu, la Chine joue désormais un rôle important en Amérique latine où elle investit massivement. Près de la moitié de l'investissement direct étranger de la Chine était dirigé en 2004 vers l'Amérique latine. Les échanges entre la Chine et Cuba se sont multipliés, avec des accords de coopération dans les domaines de la science, de la technologie et de la défense. Mais la Chine investit aussi dans l'exploitation des matières premières à Cuba. Elle est ainsi devenue le troisième partenaire commercial de Cuba, après le Venezuela et l'Espagne. À la fin de l'année 2005, elle passait au 2<sup>e</sup> rang. Mais la Chine défend aussi les positions cubaines dans les forums internationaux, faisant de Cuba un partenaire important en Amérique latine.

Dans ce contexte, l'isolement de Cuba n'est plus qu'un souvenir. Cuba a des relations diplomatiques

avec 30 pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Depuis que les partis de gauche ont regagné du terrain dans la région, plusieurs États latino-américains ont porté leurs échanges commerciaux avec Cuba à des niveaux parfois très importants, s'engageant dans une politique interaméricaine nouvelle dont le chef de file est le Venezuela.

Depuis l'élection d'Hugo Chávez à la présidence du Venezuela en 1998, le pays s'est rapproché considérablement de Cuba, tant dans le domaine économique que dans le domaine politique. Le premier accord de coopération fut signé en 2000, instaurant la vente de pétrole vénézuélien à des prix préférentiels en échange de l'envoi de milliers de professionnels cubains dans les zones défavorisées du Venezuela, pour apporter leur concours dans l'éducation, la santé, le sport et la recherche scientifique. À partir de 2002, et notamment depuis 2004, les projets bilatéraux se sont multipliés, qui semblent aller vers une politique d'intégration entre les deux pays. Le pétrole vénézuélien livré à Cuba est de l'ordre de 53 000 barils par jour, ce qui représente en valeur un sixième des importations cubaines et fait du Venezuela le plus grand partenaire commercial de Cuba. En 2005, il y avait environ 20 000 professionnels cubains travaillant au Venezuela, dont 14 000 médecins.

Depuis l'élection d'Evo Morales à la présidence de la Bolivie, ce pays s'est joint au Venezuela dans sa politique d'intégration et, par suite, est devenu à son tour un partenaire majeur de Cuba. Cette politique se fait dans le cadre d'une nouvelle structure qui avait été définie dès 2001, sous le nom d'alba.

L'alba (*Alternativa bolivariana para la América*) a été lancée comme projet par le président Chávez au III<sup>e</sup> Sommet de l'aec (Association des États de la Caraïbe) en décembre 2001. C'est un projet d'intégration latino-américaine et caribéenne qui se donne pour objectif de réduire les inégalités dans un esprit de coopération. Cette « alternative » est une réplique au néolibéralisme et à l'emprise nord-américaine représentés par l'alca ou zlea (Zone de libre-échange des Amériques).

L'alca, la structure ainsi mise en cause par une partie de l'Amérique latine, avait été lancée comme projet au Sommet panaméricain de Miami en 1994. Il prévoit un espace de libre-échange pour les Amériques, applicable à partir de 2005. Ce projet a été vu par plusieurs États latino-américains comme une entreprise hégémonique de la part des États-Unis, d'autant plus que Cuba en a été exclue dès le départ.

L'alba prône la mise en route d'échanges, d'investissements et de programmes fondés sur le principe de la solidarité. Elle s'inspire de l'utopie bolivarienne : Simón Bolívar, le *Libertador*, avait conçu au début du xix<sup>e</sup> siècle l'idée de l'union des pays latino-américains. L'alba, qui exclut l'Amérique du Nord, a pris forme en avril 2005 par la signature d'une quarantaine d'accords commerciaux entre le Venezuela et Cuba, dans les secteurs de la banque, des aéroports, de l'industrie navale, la construction d'immeubles et les industries culturelles. Cette nouvelle structure d'intégration a permis d'approfondir les échanges déjà existants : elle porte à 30 000 le nombre des professionnels cubains qui offrent des services à la population vénézuélienne, elle prévoit la construction de centres médicaux, la formation de personnels de la santé et des traitements médicaux à Cuba pour 100 000 citoyens vénézuéliens. En contrepartie, les livraisons de pétrole vénézuélien à Cuba pourraient être de 90 000 barils par jour.

La Bolivie a décidé, en avril 2006, son entrée dans le système de l'alba. Son gouvernement a pris position contre la mondialisation néolibérale et les accords de libre-échange. Dans le même temps, est intervenue la nationalisation du pétrole et du gaz boliviens. La coopération avec Cuba a, là aussi, été décidée, en mettant notamment la compétence médicale cubaine au service de la population bolivienne.

L'intégration a avancé aussi de façon plus concrète dans le domaine des produits énergétiques, avec des initiatives comme la création de *Petrosur* et *Petrocaribe*. Ces structures visent à regrouper les entreprises pétrolières de plusieurs pays latino-américains producteurs, alliance qui contrôlerait plus de 11 % des réserves mondiales de brut et pourrait peser sur le marché mondial de l'énergie. Quant à *Petrocaribe*, c'est un organisme qui se consacrera à fournir du pétrole à prix préférentiel aux pays de la Caraïbe. Les pays signataires sont ceux de la caricom, avec Cuba, Venezuela et la République dominicaine. Il s'agit de nouvelle donne car cela constitue un contrepoids certain aux pressions exercées par les États-Unis sur la région dans le domaine énergétique.

Les industries de la communication sont aussi concernées : le 24 juillet 2005 a été lancée une chaîne de nouvelles télévisées produite par et pour l'Amérique latine, sous le nom de *Telesur*. Cette chaîne est co-financée par le Venezuela (51 %), Cuba (19 %), l'Argentine (20 %) et l'Uruguay (10 %).

Entre Cuba et le Venezuela, une politique d'intégration a été amorcée et s'est accélérée, surtout à partir d'un accord de décembre 2004 qui proclame que les deux États ont décidé de concrétiser leur volonté d'intégration par la multiplication d'échanges de biens et de services, guidés par le principe de la solidarité. C'est ainsi que cet accord prévoyait la mise en commun des efforts des deux pays pour l'élimination de l'analphabétisme et la mise en œuvre de programmes de santé dans des pays tiers d'Amérique latine. Les deux pays décidaient la réalisation d'investissements d'intérêt mutuel sous forme d'entreprises mixtes ou d'autres modalités d'association. Ils décidaient également l'extension réciproque de leurs réseaux bancaires, et tous les mécanismes permettant une intégration économique en tenant compte des différences structurelles propres à chacun des deux pays, notamment l'appartenance du Venezuela à des institutions internationales fermées à Cuba par la politique de blocus nord-américaine. Les deux pays décidaient l'élimination des droits de douane sur leurs importations mutuelles, l'extension d'un statut privilégié aux transports maritimes et aériens des deux nations. Cuba offrait au Venezuela un prix garanti pour son pétrole, des milliers de bourses pour des étudiants vénézuéliens, une coopération étroite dans les domaines de l'éducation et de la médecine. Le Venezuela, pour sa part, outre la fourniture de pétrole, prenait les mêmes dispositions douanières en faveur de Cuba et offrait une coopération spéciale dans le domaine énergétique, de grande importance pour Cuba, avec des actions similaires dans la biodiversité, les télécommunications, le tourisme, etc.

Les réalisations et résultats sont déjà considérables : En 2004 a été mise en route la « Mission Miracle », grâce à laquelle 300 000 Vénézuéliens ont recouvré la vue, après avoir reçu un traitement sur le sol cubain. La valeur des échanges commerciaux entre les deux pays a été multipliée par six entre 2001 et 2006. Dans le cadre de l'application de l'alba, se sont multipliés les accords tripartites, par exemple entre Venezuela, Cuba et Haïti (mars 2007), afin de créer en faveur de la nation la plus pauvre du continent de véritables mécanismes de coopération en matière de santé, éducation, économie et ressources énergétiques. La création de *Petrocaribe* a rendu possible la

fourniture de dérivés du pétrole à Haïti. Et l'incorporation de l'État d'Haïti dans l'alba est mise à l'étude.

En 2007, l'alba comprend Cuba, le Venezuela et la Bolivie, et l'accession du Nicaragua et de l'Équateur comme nouveaux membres est attendue, ainsi que celle de la République d'Haïti.

D'autre part, en février 2007, le secrétaire général de l'oea, José Miguel Insulza, dont Cuba avait été exclue quarante-cinq ans auparavant (1962), a souhaité de façon réitérée la reprise du dialogue avec Cuba. Plusieurs pays membres de cette organisation ont manifesté leur désir de voir Cuba y revenir, mais l'idée de ce retour a toujours rencontré l'hostilité des États-Unis.

Après la chute de l'urss, Cuba ne pouvait plus être vue comme un problème géopolitique par les États-Unis, dont l'hostilité envers le régime de La Havane obéissait essentiellement aux pressions des lobbies anti-castristes et leur rôle dans les élections nord-américaines. Au cours des dernières années, l'évolution idéologique et économique de l'Amérique latine a apporté une nouvelle donne, dans laquelle Cuba joue déjà un rôle de protagoniste important, et pour cette raison peut redevenir un problème de politique étrangère pour l'administration de Washington. Celle-ci a encore renforcé les mesures d'embargo en 2004 et a tenté de réduire les exportations alimentaires existantes. Plus que jamais, Washington manifeste sa volonté de défier la souveraineté cubaine en tentant de provoquer par tous les moyens une transition politique. Les dirigeants américains considèrent avec inquiétude le risque d'une baisse d'influence des États-Unis en Amérique latine, due essentiellement, selon eux, à l'action de Cuba et du Venezuela. La constitution de l'alba leur apparaît comme un danger pour leur influence dans la région, préoccupation à laquelle s'ajoute l'alliance entre Cuba et la Chine, qui est susceptible de réduire les effets de l'embargo.

Au seuil du nouveau millénaire, Cuba se trouve, après de longues périodes d'isolement et de lourdes difficultés économiques, en situation de jouer à nouveau un rôle sur le plan international. Avec le Venezuela et la Chine, l'île bénéficie de deux alliés importants. La Chine est un membre décisif du Conseil de sécurité des Nations Unies, et le Venezuela peut jouer un rôle capital au sein de l'oea. À Cuba, même la classe politique cubaine pourra disposer d'une nouvelle marge de manœuvre en s'appuyant sur les nouvelles relations établies sur le plan international pour construire son propre avenir.

## Notes

[1] Noam Chomsky , Cuba et les États-Unis : près d'un demi-siècle de terrorisme, in *Washington contre Cuba...*, Paris, Le Temps des cerises, 2005, p. 31.

# Chapitre VII

## La culture

### I. La culture cubaine avant 1959

#### 1.

##### A) L'époque coloniale

La première œuvre littéraire à Cuba date de 1608 : c'est un poème de Silvestre Balboa connu sous le nom de *Miroir de Patience* (*Espejo de paciencia*), dans lequel apparaît pour la première fois l'adjectif *criollo*, avec le sens d' « autochtone », qui est de « la terre », marquant ainsi une première différenciation par rapport à l'Europe et qui conduira progressivement à une conscience « cubaine ». L'influence africaine a, pour sa part, teinté très tôt la culture coloniale hispanique (ainsi, le *Son de la Ma Teodora*, au xvi<sup>e</sup> siècle, est un romance castillan modifié à la manière africaine).

À la fin du xviii<sup>e</sup> siècle, l'esprit créole se manifeste autour de la Société économique des amis du pays : les poètes chantent la terre de Cuba (indianisme, sibonéisme) et la littérature se cubanise. Cette époque est dominée par des penseurs fondateurs de la conscience nationale à la tête desquels on trouve le P. Felix Varela, prêtre, professeur, philosophe et homme politique né en 1788 à La Havane : les Cubains parlent de lui en disant : « Il nous a appris à penser. » Il a formé les hommes les plus marquants de son temps (Saco, del Monte, José de la Luz) et il fonda en 1821 la première chaire de droit d'Amérique latine : élu député afin de représenter Cuba aux Cortes d'Espagne, il dut s'exiler aux États-Unis d'où il travailla à l'indépendance cubaine. José de la Luz y Caballero, né en 1800 à La Havane, philosophe, fut, avec Varela, l'un des fondateurs de la conscience nationale. Disciple du P. Varela, ses nombreux écrits furent publiés dans les journaux et revues cubaines, ce qui lui valut une immense popularité.

Au début du xix<sup>e</sup> siècle également, le réformiste José Antonio Saco publie une monumentale *Histoire de l'esclavage*, dans laquelle il prône l'abolition de la traite. Le plus grand poète du siècle est sûrement José María Heredia (1803-1839) – cousin de notre Heredia parnassien, lui aussi né à Cuba –, dont les vers ont enthousiasmé des générations de Cubains. À l'âge de 17 ans, Heredia était déjà l'un des meilleurs poètes de langue espagnole. À 19 ans, il fut obligé de s'exiler et vécut aux États-Unis et au Mexique. Il donne au paysage insulaire de Cuba un sens national exceptionnel : Martí vit en lui « le premier poète d'Amérique ».

Au fil du siècle, les cercles littéraires privés se multiplient, à cause de la censure coloniale, tel celui

de Domingo del Monte (1804-1853), qui démontre des préoccupations anti-esclavagistes. Des écrivains mulâtres ou de souche modeste prennent la relève comme première génération romantique : le poète Gabriel de la Concepción Valdés, dit Plácido (1809-1844), fusillé par les Espagnols lors de la conspiration de la Escalera, José Jacinto Milanés, poète et dramaturge (1814-1863), et Anselmo Suárez y Romero (1818-1878) dont le roman *Francisco* (écrit en 1839 à la demande de Del Monte, interdit par la censure et publié après sa mort en 1880 à New York) peint les horreurs de l'esclavage. Un ancien esclave, Francisco Manzano, passé sous la protection de Del Monte, a laissé un document de première importance : l'autobiographie d'un esclave noir dans la Cuba du xix<sup>e</sup> siècle. La deuxième génération romantique comporte des poètes populaires comme Juan C. Nápoles Fajardo, connu sous le nom de *El Cucalambé*, Francisco Poveda, *El Trovador cubano*, ainsi que de nombreux poètes anonymes qui pratiquent la *décima*. Un autre poète romantique fut Juan Clemente Zenea, lui aussi fusillé par les Espagnols, auquel s'associe Luisa Pérez de Zambrana, etc.

Dans cette même période, de nombreux écrivains *costumbristas* dénoncent, au moyen de tableaux de mœurs souvent très critiques, les abus et la corruption du régime et de la société coloniale. L'œuvre la plus marquante, la plus audacieuse et achevée est le roman de Cirilo Villaverde, *Cecilia Valdés ou La colline de l'ange* (première partie publiée à La Havane en 1839, édition définitive publiée à New York en 1882). Sur le thème des amours incestueuses d'une belle mulâtresse avec un jeune et riche fils d'une famille de la grande bourgeoisie esclavagiste, Villaverde a écrit une œuvre réaliste très forte qui dénonce la corruption de la société esclavagiste. Mais il va beaucoup plus loin en proposant des analyses très profondes des rapports maîtres-esclaves et en posant les fondements de la future nation multiraciale. Le roman, né dans la littérature cubaine au cours du xix<sup>e</sup> siècle, s'inscrit dans la double tendance universelle du romantisme et d'un réalisme critique. Outre Villaverde, s'y sont essayés Felix Tanco, Colombien de Cuba, avec *Petrona y Rosalía* (1838) sur le thème de l'esclavage, Anselmo Suárez y Romero avec *Francisco* (1880), puis Ramón Meza qui peint les ambitions sociales de la fin du siècle dans *Mi tío el empleado* (1887), alors que le courant naturaliste est repris par Martín Morúa Delgado avec son roman *Sofía* (1891).

À la même époque, outre Heredia et Plácido, toute une génération de poètes chante la patrie et la liberté cubaines, thèmes normalement prohibés, ce qui les amène à écrire à mots couverts. Mais la période tumultueuse de la fin du siècle, avec ses deux guerres d'indépendance, est dominée aussi sur le plan littéraire par une personnalité exceptionnelle, celle de José Martí.

*José Martí (1853-1895)*. – L'apôtre et martyr de l'indépendance cubaine, organisateur de la guerre de 1895, dont l'action et la pensée ont inspiré les révolutionnaires tout au long du xx<sup>e</sup> siècle, fut aussi un écrivain de premier plan. Il s'est trouvé exilé en Espagne à deux reprises, puis a séjourné au Mexique, au Guatemala, au Venezuela et aux États-Unis (de 1881 à 1895), autant d'expériences qui l'ont conduit à construire une œuvre de dimension continentale : il est le premier auteur à avoir formulé une doctrine américaniste cohérente, et qui tient compte de l'histoire et des hommes. Ses nombreux articles et chroniques, ainsi que ses discours, contiennent une analyse critique du monde latino-américain et de la société nord-américaine dans son siècle. Ils constituent aussi une quête passionnée de l'identité de ce qu'il appelle *Nuestra América* – à savoir, le continent qui s'étend de la frontière nord du Mexique jusqu'à la Terre de Feu. Il rejette les modèles étrangers et il élabore une pensée anti-impérialiste très précoce, car, dès 1885, il annonce avec plus de dix ans d'avance les dangers que courra Cuba après son indépendance coloniale.

L'homme et l'œuvre ne font qu'un chez Martí : « Toute parole doit contenir un acte. » Grand orateur, auteur de milliers de lettres et de chroniques, son style a provoqué l'admiration de personnalités comme Miguel de Unamuno, Rubén Darío ou Gabriela Mistral. Et cet homme d'action, qui fut le démocrate révolutionnaire le plus radical de son temps, fut aussi un poète remarquable : le recueil *Ismaelillo*, inspiré par son fils, est de 1882. Il écrit la même année la plupart de ses *Vers libres*, et publie les *Vers simples* en 1891. Les *Vers simples* sont ceux qui ont provoqué chez la critique le plus d'analyses admiratives, et sont considérés comme le sommet du dépouillement dans la forme et la biographie réelle de leur auteur. Martí ouvrait brillamment la voie au modernisme latino-américain. Il le fit aussi par son unique roman, *Lucía Jérez*, publié en 1885. Il a assuré le passage du romantisme au modernisme et a renouvelé la pensée latino-américaine en cette fin de siècle.

L'autre figure poétique du modernisme cubain est celle de Julián del Casal, avec une influence des parnassiens et symbolistes français.

Les **arts plastiques** et essentiellement la peinture à l'époque coloniale sont naturellement tributaires de la disparition des peuples autochtones, d'abord, de l'évangélisation, ensuite, qui impose une peinture religieuse. Au xix<sup>e</sup> siècle, avec la fondation de l'Académie de San Alejandro (1818), apparaît une peinture faite par des *criollos* pour satisfaire les goûts de la bourgeoisie cubaine. Son premier directeur fut le Français Jean Baptiste Vermay. L'essor des arts plastiques sur l'île va être étroitement lié aux avatars de cette académie qui sera dirigée en 1850 par un autre Français, Frédéric Mialhe. Ce n'est qu'en 1878 que Miguel Melero y Rodriguez, un Cubain créole, sera nommé au poste de directeur. Il dirige l'institution pendant vingt-neuf ans, y fait entrer les femmes, impose les modèles vivants. Désormais tous les directeurs seront cubains.

## **B) L'époque républicaine jusqu'en 1958**

Le premier tiers du xx<sup>e</sup> siècle est caractérisé par l'engagement des meilleurs intellectuels contre les dictatures. Dans les années 1920, c'est le cas notamment de Julio Antonio Mella et Rubén Martínez Villena. Mella, fondateur de l'Université populaire José-Martí, co-fondateur du Parti communiste de Cuba avec Carlos Baliño, assassiné sur ordre du dictateur Machado, fut aussi l'auteur de remarquables *Commentaires (Glosas)* à la pensée de José Martí. En 1926, le groupe « Minorista », noyau de jeunes intellectuels de gauche, publia une anthologie, *La poésie moderne à Cuba*, qui couvre la période de 1882 à 1925. Ses membres, au nombre desquels on compte Rubén Martínez Villena, Juan Marinello et Alejo Carpentier, signèrent un manifeste contre le dictateur Gerardo Machado. Avec les années 1930, on assiste à l'expression d'un mouvement « négriste » avec les premiers poèmes de Nicolás Guillén, les *Motifs de son*, publiés en 1930 à La Havane. Simultanément paraît l'*Anthologie de la poésie noire hispano-américaine* d'Emilio Ballagas (1935), ainsi que les principaux travaux sur les Noirs de Cuba de l'ethnologue cubain Fernando Ortiz. Dans ce courant on trouve également les contes de Lydia Cabrera et le premier roman de Carpentier, *Ecué-Yamba-O* ; et dans les arts plastiques se distingue l'œuvre picturale de Wifredo Lam.

La **poésie** connaît plusieurs générations, disciples de Del Casal d'abord, ensuite avec la fin du modernisme, des auteurs comme Regino Boti (1878-1958), José Manuel Poveda (1888-1926). Cette génération s'organise autour de la *Revista de Avance* (1825). Les années 1920 apportent une poésie sociale, dont la figure la plus forte sera celle de Nicolás Guillén, mais aussi Regino Pedroso, Felix

Pita Rodríguez, etc. La génération qui produit entre 1933 et 1959 s'exprime dans des revues comme *Orígenes* (1944-1956) sous la conduite de José Lezama Lima. Le groupe « Orígenes » comptait des intellectuels aussi importants que des écrivains comme Virgilio Piñera, Cintio Vitier, Fina García Marruz, Eliseo Diego, des peintres comme René Portocarrero, Mariano, des musiciens comme José Ardévol et Julián Orbón.

Nicolás Guillén (1902-1989) est considéré comme le poète le plus représentatif de ce « négrisme » des débuts qui évolue vers l'expression et la défense d'une poésie mulâtre et universelle. Typographe et journaliste, il prit part dans sa jeunesse à la vie culturelle et politique, ce qui lui valut l'exil à plusieurs reprises. Sa production littéraire se nourrit de l'avant-garde des années 1920, mais il se fait connaître par ses recueils de poèmes noirs et mulâtres des années 1930 : *Motivos de son* (1930), *Sóngoro cosongo. Poèmes mulâtres* (1931), *West Indies Ltd.* (1934), dans lesquels il recherche l'expression authentique d'une culture métissée comme son pays et un engagement social qui va s'affirmer au fil des années. C'est le cas de *Chants pour soldats et sons pour touristes* (1937), *El son entero* (1947), *La Colombe au vol populaire* (1958), où il s'engage pour défendre la patrie cubaine, lutter contre les discriminations. Avec *Espagne. Poème en quatre angoisses et une espérance* (1937), il réagit devant la guerre civile espagnole et l'assassinat de García Lorca. Après 1959, le recueil *Tengo* (1964) est un chant à la Cuba révolutionnaire, puis paraissent *Poèmes d'amour* (1964), *Le Grand Zoo* (1967), *La Roue dentée* (1972), etc., *Sur la mer des Antilles, Poèmes pour enfants et adultes* (1977). Il occupa dans la Cuba socialiste des postes culturels importants, comme la présidence de l'Union nationale des écrivains et artistes de Cuba.

**Le roman.** Le début du xx<sup>e</sup> siècle est dominé par la frustration des aspirations révolutionnaires qui devient un thème récurrent chez les jeunes narrateurs. Les romanciers les plus significatifs sont Miguel de Carrión, né en 1875 (*Las honradas*, 1917 ; *Las impuras*, 1919), Carlos Loveira né en 1882 (*Los inmorales*, 1919 ; *Generales y Doctores*, 1920 ; *Juan Criollo*, 1927), Luis Felipe Rodríguez né en 1884 (*Ciénaga*, 1937). Dans l'œuvre de Carrión, la femme occupe une place prépondérante. Dans les années 1930, on note les premières œuvres de Carpentier et d'Enrique Serpa (*Contrabando*, 1938). Le romancier le plus éminent sera Alejo Carpentier, avec une œuvre exceptionnelle entreprise avant la Révolution avec des romans de la plus haute importance comme *Le Royaume de ce monde* (*El reino de este mundo*, 1949), *Le partage des eaux* (*Los pasos perdidos*, 1953) et *La Traque* (*El acoso*, 1956). Et l'auteur le plus prestigieux du groupe *Orígenes* fut sans nul doute José Lezama Lima (1910-1976), dont le roman *Paradiso* (écrit avant la Révolution, mais publié en 1966) est considéré comme une œuvre majeure dans le monde entier.

À côté de la poésie, du roman et de l'essai, l'époque républicaine a connu d'autres productions intéressantes, notamment dans le conte, le théâtre et l'essai.

**Le conte** est apparu tardivement dans la littérature cubaine, où il a d'ailleurs été souvent confondu avec le roman court (*novela corta*). Esteban Borrero Echeverría propose en 1905 un conte philosophique et allégorique sur le thème de la frustration motivée par l'ingérence américaine (*El ciervo encantado*), et la terre cubaine sera le thème central des contes paysans de Jesús Castellanos (*De tierra adentro*, 1906). Puis, de cette veine vernaculaire, le conte cubain évolue vers le thème afro-cubain. C'est dans les années 1920 que le conte gagne la faveur du public et devient le genre le plus populaire avec la poésie. Dans les années 1930, sont assimilées les techniques narratives de

certaines conteurs américains ainsi que la technique cinématographique (Enrique Serpa, ou encore Pablo de la Torriente Brau (1902-1936), tué en Espagne en défendant la République). Onelio Jorge Cardoso et Dora Alonso cultivent avec bonheur le conte réaliste paysan. Le thème négriste vise à réhabiliter la culture noire, source populaire de racines africaines autour de Fernando Ortiz : Les *Cuentos negros de Cuba* de Lydia Cabrera sont de 1940, ceux de Rómulo Lachatañeré (1910-1952) et de Ramón Guirao (1908-1949) reconstituent un authentique folklore noir.

Le conte est un genre très fécond dans les années 1940 et 1950. Les conteurs les plus connus sont Felix Pita Rodríguez et Dora Alonso, entre autres, jusqu'au recueil d'Alejo Carpentier, *Guerra del tiempo*, en 1958, où s'impose le « réel merveilleux ».

Le **théâtre** est le plus ancien mode d'expression pratiqué au xvi<sup>e</sup> siècle dans la région de Santiago de Cuba. Les fêtes du Corpus et les *autos sacramentales* ont été apportés d'Espagne, et produisent un théâtre religieux. Mais la censure s'exerce à l'encontre de spectacles profanes. Au xix<sup>e</sup> siècle, se développent des scènes de rue interprétées par des Noirs. Mais le théâtre cubain naît vraiment avec Francisco Covarrubias (1775-1850), qui « cubanise » les *sainetes* d'origine espagnole. Le théâtre du xix<sup>e</sup> siècle est dominé par trois figures : José Jacinto Milanés (1814-1863), Joaquin Lorenzo Luaces (1826-1867) et surtout Gertrudis Gómez de Avellaneda (1814-1873). Avec le théâtre *bufo* et les mélodrames, ce genre très populaire va provoquer la multiplication des théâtres dans toute l'île. Les premières années de la République sont influencées par les Espagnols Echegaray, Galdós et Benavente. Mais le public réclame du théâtre satirique et de mœurs, d'où le succès du théâtre « Alhambra » à La Havane (1890-1935) qui reprend l'héritage du théâtre *bufo* avec ses personnages typiques (le Galicien, le *negrito*, la *mulata*, etc.). En réponse apparaît un théâtre *culto*, influencé par Ibsen entre autres. Dans les années 1930, les formes et inspirations évoluent vers des tendances rénovatrices (« Théâtre universitaire », « Académie d'art dramatique »), qui voient fleurir les petits théâtres. Les thèmes sont très divers : problèmes sociaux, lutte des paysans cubains contre les abus des possédants ou contre la nature, l'actualité nationale avec la discrimination raciale, la tragédie de l'industrie sucrière, etc. (l'œuvre de Paco Alonso en est une illustration exemplaire). Carlos Felipe (*El Chino*, 1947), Virgilio Piñera (*Electra Garrigó*) donnent de nouvelles avancées à l'art dramatique dans les années 1950, à la veille de la Révolution.

Les **arts plastiques** sous la République continuent à se développer à l'Académie qui est dotée d'un nouveau plan d'études en 1899. En 1927, l'école se vit octroyer le droit de nommer des professeurs en dessin et peinture, et dessin et modelage. Armando Menocal fut nommé directeur et le Santiagais Juan Emilio Hernández Giro directeur des Beaux-Arts. Sous le régime de Batista, en 1953, il fut stipulé que les directeurs seraient nommés par le président de la République.

Les années 1920 virent une forte réaction de l'avant-garde, et ce courant moderne eut sa plus importante exposition en 1927, sous l'égide de la *Revista de Avance*. Elle eut des initiateurs de grand talent comme Eduardo Abela, Víctor Manuel, Antonio Gattorno et Carlos Enríquez, entre autres. Les meilleurs artistes voyagent en Europe : ainsi sont créés les premiers classiques du modernisme cubain, depuis le continent européen. Leur retour à Cuba s'opère à partir de 1934, après la chute du dictateur Machado : ils s'approprient l'espace national, c'est la créolisation de la peinture d'Amélia Peláez et des œuvres de Carlos Enríquez. En 1939, c'est le retour de Marcelo Pogolotti. Cet « art nouveau » cubain s'oriente vers le créolisme, l'afro-cubanisme et la peinture à thématique sociale.

C'est une production à la fois métissée et politisée. Le premier Salon d'Art moderne en 1937 consolida ce mouvement, avec de jeunes artistes qui donnaient à l'art cubain une nouvelle inspiration concrétisée par l'École de La Havane dans les années 1940. Avec cette consolidation, d'autres figures apparaissent : Mariano Rodriguez, Portocarrero, qui considèrent leurs prédécesseurs comme des maîtres. Ce nouveau groupe recherche aussi une expression cubaine au sein de la modernité occidentale. Le 2<sup>e</sup> Salon de 1938 réunit un ensemble impressionnant d'art cubain moderne. L'esthétique mexicaine, le muralisme exercent leur influence, et certains jeunes artistes cubains partent au Mexique. Dans les années 1940, le thème social et politique disparaît, l'afro-cubanisme est balayé par l'irruption de Lam. On s'intéresse aux paysages urbains, en particulier de La Havane qui devient un espace mythique. Les couleurs sont expansives et sensuelles, et la décoration remplit tout l'espace, en une accumulation « baroque ». Quant à Wifredo Lam (1902-1982), après un long séjour européen et la pratique de l'atelier de Picasso (à partir de 1938), la rencontre avec André Breton à Marseille sous le régime de Vichy, il revient à Cuba en 1941 où il réalise en 1942 l'œuvre qui devait l'immortaliser, *La jungle*, dans laquelle apparaissent les personnages du panthéon yoruba. Depuis Paris, où il s'installe en 1952, il appuie l'opposition à Batista et acquiert une reconnaissance internationale.

## II. Culture et Révolution

### 1.

#### A) Le temps des redéfinitions

Dans la période qui a suivi le triomphe de l'Armée rebelle, marquée par l'effervescence révolutionnaire, avec les grandes réformes qui changeaient toute la société, mais aussi un climat de menaces et d'agressions permanentes, il était nécessaire de définir la Révolution, mais il fallait d'abord la sauver, la faire vivre. C'est pourquoi tenter de définir la politique culturelle de la Révolution revêtait une importance vitale. Ce fut le contexte et le sens des débats qui ont eu lieu à la Bibliothèque nationale de La Havane, en juin 1961, et auxquelles prirent part les figures les plus représentatives de l'intelligentsia cubaine, en présence du Premier ministre Fidel Castro, du président de la République Osvaldo Dorticós, du ministre de l'Éducation Armando Hart, et autres dirigeants. La conclusion de ces trois journées de débats a été exposée par Fidel Castro, dans le document qui est passé à l'histoire sous le titre de « Propos aux intellectuels ».

La Révolution avait rendu obsolète le rôle de l'intellectuel comme élite : la valeur nouvelle était l'égalité, le dialogue permanent avec les dirigeants, la ville considérée comme un espace public, etc. ; tout cela créait une nouvelle culture. Beaucoup d'artistes avaient rompu avec le pouvoir batistien, à commencer par les plus prestigieux (Alicia Alonso, Alejo Carpentier, Wifredo Lam, José Lezama Lima, etc., se retrouvaient dans l'opposition ou la tour d'ivoire).

En 1959, la Révolution ne leur imposa aucune idéologie : l'avenir reposait sur des valeurs héritées de Martí, comme l'idée de souveraineté nationale. La Révolution prit une série d'initiatives en ce sens et très rapidement : création de l'Imprimerie nationale, de l'icaic (Institut cubain d'art et

d'industrie cinématographiques), de la Casa de las Américas, appui total au Ballet national, à l'Orchestre symphonique, à la Bibliothèque nationale, lancement de l'épopée de l'alphabétisation, d'un vaste plan de bourses d'études, etc. Les utopies se réalisaient, tout était devenu possible, sauf l'opposition des intellectuels à la Révolution.

La question de la définition culturelle se posa en 1961, au moment où la Révolution se définit clairement comme socialiste, les États-Unis rompent les relations, l'invasion de la baie des Cochons est repoussée par l'armée du peuple, mais l'on s'attend à une autre agression à n'importe quel moment.

Dans ces conditions, les dirigeants souhaitaient une Révolution non seulement soutenue par une avant-garde, mais encore épousée par une large classe révolutionnaire populaire. Les réunions des intellectuels en juin 1961 expriment bien ce contexte et ces tensions. La question était : Quelles seraient les limites de la création intellectuelle ? En fait, il s'agissait de beaucoup plus, il s'agissait de la survie de la Révolution. Du discours final, on a souvent seulement retenu la fameuse formule de Fidel Castro : « Dans la Révolution tout, contre la Révolution rien... » Il considérait que la valeur suprême était la Révolution, et que sa défense constituait le premier des devoirs. Il s'agissait de créer une culture qui représente le processus en cours. Cela serait le cas dans les arts graphiques (affiches), la musique et le cinéma, mais le roman va rester en retrait. Les écrivains qui reviennent à Cuba trouvent des conditions nouvelles, un public avide de culture, des maisons d'édition à leur disposition. On souhaitait éviter les expériences dogmatiques qu'avaient connues d'autres pays socialistes et les contraintes bureaucratiques imposées aux artistes. La Révolution avait décidé de livrer bataille à l'inculture, le créateur devait donc produire pour le peuple, et le peuple devait élever son niveau culturel.

## **B) Le « quinquennat gris »**

Les années 1971-1976 sont considérées par tous comme négatives car la politique culturelle est tombée aux mains de personnes médiocres et sectaires qui voulurent ériger en dogme le réalisme socialiste. L'affaire Padilla, les erreurs de l'Offensive révolutionnaire de 1968 (nationalisation des petits commerces), l'échec des Dix Millions en 1970, le rapprochement de Cuba avec l'URSS, un début de soviétisation idéologique, tout cela aboutit à la rupture du consensus des premières années sur la politique culturelle. La confiance perdue a été largement retrouvée en 1976 avec la création du ministère de la Culture et la nomination, à sa tête, d'Armando Hart.

## **C) L'impact sur la culture de la « période spéciale »**

De nombreux auteurs, cubains et étrangers, constatent que la « période spéciale », avec ses interrogations, ses pénuries, a libéré la politique culturelle et a fait que l'art est devenu plus indépendant du pouvoir. Par suite de la pénurie de papier, le remarquable mouvement éditorial antérieur à 1990 fut substitué par une activité artisanale, et les auteurs changèrent de point de vue, avec un repli sur le discours individuel.

Les difficultés conjoncturelles ont retiré aux artistes une grande part du soutien institutionnel, et du même coup ils ont trouvé une plus grande liberté pour commercialiser leurs œuvres dans le monde ;

une « culture du débat » s'est imposée, les thèmes autrefois tabous ne le sont plus (homosexualité, marginalité, double morale, corruption, exil, prostitution, drogue, fantasmes, etc.), sont désormais récurrents dans des œuvres souvent fortement critiques). De nouvelles revues sont nées et offrent des points de vue très divers. Des créateurs relégués dans les années 1970 sont réhabilités et sont intégrés pleinement dans la culture nationale, changement d'attitude qui s'étend aux auteurs de la diaspora. Les auteurs cubains de l'exil voient maintenant leurs livres exposés dans les Foires du Livre aux côtés de ceux des Cubains de l'intérieur. Le cinéma est obligé de recourir à des co-productions avec des pays étrangers (France, Espagne, Venezuela, etc.), la création littéraire recherche des co-éditions, mais cela n'a pas empêché cette production de mener une réflexion très critique sur la société vécue et constamment remise en question.

## D) Le cinéma

Dès le mois de mars 1959, était créé l'icaic dont la mission était de prendre en charge les activités relatives au cinéma dans le pays. Le cinéma étant le moyen de communication de masse le plus performant de l'époque, l'icaic prit en charge toutes les activités liées au cinéma, depuis la production de films jusqu'à leur distribution. Une Cinémathèque fut créée à La Havane en février 1960. Le *cinemóvil* fut chargé de projeter des films dans les lieux les plus reculés du pays (*Por primera vez*, un court métrage d'Octavio Cortázar (1967), en témoigne). En outre, la revue *Cine cubano* sort en 1960. L'icaic garda une certaine autonomie qui permit de produire un cinéma ouvert, non dogmatique, sous la direction d'Alfredo Guevara (né en 1925). Il sera une figure clé du cinéma cubain, qui fonde l'icaic avec Julio García Espinosa et Tomás Gutiérrez Alea.

La phase de formation, première étape, s'ouvre en 1959 et travaille dans l'urgence avec des moyens limités, produisant surtout des courts métrages pour des raisons de manque de moyens. C'est l'époque des *Noticieros* (Bulletin d'information) de Santiago Alvarez. Les premiers longs métrages sont de 1960 : *Cuba baila* (comédie très critique sur la bourgeoisie pré-révolutionnaire) et *Historias de la revolución* (la guérilla contre le régime de Batista) sont réalisés par García Espinosa et Gutiérrez Alea. *Historias de la revolución* est un film important qui ouvre réellement l'époque post-révolutionnaire et qui, inspiré par le néoréalisme, n'imposait pas une histoire officielle et didactique.

De nombreux étrangers séduits par la Révolution en diffusèrent les images : Sartre, Simone de Beauvoir, certes, mais aussi des cinéastes comme Chris Marker, Agnès Varda, Joris Ivens qui vinrent travailler avec l'icaic. Mais le cinéma cubain prend son véritable essor à partir de 1966 : courts métrages, œuvres de fiction comme *Manuela* d'Humberto Solás, *La mort d'un bureaucrate* et *Mémoires du sous-développement* de Tomás Gutiérrez Alea, *Lucía* de Solás, *La première charge à la machette* de Manuel Octavio Gómez, qui sont les fruits de la bonne santé de l'icaic et de la formation des cinéastes et techniciens. *Memorias del subdesarrollo* (1968) est une œuvre complexe dont le protagoniste est un intellectuel qui n'adhère pas à la Révolution mais décide de rester à Cuba pour observer – un film qui laissait le spectateur dans le doute avec une richesse formelle assez déconcertante de collage entre fiction et documentaire. Quant à *Lucía* (1968) de Solás, il met en scène trois femmes à trois époques différentes de l'histoire de Cuba : en 1895, en pleine guerre d'indépendance ; en 1933, dans le contexte de la révolution manquée contre Machado ; et dans les années 1960, au sein de la société contemporaine. Trois femmes de trois milieux différents : une

aristocrate, une bourgeoise et une jeune paysanne. Pour ces trois histoires, Solás avait recours à des styles différents : celui de Visconti pour la première Lucía, la Nouvelle Vague pour la deuxième et le néoréalisme pour la dernière.

Les années 1970 furent « grises » aussi pour le cinéma avec une production moindre et une fréquentation des salles en forte baisse. Les films produits ont recours à l'histoire de l'indépendance (*La première charge à la machette*, 1969), de l'esclavage (*El otro Francisco*, de Sergio Giral, 1974 ; *La última cena* de Gutiérrez Alea, 1976, qui était à la fois une grande œuvre historique et symbolique). En 1979, Juan Padrón créa le premier longmétrage d'animation de Cuba pour faire revivre *Elpidio Valdés*, jeune héros *mambí* qui lutte contre les Espagnols. Une série de films s'attachait à retracer des épisodes de la lutte révolutionnaire (*El hombre de Maisinicú*, de Manuel Pérez, 1973 ; *El brigadista*, d'Octavio Cortázar, 1977 ; *Los sobrevivientes*, comédie de Gutiérrez Alea, 1978). D'autres traitèrent des thèmes internationalistes, mais aussi des questions de la vie sociale, comme *De cierta manera*, de Sara Gómez (1977). Le thème du machisme et de la femme nouvelle dans la société révolutionnaire devient récurrent (*Portrait de Teresa*, de Pastor Vega, 1979).

Les années 1980 virent la crise provoquée par la production du film *Cecilia* (H. Solás, 1981), d'après le roman populaire de Cirilo Villaverde. Réalisé comme une superproduction, le film prenait un certain nombre de libertés avec le roman, et déclencha un flot de critiques sur ses choix esthétiques, ses infidélités au roman et son coût excessif. Alfredo Guevara dut laisser son poste de directeur de l'icaic à Julio García Espinosa. Cet Institut se réforma vers une plus grande autonomie, avec la mise sur pied de Groupes de création en 1987. La décennie vit aussi une grande ouverture internationale, notamment vers les autres pays latino-américains. La Fondation du nouveau cinéma latino-américain, créée en 1985 sous la présidence de Gabriel García Márquez, ouvrit en 1986 l'École internationale de cinéma et télévision à San Antonio de los Baños, près de la Havane, dont le premier directeur fut l'Argentin Fernando Birri. Les œuvres de cette décennie étaient extrêmement diverses et très nombreuses. Elle signifia aussi le renouvellement de l'œuvre de Gutiérrez Alea, avec *Hasta cierto punto* (1983), de Solás avec *Un hombre de éxito* (1986), de Juan Padrón avec un autre film d'animation, *Vampiros en La Habana* (1986).

Une nouvelle génération commence à créer dans les années 1980 : Jesús Díaz, Juan Carlos Tabío, Fernando Pérez, Daniel Díaz Torres, Orlando Rojas... Leurs thématiques sont variées (*Clandestinos* de F. Pérez, 1987 ; *Se permuta* de J. Carlos Tabío, 1983).

Les années 1990 sont celles de la « période spéciale ». Une nouvelle crise secoua l'icaic avec le film de Daniel Díaz Torres, *Alicia en el Pueblo de Maravillas* (1990), satire du présent sous une forme allégorique. Il ne fut présenté que quelques jours dans les salles. L'icaic vit son autonomie menacée, Alfredo Guevara en reprit la présidence jusqu'en 2000, date à laquelle lui succéda Omar González.

Le manque de moyens financiers oblige alors l'icaic à rechercher des coproductions avec différents pays, des acteurs cubains font une carrière hors de Cuba. Cependant les années 1990 permirent à Gutiérrez Alea de réaliser ses deux derniers films, *Fresa y chocolate* (1993) et *Guantanamo* (1995), véritables testaments cinématographiques. Dans le premier, il s'attaque à l'intolérance en face de l'homosexualité, à la délation et la censure ; le second renouvelle la critique acerbe contre une bureaucratie déshumanisée. Ce courant critique est poursuivi par Solás (*Miel para Oshun*, 2001 ;

*Barrio Cuba*, 2005).

On considère que les révélations de ces dernières années sont Juan Carlos Tabío (*Lista de espera*, 2000) et Fernando Pérez (*Clandestinos*, 1987 ; *Madagascar*, 1994 ; *La vida es silbar*, 1998 ; *Suite Habana*, 2003). Mais de nombreux autres cinéastes interrogent sans complaisance la réalité du présent (Gerardo Chijona, Juan Carlos Cremata, Enrique Colina, Rigoberto López, etc.), faisant de ce cinéma cubain, en dépit des entraves économiques un des plus originaux au monde.

## **E) La littérature**

Les nouvelles conditions économiques et sociales ont largement favorisé le développement du **théâtre**. Les théâtres de poche des années 1950 fonctionnaient de façon intermittente ; on passe aux représentations quotidiennes, et dès juin 1959 est fondé le Teatro Nacional. Les créations se multiplient et les thèmes comme les formes se caractérisent par la pluralité. Les principaux dramaturges sont, entre autres, Abelardo Estorino, José R. Brene (*Fray Sabino*, prix uneac en 1970), Antón Arrufat (*Los siete contra Tebas*, prix uneac en 1968), José Triana (*La noche de los asesinos*, prix Casa de las Américas en 1965), Virgilio Piñera (*Dos viejos pánicos*, prix uneac en 1968), etc. Dans cette période d'effervescence, on met en scène en moyenne une quarantaine de pièces chaque année. Le théâtre cubain a beaucoup innové, avec des comédies musicales, folkloriques, le théâtre de marionnettes, et la représentation de situations et problématiques sociales.

La **poésie** s'est renouvelée d'abord dans les publications périodiques, *Lunes de Revolución*, *La Gaceta de Cuba*, *Casa de las Américas*, *Unión*. Les auteurs consacrés poursuivent leur œuvre dans la nouvelle société : Nicolás Guillén, Felix Pita Rodríguez, Mirta Aguirre, Angel Augier, Samuel Feijóo, ainsi que ceux du groupe *Orígenes* qui enrichissent leur inspiration dans le nouveau contexte sociopolitique : Cintio Vitier, Eliseo Diego, José Lezama Lima. Roberto Fernández Retamar, Fayad Jamís, nés en 1930, entrent avec talent et conviction dans la Révolution, puis de nouveaux poètes apparaissent, souvent grâce à l'organisation de nombreux concours de poésie : Heberto Padilla, Pedro de Oraá, David Cherician, Nancy Morejón, Jesús Cos Causse, Víctor Casás, Pedro Pérez Sarduy, entre autres.

**La littérature narrative (conte et roman)** : dans les années 1960, l'évocation des années de dictature batistienne a constitué un thème fréquent. José Soler Puig publie *Bertillon 166* en 1960 ; Dora Alonso, *Tierra inerte* en 1961 ; Edmundo Desnoes, *No hay problemas* en 1961 ; Lisandro Otero, *La situación* en 1963... L'incidence de la Révolution apparaît chez Soler Puig et surtout dans *Memorias del subdesarrollo* de Desnoes (1965). Certains cultivent la science-fiction (Miguel Collazo), l'humour (Francisco Chofre), le roman policier (Ignacio Cárdenas Acuña).

*Alejo Carpentier* (1904-1980). Né à La Havane, il voyage en France dès 1912, puis étudie l'architecture à Cuba. Journaliste, chef de rédaction de *Carteles*, il devient membre du groupe *Minorista*, et est l'un des fondateurs de la *Revista de Avance* en 1927. Jeté en prison, il écrit la première version de son roman *Ecué-Yamba-O* !. Puis il s'intéresse à la musique et écrit des arguments de ballets sur des musiques d'Amadeo Roldán. Il fait la connaissance de Robert Desnos et part pour Paris, où il fréquente Breton, Aragon, Tzara, Éluard, Sadoul, Chirico, Tanguy, Queneau, Honegger, Picasso et bien d'autres. Chef de rédaction de la revue *Imán*, directeur de studios

d'enregistrement et de programmes radiophoniques, il collabore avec Desnos, Jean-Louis Barrault. À Madrid, il publie *Ecué-Yamba-O !* (1934) et assiste au Congrès pour la défense de la culture de Madrid et Valence en 1937. Il rentre à Cuba en 1939, visite Haïti avec Louis Jouvet en 1944. Puis il s'installe à Caracas jusqu'en 1959, date où, avec la victoire révolutionnaire, il rentre à Cuba ; au Venezuela, il avait parcouru les régions du Haut-Orénoque en 1947-1948. Nommé directeur de l'*Editorial Nacional de Cuba* en 1963, il devient en 1968 ministre chargé des Affaires culturelles auprès de l'ambassade de Cuba à Paris. Sa production intellectuelle est considérable : journalisme, chroniques, livrets de ballets, traductions, etc. Son œuvre romanesque – antérieure et postérieure à la Révolution – connaît un succès planétaire : *Le Royaume de ce monde* (*El reino de este mundo*, 1949) – c'est dans le prologue de ce roman qu'il expose sa théorie du « réel merveilleux » –, *Le Partage des eaux* (*Los pasos perdidos*, 1953), *La Traque* (*El acoso*, 1956), *Guerra del tiempo* (recueil, 1958), *Le Siècle des Lumières* (*El siglo de las Luces*, 1962), *Concert baroque* (*Concierto barroco*, 1974), *Le Recours de la méthode* (*El recurso del método*, 1974), *Le Sacre du printemps* (*La consagración de la primavera*, 1978), *La Harpe et l'ombre* (*El arpa y la sombra*, 1979) ; ses principaux romans sont presque tous publiés en France aux Éditions Gallimard. Il convient d'ajouter des essais qui ont fait date comme *La musique à Cuba* (1946), *Tientos y diferencias* (1964), *La ville des colonnes* (1970). En 1977, il reçut à Madrid le prix Cervantés, et en 1979, le prix Médicis à Paris. Il est considéré comme un des plus grands romanciers du xx<sup>e</sup> siècle.

Au cours des deux dernières décennies, la production narrative à Cuba est caractérisée d'abord par l'existence de groupes d'auteurs dans toutes les régions du pays, ensuite par l'explosion de la nouvelle (*cuento*). On trouve d'excellents auteurs de nouvelles, notamment à Santiago de Cuba et dans les villes du centre de l'île (Santa Clara, Cienfuegos), outre le groupe de La Havane.

Les années qui vont de 1959 à 1972 sont considérées comme une sorte d'« âge d'or » de la littérature narrative : à côté des auteurs confirmés, Lezama Lima, Carpentier, Onelio Jorge Cardoso, Miguel Barnet, il y a de nouveaux narrateurs (Guillermo Cabrera Infante, Severo Sarduy, Antonio Benítez Rojo, Jesús Díaz, Reinaldo Arenas, Manuel Cofiño, José Soler Puig) qui aujourd'hui font partie du patrimoine littéraire indispensable de Cuba. De 1972 à 1980, la « période grise », dominée par l'imposition désastreuse d'un réalisme socialiste et dogmatique, est une époque d'appauvrissement culturel où se détachent seulement quelques auteurs déjà confirmés. Mais la période qui débute dans les années 1980 va voir « le retour du pendule », avec de nouvelles promotions de narrateurs de talent, dans la nouvelle comme dans le roman.

Il faut signaler des auteurs comme Miguel Mejides, Jorge Luis Hernández, Francisco López Sacha, Reinaldo Montero, Arturo Arango, Senel Paz, Abilio Estévez et Leonardo Padura (qui a renouvelé le roman social et policier). Parmi les plus récents, Alberto Garrido, Gumersindo Pacheco, Jesús David Curbelo, Angel Santiesteban, Alberto Garrandés, etc. Au cours de ces décennies, la création littéraire est marquée aussi par l'émergence d'une littérature écrite par des femmes, en particulier dans la nouvelle : parmi elles, Marilyn Bobes, Mirta Yáñez, María Elena Llana, Ena Lucía Portela (prix Juan Rulfo en 2000), Ana Luz García, Aida Bahr (*Ellas de noche*), Adelaida Fernández de Juan, Susana Haug Morales, etc.

## F) Les arts plastiques

Avec la Révolution, le mouvement des arts plastiques s'organise avec la création en 1962 de l'École nationale d'arts plastiques, avec des professeurs comme Raúl Martínez et Antonia Eiriz, et en 1976 celle de la Faculté d'arts plastiques de l'isa (*Instituto Superior de Arte*). Des créateurs comme Roberto Fabelo, Zaida del Rio, Tomás Sánchez, Manuel Mendive, Nelson Domínguez se sont imposés, avec de nombreux artistes plus jeunes comme José Bedia, Kcho, etc. La peinture cubaine des dernières décennies assume les influences les plus importantes de l'art international avec une posture critique parfois très libre, contribuant à faire vivre la recherche de l'identité cubaine. L'expérimentation, la théâtralité, le spectacle et le simulacre, le travail sur les symboles sont des tendances fréquentes. À partir de 1991, les arts plastiques cubains brisent largement les tabous, ouvrant la voie à des expressions très libres et engagées vers l'avenir de la société cubaine et de sa nouvelle culture, qu'il s'agisse de peinture (Carlos René Aguilera, par exemple) ou d'installations (« Los Carpinteros », entre autres).

## G) La musique et la danse

La musique cubaine est inséparable de la danse. Cependant, des compositeurs cubains se sont illustrés également dans la musique populaire et de concert. L'un d'entre eux fut Harold Gramatges. Dès le début du xx<sup>e</sup> siècle, la musique cubaine franchit les frontières de l'île, ainsi que les rythmes populaires cubains, comme le *son*, le *danzón*, le *chachacha*, le *mambo* et l'actuelle *salsa*, qui est une dérivation du *son* avec des apports plus complexes. Il existe aussi un jazz cubain. Certaines formations cubaines sont devenues mythiques, comme *los Van Van*, dirigés par Juan Formell depuis plus de trente ans, ou encore des virtuoses comme le pianiste Chucho Valdés, et bien d'autres qui ont gagné un renom international (Isaac Delgado, Compay Segundo, Eliades Ochoa, etc.).

La *salsa* est devenue un phénomène culturel mondial, et son histoire divise parfois les spécialistes. La musique *salsa* (le mot a le sens de « mélange ») a pour antécédents la contredanse de la Cour de Versailles, arrivée à Saint-Domingue puis à La Havane sous le nom de *contradanza*. Les rythmes africains métissent cette musique et produisent une *contradanza criolla*. C'est ainsi qu'on arrive à des musiques poly-rythmiques, élément essentiel de la *salsa*. Les rythmes essentiels furent le *son*, la *rumba*, etc., avec des modes de composition différents dans l'Orient de Cuba (Santiago) et la région occidentale (La Havane). Au xx<sup>e</sup> siècle, a été intégrée une influence du jazz, et les danses de groupe devinrent danses de couples. Les années 1940 ont consacré le *mambo*, et les formations de *charanga* jouaient le *chachacha* dans les années 1950. Après 1959, la musique afro-cubaine est jouée aussi à l'extérieur de Cuba, à Puerto Rico, en Colombie et aux États-Unis. La *salsa* est donc une fusion, où la musique et la danse sont associées plus que jamais dans la vie sociale. Les compositeurs cubains ont introduit et imposé la modalité de la *timba* dans les années 1990.

Un mouvement culturel et musical important à Cuba à partir des années 1960 a été celui de la *Nueva Trova* : innovation musicale et engagement social. Un groupe d'auteurs-compositeurs liés à la Casa de las Américas s'impose à la fin des années 1960. En 1969 se forme le *Grupo de Experimentación Sonora* de l'icaic, dirigé par Leo Brouwer : de ces deux groupes naît la *Nueva Trova*. La *trova* existait à Santiago de Cuba au xix<sup>e</sup> siècle et fut le vivier des grands *trovadores* (troubadours), au nombre desquels on trouve Sindo Garay. La *Nueva Trova* naît en 1968, sous l'impulsion de Pablo Milanés, Silvio Rodríguez et Noel Nicola, et se forme officiellement en 1972. Ses membres les plus connus sont, outre les trois fondateurs : Vicente Feliú, Sara González, Amaury Pérez, Lázaro García,

Alejandro García « Virulo », puis, à partir des années 1980 : Carlos Varela, Franck Delgado, Santiago Feliú, Gema y Pavel, William Vivanco, etc.

Cuba a aussi une tradition internationale dans le domaine de la danse classique, avec le prestigieux *Ballet Nacional de Cuba*, fondé et dirigé par la *prima ballerina assoluta* Alicia Alonso. Elle a créé une « école cubaine » de ballet, et le Festival de Ballet de La Havane reçoit les compagnies les plus importantes du monde.

Alicia Alonso, née en 1920, a commencé sa carrière de danseuse à Broadway et, à partir des années 1940, s'est consacrée aux grandes œuvres du répertoire classique et romantique. Elle fonde le *Ballet Alicia Alonso* à La Havane en 1948 sans aucune aide économique, compagnie qui devait devenir le *Ballet Nacional de Cuba* en 1959, avec l'appui du gouvernement révolutionnaire. Ses versions chorégraphiques des grands classiques sont reconnues internationalement (ses versions de *Giselle*, *Le Lac des cygnes*, *La Belle au bois dormant*, *La Fille mal gardée* sont dansées à Paris, Vienne, Prague, Naples, etc.). Elle est aujourd'hui la figure la plus importante de la danse classique de toute l'Amérique latine. Parmi ses nombreuses distinctions internationales, se trouve celle de Commandeur de l'ordre français des Arts et des Lettres.

**L'avenir de la culture populaire.** – L'accent est mis sur la priorité pour l'art d'aller vers le peuple ; ainsi en 2001 était lancé à Santa Clara un Programme des écoles d'animateurs culturels. En 2004, le nombre d'élèves accueillis était de 16 200, répartis entre la musique, les arts plastiques, le théâtre et la danse. Ils disposent de 2 800 professeurs, dont de nombreux artistes et intellectuels. 62 % des diplômés sont des femmes.

Malgré les limitations de la récente période spéciale, la politique pour une culture populaire dans toute l'île est parvenue à un niveau important, avec 200 musées, 50 théâtres, 326 librairies, 121 galeries d'art et 350 bibliothèques.

# Épilogue

Au seuil de ce xxi<sup>e</sup> siècle, après plus de cent cinquante ans de combats pour son indépendance, et un demi-siècle d'expériences révolutionnaires dans le cadre d'un socialisme sur de nombreux points original, le cas de Cuba et de son avenir connaît un regain d'intérêt dû à plusieurs facteurs. L'âge du leader historique de la Révolution est sans doute celui qui est perçu avec le plus de facilité et donne lieu à maintes spéculations de toute nature. Cela ne nous semble pas être la meilleure façon d'aborder la question du présent et de l'avenir de Cuba. Cette personnalisation a pour inconvénient d'occulter les questions essentielles, les facteurs internes et externes, ainsi que la volonté du peuple cubain qui, sous diverses formes, ne devra jamais être négligée.

C'est ainsi que la majorité du peuple ne semble aucunement disposée à accepter quelque ingérence extérieure que ce soit pouvant affecter la souveraineté nationale, si chèrement acquise au cours des étapes antérieures. Cela nous paraît être la question fondamentale. Les plans élaborés par des gouvernements étrangers, des États-Unis ou d'Europe, nous semblent voués à l'échec, et porteurs de risques pour la paix civile. Si dans la prochaine étape on assiste à une « transition », ou à quelque type de changements que ce soit, ces changements devront être voulus et mis en œuvre par les Cubains eux-mêmes, à partir de leur histoire et de leur culture propres. Comme l'a si bien exprimé José Martí, le peuple cubain est plus que jamais ouvert aux cultures du monde, dont il aspire à se nourrir, mais sans suivre de modèles, il souhaite fondre la culture universelle dans le creuset national, pour qu'en sortent des solutions originales. Après des siècles de dépendance et de sujétions diverses, il aspire à poursuivre l'élaboration de sa propre voie nationale sans rien renier de ses expériences récentes, avec leurs avancées et leurs problèmes. Il est souhaitable également que Cuba, dans le cadre de l'évolution actuelle des contextes latino-américains, et des pays du Sud en général, reprenne la place qui lui revient dans le concert diplomatique et économique des Amériques.

# Bibliographie

## Époque coloniale

- Le Riverend Julio , *Histoire économique de Cuba*, La Havane, 1967, Barcelone, 1972.
- Lamore Jean , *José Martí et l'Amérique*, 2 vol., Paris, L'Harmattan, 1986-1988.
- Lamore Jean , *José Martí. La liberté de Cuba et de l'Amérique latine*, Paris, Ellipses, 2007.

## Histoire politique et économique du xx<sup>e</sup> siècle

- Coll., *Les années 1930 à Cuba* , Actes du Colloque international du cieec et Université de Paris III, Paris, L'Harmattan, 1982.
- Merle Robert , *Moncada, premier combat de Fidel Castro*, Paris, Robert Laffont, 1965.
- Benjamin , Collins et Scott , *Cuba : les enjeux de l'agriculture et de l'alimentation*, Paris, L'Harmattan, 1987.
- Cormier Jean , *Che Guevara, compagnon de la révolution*, Paris, Gallimard, 1996.
- Levesque Jacques , *L'urss et la Révolution cubaine*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1976.
- Lamore Jean , *Cuba : au cœur de la Révolution. Acteurs et témoins*, Paris, Ellipses, 2006.

## Domaine culturel

- Berthier Nancy et Lamore Jean , *La Révolution cubaine. Cinéma et Révolution*, Paris, sedes-cned, 2006.
- Paranagua P. A. , *Le cinéma cubain*, Paris, Éd. du Centre Pompidou, 1990.
- Villaverde Cirilo , *Cecilia Valdés* (éd. franç. par J. Lamore), Paris, La Découverte, 1984.
- Martí José , *Vers libres* (éd. bilingue par J. Lamore), Paris, Unesco-L'Harmattan, 1997.
- Carpentier Alejo , *Le Royaume de ce monde, Le Siècle des Lumières, Le Sacre du printemps, Le Partage des eaux*, Paris, Gallimard.
- Claude Couffon , (prés. par), *Guillén Nicolás*, Paris, Seghers, 1964.
- *Cuba : un héritage français toujours présent*, National Geographic, Paris, juillet 2003.
- *Les Français dans l'Orient cubain*, Bordeaux, Maison des pays ibériques, 1993.